

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/C/M/10

10 novembre 2003

(03-5977)

Comité des négociations commerciales
10-11 juin 2003

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
les 10 et 11 juin 2003

Président: M. Supachai Panitchpakdi (Directeur général)

Questions examinées:

- 1. Rapports des Présidents des organes établis par le CNC**
- 2. Déclarations des participants**
 - a) Déclaration du Burkina Faso concernant les négociations sur l'agriculture – Réduction de la pauvreté: initiative sectorielle en faveur du coton. Proposition conjointe du Bénin, du Burkina Faso, du Mali et du Tchad (TN/AG/GEN/4)
 - b) Autres déclarations

1. Rapports des Présidents des organes établis par le CNC

1. Le Président a présenté les rapports des Présidents des organes établis par le CNC. Quatre organes parmi ceux-ci avaient tenu des réunions formelles depuis la précédente réunion de mai, et leurs rapports écrits avaient été distribués en tant que documents officiels sous les cotes suivantes:

Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends	TN/DS/9
Groupe de négociation sur l'accès aux marchés	TN/MA/11
Session extraordinaire du Conseil du commerce des services	TN/S/9
Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement	TN/TE/6

2. Il a dit qu'en repensant à la réunion de mai il se rappelait les déclarations très constructives qu'on y avait entendues et l'élan politique déterminé qui s'y était manifesté. Depuis lors, on avait constaté de nouveaux signes encourageants du haut niveau d'attachement politique au Cycle et au fait de le mener à bonne fin dans les délais prévus. Tout dernièrement, les chefs d'État du G-8 à Évian et les autres chef d'État et de gouvernement qui assistaient à cette réunion l'avaient bien fait comprendre. Cet attachement avait aussi été clairement exprimé par les Ministres du commerce de l'APEC à leur réunion en Thaïlande. L'importance du Cycle avait aussi été soulignée récemment lors de la réunion tenue avec le Directeur général du FMI, Horst Köhler, et le Président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, à l'OMC. Le Président se félicitait de ces témoignages de soutien et de ces affirmations renouvelées de l'attachement à mener à bien et en temps voulu les travaux. Mais il faudrait maintenant que les participants transforment ces paroles en actes.

3. Les participants savaient pertinemment qu'à la fin du mois de mai on avait de nouveau manqué deux dates cibles. Toutefois, il était important de les garder en vue, comme il pensait que la plupart des délégations le faisaient. Dans le domaine de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, du bon travail avait été accompli et le Président était convaincu que de nouveaux progrès seraient effectués avant Cancún sous la direction avisée du Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés. Il a dit que le document du Président du Groupe de négociation constituait une bonne base pour cela, et il estimait qu'il fournissait les éléments appropriés pour aboutir à un accord dans ce domaine vital des travaux.

4. Un grand pas en avant avait aussi été fait dans les négociations sur le règlement des différends sous la conduite du Président de la Session extraordinaire. Lorsque les Membres auraient entendu le compte rendu du Président de la Session extraordinaire, il ferait quelques suggestions concernant les éventuelles voies à suivre pour maintenir la dynamique dans ce domaine.

5. Depuis la réunion précédente du CNC, les Membres avaient également progressé sur un autre aspect important des travaux – les questions liées à la mise en œuvre. À la suite d'une consultation ouverte au niveau des chefs de délégation, le 14 mai, au cours de laquelle le débat avait porté sur les prochaines étapes possibles concernant ces questions, le Président avait tenu une autre consultation de ce type en sa qualité de Directeur général, sur une question importante dans le cadre de cette rubrique, à savoir les questions liées à l'extension de la protection des indications géographiques aux produits autres que les vins et les spiritueux. Il avait l'intention de convoquer prochainement de nouvelles réunions des chefs de délégation, de manière que les Membres puissent aborder l'ensemble des questions de mise en œuvre en suspens conformément au paragraphe 12 b) de la Déclaration de Doha. Il aborderait aussi, bien sûr, les autres domaines du travail du CNC dans les mêmes formes et en étroite coopération avec le Président du Conseil général.

6. Toutefois, le temps passait très vite. La Conférence de Cancún débutait dans un peu plus de 90 jours en tout, et les participants devaient examiner les rapports aux Ministres à la réunion suivante de mi-juillet, soit dans à peine plus d'un mois. Comme le Président l'avait dit précédemment, les participants ne pouvaient pas se permettre de transmettre un trop grand nombre de questions non résolues aux Ministres. Ils devaient maintenant tout mettre en œuvre pour aboutir à un accord dans tous les domaines possibles. Et là où cela n'était pas possible, les participants devaient être capables d'indiquer aux Ministres les points qui réclamaient leur attention et de leur fournir des bases solides à examiner. S'ils ne le faisaient pas, les participants failliraient à leur devoir envers eux.

7. Pour terminer, le Président convenait avec les chefs de file du G-8 que la poursuite de l'ouverture du commerce, associée à des règles et disciplines commerciales internationales renforcées, représentait la voie optimale conduisant à la croissance globale, à la fois dans leurs pays et ailleurs, et en particulier dans les pays en développement.

8. M. l'Ambassadeur Balás (Hongrie), Président de la Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends, complétant son rapport écrit reproduit dans le document TN/DS/9, a dit que la Session extraordinaire avait accompli un gros travail en un an et demi. Elle avait couvert cinq étapes des négociations au cours de cette période relativement courte: un débat général sur la question, les propositions générales des Membres, une discussion point par point au cours du deuxième semestre de l'année passée, la rédaction de propositions au début de l'année en cours et, au cours des deux derniers mois, un résultat convenu avait fait l'objet d'un débat en se fondant sur les propositions du Président. Le principal problème soulevé au cours des discussions était que le mandat ne donnait pas d'orientation précise quant à la portée des négociations, de sorte qu'il était difficile de faire concorder les vues et que les niveaux d'ambition variaient selon les Membres.

9. L'intervenant estimait que les très nombreuses propositions présentées par les Membres étaient une réussite majeure, mais le processus de négociation avait été lent. Les Membres avaient été

contraints de mener des discussions approfondies, revenant sans cesse sur les diverses propositions, ce qui avait accru la difficulté d'aboutir à un libellé convenu pour certaines propositions. Certains textes soumis depuis avant Seattle étaient loin d'être parfaits et il avait été proposé de leur apporter un certain nombre de modifications.

10. L'intervenant a dit que son texte ne pouvait pas incorporer toutes les propositions parce qu'il avait le sentiment que le niveau de soutien était insuffisant pour un bon nombre d'entre elles. Sur la base de son texte, des discussions approfondies avaient eu lieu et avaient conduit à un véritable progrès. Les Membres avaient réussi à faire la lumière sur un certain nombre de questions et étaient arrivés à un plus haut niveau de convergence. Pourtant, malgré cette amélioration, à fin mai, aucun consensus ne s'était dégagé.

11. Bien que son texte ne témoigne pas d'un consensus général, l'intervenant estimait qu'il pourrait constituer un instrument utile pour la poursuite des travaux, et il avait le sentiment que tous les Membres étaient disposés à examiner les modalités précises de ce travail.

12. M. l'Ambassadeur Girard (Suisse), Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, a dit que la réunion du Groupe tenue fin mai s'était distinguée par le fait que, pour la première fois, les participants avaient exprimé leurs vues sur les éléments proposés des modalités dans le secteur des produits non agricoles. La réunion avait consisté essentiellement à clarifier, mais aussi à comprendre, les modalités qui avaient été proposées; par conséquent, il n'avait pas grand-chose à ajouter au rapport écrit qui avait été distribué.

13. Le débat s'était situé à deux niveaux. Premièrement, les discussions avaient été particulièrement approfondies sur les aspects spécifiques et techniques des éléments des modalités. Par ailleurs, un certain nombre d'observations avaient été faites au sujet de l'aspect global des modalités, à savoir la relation entre les diverses positions, en ce qui concerne la formule, l'approche sectorielle, et les dispositions additionnelles pour les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA) ainsi que les Membres ayant accédé récemment. S'agissant de la formule proprement dite, l'intervenant avait remarqué la confirmation du désir initial des participants de procéder à des réductions tarifaires, lesquelles seraient effectuées sur la base d'une formule mais, outre cela, les vues qui avaient été exprimées étaient nombreuses et variées. Il restait donc encore un gros travail à faire. Au sujet de l'élimination sectorielle des droits de douane, un certain nombre d'observations critiques avaient été faites. Malheureusement, les propositions concrètes avaient été rares, aussi l'intervenant espérait sincèrement qu'il n'en serait pas de même à la réunion suivante.

14. En ce qui concerne le traitement spécial et différencié et la réciprocité moins que totale, y compris les éléments qui avaient déjà été intégrés dans la formule proposée et l'aspect sectoriel, deux points de vue principaux avaient été exprimés, comme il s'y attendait à ce stade. D'une part, celui selon lequel les dispositions suggérées étaient trop généreuses et, d'autre part, celui selon lequel les dispositions étaient tout à fait insuffisantes. Au sujet des Membres ayant accédé récemment, comme le soulignait le rapport écrit, la plupart des participants avaient indiqué une préférence pour accorder de la flexibilité à ces pays en leur offrant une période de mise en œuvre plus longue, plutôt que d'introduire un coefficient spécial dans la formule.

15. Les discussions sur les mesures non tarifaires avaient été moins animées que les discussions sur les autres éléments des modalités. Les participants avaient relevé le fait que les mesures non tarifaires ne faisaient pas partie intégrante des modalités des négociations sur les produits non agricoles, et l'intervenant estimait que c'était quelque chose qui avait été une hypothèse de base. Il avait aussi été estimé que les éléments des mesures non tarifaires étaient les moins prêts dans l'ensemble du texte des modalités, et l'intervenant en conviendrait. Mais il souhaitait ajouter que ces observations étaient d'une utilité limitée, dans la mesure où de très nombreux participants n'avaient pas encore étudié le dossier dans ce domaine et qu'une bonne partie des chances de progresser pour le

Groupe dépendait des contributions des Membres. Il souhaitait également renouveler l'appel qu'il avait lancé à tous les participants pour qu'ils fournissent au Groupe les informations nécessaires pour avancer dans ce domaine. Faute de cela, il envisagerait d'élaborer personnellement un certain nombre d'éléments pour faire avancer le travail dans ce secteur et il espérait que les participants le comprendraient.

16. L'impression générale que l'intervenant avait retirée de la réunion était que les délégations avaient été jusqu'alors entièrement dans un processus de négociation, ce qui était bien compréhensible en ce sens que les modalités avaient été présentées très peu de temps avant la réunion. Il espérait sincèrement qu'à la réunion de juillet on constaterait un ensemble plus concret et plus large d'engagement et de participation. Il serait regrettable que le Groupe ait à constater que le niveau d'ambition des participants demeurerait vague ou peut-être bien inférieur à ce qui avait été indiqué par les déclarations formelles dans les réunions des autres groupes. L'intervenant estimait, par conséquent, que les participants devaient réfléchir sur les éléments proposés et définir leurs propres propositions concrètes ainsi que le niveau d'ambition qui serait le leur. Le temps disponible jusqu'à la réunion suivante pourrait être utilisé très utilement dans ce sens. Entre-temps, comme il l'avait annoncé en clôturant la réunion du Groupe de négociation, il avait l'intention de tenir un certain nombre de consultations sur une base informelle avec les Membres et il se tenait à la disposition de toute délégation qui pourrait souhaiter s'entretenir avec lui sur la poursuite des travaux et la clarification de tout point essentiel contenu dans les propositions.

17. M. l'Ambassadeur Jara (Chili), Président de la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services, a dit que la dernière réunion formelle de la Session extraordinaire avait été tenue les 19 et 22 mai et que le rapport était reproduit dans le document TN/S/9. Cette réunion avait vu la présentation des premières offres initiales. Dans l'ensemble, les Membres avaient noté que les négociations dans le domaine des services se caractérisaient par un climat positif et constructif. En ce qui concerne l'évaluation du commerce des services, un nombre croissant de Membres avait déclaré que l'exercice devrait être mieux centré. Ce travail sur l'évaluation, prescrit par l'article XIX de l'AGCS, était entré dans sa cinquième année, et quelque 145 soumissions avaient été présentées. Il avait été exprimé l'avis qu'il ne s'agissait pas d'un exercice théorique, mais qu'il avait des incidences pratiques sur les négociations. L'intervenant avait l'intention de procéder à des consultations sur ce point permanent de l'ordre du jour, et les Membres devaient faire appel à leur imagination pour faire en sorte que cet exercice devienne plus pratique et mieux centré et qu'il ait un certain sens.

18. Le Conseil avait mené un débat de fond sur les Modalités du traitement spécial et différencié en faveur des pays Membres les moins avancés en se fondant sur un projet révisé élaboré par les PMA, lequel avait été très attendu, et les Membres avaient indiqué leur souhait de traiter rapidement cette question, en particulier maintenant que les négociations en étaient à la dernière phase des offres. Toutefois, de nombreux Membres avaient indiqué que le projet de modalités comportait un libellé qui était normatif ou qui préjugerait du résultat des négociations. Une réunion informelle était prévue pour examiner le projet.

19. Dans le cadre de l'examen du point concernant les Propositions relatives aux négociations au titre de l'article XIX de l'AGCS, deux propositions visant les négociations sur les services relatifs à l'énergie avaient été présentées: la première par le Chili, les Communautés européennes, le Japon et les États-Unis, et la seconde par le Venezuela. Cette question était soutenue par un groupe d'amis - les Membres qui avaient des intérêts particuliers dans ce secteur - et ils avaient fourni un bon exemple de communication de leurs délibérations et leurs échanges au Conseil. L'intervenant avait encouragé les autres groupes d'amis à faire de même parce que cette manière de procéder renforçait non seulement la transparence mais facilitait les négociations.

20. Une déclaration orale avait été faite par le Mexique au sujet des services culturels - audiovisuels - et, comme tous les Membres le savaient, il s'agissait d'un secteur complexe et

sensible. L'intervention du Mexique avait cherché à apporter des éléments nouveaux à la discussion du Conseil en suggérant les voies appropriées possibles pour traiter ces aspects sensibles et solliciter les avis des Membres sur les suggestions avancées. Les réactions avaient été préliminaires et avaient de manière générale fait preuve d'ouverture, et l'intervenant pensait qu'on pouvait s'attendre à un bon débat sur cette question lorsque les Membres tiendraient leur réunion suivante.

21. En ce qui concerne l'examen des progrès accomplis dans les négociations, un certain nombre de délégations avait saisi cette occasion pour présenter leurs offres initiales. À la date concernée, 26 offres initiales avaient été reçues, en comptant les Communautés européennes pour un Membre - onze provenant d'économies développées, 13 d'économies en développement, et deux émanant d'économies en transition. Ces offres contenaient des améliorations pour ce qui concernait quelque 500 engagements spécifiques, et les Membres qui les avaient communiquées représentaient plus de 75 pour cent du commerce mondial des services.

22. Comme il l'avait indiqué au CNC le 9 mai dans son compte rendu oral, seule une évaluation qualitative de la teneur de ces offres, associée à une analyse quantitative, pourrait donner une indication du niveau d'ambition des Membres, et ce n'est qu'après cela que la Session extraordinaire serait mieux à même de donner une indication appropriée de l'état d'avancement des négociations. Certains Membres avaient exprimé leur déception au vu de certaines des offres initiales, alors que d'autres avaient fait valoir que leurs offres étaient "concentrées dans la phase initiale" conformément à leur engagement dans le processus et leur désir d'établir des liens constructifs. Un petit nombre de délégations avaient mentionné le fait que dans certains secteurs leurs offres allaient au-delà du statu quo. L'intervenant a souhaité faire observer que certaines délégations avaient indiqué que leurs offres en étaient à la phase finale de leur élaboration, tandis qu'un petit nombre de délégations avait indiqué que le retard dans la distribution de leurs offres initiales était dû à des problèmes de capacité et qu'il ne devait pas être interprété comme un manque d'intérêt de leur part.

23. De manière générale, les interventions avaient donné la preuve que les négociations étaient passées au niveau suivant. Les Membres avaient indiqué que dans leurs consultations bilatérales, très souvent avec les experts basés dans les capitales, ils avaient progressé en dépassant le stade de la simple clarification des demandes et des offres et qu'ils étaient passés à des échanges plus concrets. Par ailleurs, une proposition présentée par un groupe de Membres de l'Amérique latine et des Caraïbes, concernant la mise en œuvre du paragraphe 15 des Lignes directrices pour les négociations sur le commerce des services, qui concernait les objectifs énoncés à l'article IV de l'AGCS, avait trait à la participation des pays en développement et avait été approuvée en tant qu'élément permanent du point concernant l'évaluation des progrès réalisés dans les négociations.

24. Au sujet des travaux futurs, diverses propositions axées sur des accords particuliers et concernant le traitement spécial et différencié avaient été renvoyées à la Session extraordinaire dans une lettre du Président du Conseil général, et une réunion informelle serait tenue pour entamer les délibérations sur ces points.

25. Mme l'Ambassadeur Biké (Gabon), Présidente de la Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement, a dit que son rapport était en cours de distribution sous la cote TN/TE/6. À la précédente réunion du CNC en mai, elle avait présenté un rapport oral sur la Session extraordinaire du Comité tenue les 30 avril et 1^{er} mai. Depuis lors, elle avait tenu le 22 mai des consultations informelles sur les préparatifs de la réunion de juillet du CNC et sur la question des invitations à participer à la Session extraordinaire sur une base *ad hoc*. Ces consultations l'autorisaient à dire que le rapport qu'elle ferait au CNC en juillet serait sous sa propre responsabilité et présenté sous la forme d'un recueil des travaux effectués et des progrès accomplis à la Session extraordinaire. Le rapport, qui serait bref et factuel, serait distribué aux Membres avant la réunion suivante de la Session extraordinaire prévue le 8 juillet. Par ailleurs, une invitation à participer à la

réunion du 8 juillet serait adressée aux secrétariats des six AEM et au PNUE qui avaient assisté à la réunion précédente.

26. M. l'Ambassadeur Chung (Corée), Président de la Session extraordinaire du Conseil des ADPIC, a dit que, depuis son précédent rapport sur la sixième Session extraordinaire tenue les 29 et 30 avril, il avait mené des consultations informelles ouvertes le 6 juin. Au cours de ces consultations, il avait fait part aux participants de son évaluation de la situation concernant les deux questions les plus ardues et les plus importantes dans les négociations, à savoir les effets juridiques et la participation. Pour ce qui était des effets juridiques, il avait prié instamment les délégations de réfléchir aux options possibles quelque part entre les deux extrémités de l'éventail des possibilités qui avait été présenté. Au sujet de la participation, il avait demandé aux délégations de réfléchir sur la question de savoir s'il existait un moyen de répondre aux préoccupations concernant une couverture appropriée, tout en évitant une situation dans laquelle le système multilatéral imposerait des obligations aux Membres qui ne participaient pas.

27. Il y avait eu un échange de vues utile sur ces questions, bien qu'il subsiste des divergences profondes. Il avait l'intention de se consulter avec les délégations sur une base individuelle au cours des semaines à venir, et d'enchaîner avec de nouvelles consultations ouvertes dont l'objectif serait d'évaluer s'il était possible de dégager suffisamment de flexibilité sur ces points pour lui permettre d'élaborer un nouveau projet pour la réunion formelle suivante de la Session extraordinaire qui était prévue pour les 2 et 3 juillet.

28. M. Harbinson, Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture, a dit qu'il n'y avait eu aucune réunion de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture depuis la précédente réunion du CNC mais que les Membres n'étaient pas restés sans rien faire. Des consultations ouvertes informelles avaient été menées sur plusieurs jours en mai ainsi que les 4, 5 et 6 juin. Les sujets abordés avaient été les suivants: les réductions en matière de soutien interne, l'administration des contingents tarifaires, le mécanisme de sauvegarde spéciale proposé, les crédits à l'exportation, les Membres ayant accédé récemment, les produits spéciaux, les formules applicables aux réductions tarifaires, l'accès aux contingents tarifaires et les approches complémentaires pour réussir à améliorer de manière substantielle l'accès aux marchés, les régimes préférentiels, l'introduction possible de formes additionnelles de flexibilité pour certains groupements de Membres et d'autres questions concernant l'accès aux marchés, notamment les indications géographiques.

29. L'intervenant n'avait pas l'intention d'entrer dans le détail de ces consultations, mais globalement certains progrès dignes d'intérêt continuaient d'être accomplis sur certaines des questions concernant les règles liées à l'accès aux marchés comme les disciplines relatives à l'administration des contingents tarifaires et le mécanisme de sauvegarde spéciale proposé en faveur des pays en développement. Tout aussi important avait été le travail concernant les produits spéciaux, qui permettrait aux pays en développement, sous certaines conditions à négocier, de n'appliquer que des réductions tarifaires limitées à ces produits. Cette possibilité s'ajouterait aux formes habituelles du traitement spécial et différencié telles que des objectifs de réduction tarifaire moins élevés et des périodes plus longues pour la mise en œuvre. Toutefois, les discussions sur d'autres problèmes cruciaux comme les réductions en matière de soutien interne et les formules applicables aux réductions tarifaires qui devaient être adoptées n'avaient pas progressé. Et cela malgré les appels incessants à faire preuve de plus de flexibilité et de créativité.

30. Par exemple, sur la question des réductions tarifaires, les Membres restaient divisés selon qu'ils étaient en faveur de la formule suisse ou de la formule du Cycle d'Uruguay ainsi dénommées, comme ils l'avaient fait plus ou moins dès le début. Seul un petit nombre d'entre eux, jusque-là, s'était rallié autour de la formule de la moyenne simple progressive que l'intervenant avait proposée à titre de compromis. Il avait le sentiment que toutes les questions étaient liées, de sorte qu'il serait difficile d'accomplir des progrès plus concrets concernant le mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des

pays en développement tant que les Membres ne sauraient pas ce qui se produirait vraisemblablement en termes de formule applicable aux réductions tarifaires. Telle était la réalité à laquelle les Membres étaient confrontés.

31. Comme le Président du CNC l'avait souligné, les Membres devaient exploiter la dynamique positive induite par Cancún de manière à achever le Cycle sans retard. Cette dynamique serait difficile à exploiter, à moins que les Membres soient capables d'avancer dans les négociations sur l'agriculture. Par conséquent, les semaines à venir seraient capitales. La prochaine Session extraordinaire se tiendrait fin juin/début juillet, et les Membres devraient viser d'ici là à au moins entrevoir les amorces de solutions viables dans des domaines comme les améliorations substantielles en matière d'accès aux marchés et les réductions substantielles du soutien interne ayant des effets de distorsion sur le commerce. L'intervenant, en conséquence, demandait à tous les participants d'examiner de nouveau leurs instructions et de se demander quelles étaient les perspectives d'atteindre cet objectif s'ils continuaient à s'en tenir aux positions qu'ils avaient déjà soulignées à maintes occasions.

32. L'intervenant continuerait de prôner un programme de travail équilibré visant à faciliter les progrès sur tous les fronts et ces travaux comprendraient l'attention à porter sur les quatre questions relatives au traitement spécial et différencié qui avaient été renvoyées à la Session extraordinaire de l'agriculture par le Président du Conseil général.

33. Le Président a dit que, comme il l'avait indiqué précédemment, il souhaitait dire quelques mots sur la situation concernant les négociations sur le Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. Le rapport du Président de la Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends avait montré que des progrès significatifs avaient été accomplis dans ce domaine complexe et vital, même s'il n'avait pas été possible d'aboutir à un accord avant le 31 mai. Manifestement, la question qui se posait maintenant aux Membres était de savoir quelles seraient les prochaines étapes concernant ces négociations. Il croyait comprendre, d'après le Président de la Session extraordinaire et les consultations menées en son nom par le Directeur général adjoint Yerxa, qu'il existait un appui général en faveur de la poursuite des travaux visant un accord, en faisant fond sur les progrès qui ressortaient dans le projet de texte du Président et dans d'autres communications présentées par les Membres. Toutefois, il subsistait encore certaines divergences de vues sur le délai et la portée exacts des travaux futurs.

34. Pour ce qui est de ce dernier point, il était clair que toute décision concernant un nouveau délai pour les négociations devait être prise par la Conférence ministérielle, ou le Conseil général en vertu des pouvoirs qui lui étaient conférés. Le Président avait le sentiment qu'il serait peut-être bien être possible de résoudre cette question au niveau du Conseil général. En conséquence, avec l'accord du CNC, il envisagerait de recommander au Président du Conseil général d'entreprendre des consultations afin de résoudre ce problème selon qu'il conviendrait à la réunion du Conseil de juillet.

35. En attendant, les consultations indiquaient que les Membres acceptaient que le Président de la Session extraordinaire puisse tenir une nouvelle réunion informelle de nature technique entre la réunion en cours et le Conseil général de juillet. Toute poursuite des travaux de cette nature devrait être entreprise en respectant pleinement les contraintes liées aux ressources et les charges de travail supportées par les délégations. Ce serait simplement un moyen pragmatique, temporaire, pour entretenir la dynamique, et il serait sans préjudice de la position de toute délégation concernant l'état d'avancement formel de ces négociations.

36. Le Président espérait que les Membres pourraient approuver cette approche qui visait à préserver la position de chacun tout en permettant aux Membres de poursuivre les travaux utiles dans cette négociation qui revêtait une importance systémique majeure.

2. Déclarations des participants

- a) Déclaration du Burkina Faso concernant les négociations sur l'agriculture – Réduction de la pauvreté: initiative sectorielle en faveur du coton. Proposition conjointe du Bénin, du Burkina Faso, du Mali et du Tchad (TN/AG/GEN/4)

37. Le Président a souhaité la bienvenue à S.E. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, S.E. M. Youssouf Ouedraogo, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale du Burkina Faso, et S.E. M. Choguel Kokalla Maïga, Ministre de l'industrie et du commerce du Mali.

38. La déclaration faite par S.E. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, est jointe en annexe au présent document.

39. Le Président, au nom du CNC, a adressé ses remerciements au Président du Burkina Faso pour sa participation à la réunion en cours. Il était persuadé que son intéressante contribution contribuerait à dynamiser la poursuite du débat et des négociations, en particulier dans le domaine de l'agriculture.

40. Toutes les délégations qui ont pris la parole ont remercié le Président du Burkina Faso d'avoir présenté la proposition conjointe d'une initiative en faveur du coton.

41. Le représentant du Bénin a dit que le message du Président du Burkina Faso avait décrit avec pertinence et actualité la situation des petites économies dans l'environnement économique mondial en général, et dans le système commercial international en particulier, avec les enjeux et les défis qui s'en dégagent. Les négociations du Cycle du millénaire et les décisions de la Conférence ministérielle de Doha avaient suscité chez cette catégorie de pays, et dans les pays en développement en général, l'espoir que les Membres travailleraient ensemble à lever les obstacles qui subsistaient dans le commerce international et à rendre plus justes et équitables les règles et principes dans ce domaine.

42. L'un des volets importants sur lesquels portaient les négociations était l'agriculture. Ce secteur employait près de 80 pour cent des populations dans les pays en développement, et en particulier dans les PMA, et les recettes d'exportation que ces pays tiraient des activités de ce domaine contribuaient pour une part importante des ressources budgétaires. Certains pays avaient développé des filières agricoles et celles-ci constituaient aujourd'hui l'ossature de leur économie.

43. C'était le cas du coton que son pays ainsi que d'autres pays africains moins avancés et en développement produisaient. Cette matière première assurait plus de 50 pour cent des recettes totales d'exportations de plusieurs pays africains producteurs et elle occupait une position stratégique dans les politiques de développement et les programmes de réduction de la pauvreté de ces pays, avec à peu près 10 pour cent du PIB. Mais une situation difficile pour ces pays était née de l'inégalité de traitement entre les communautés paysannes des pays en développement et particulièrement des PMA, d'une part, et les producteurs de coton dans certains pays développés, d'autre part, subséquemment aux distorsions que provoquaient les subventions massives que ces pays développés accordaient à la production et à l'exportation du coton.

44. Dans le cadre de leurs politiques sectorielles, certains pays riches avaient accordé, en 2001 par exemple, près de six fois plus de subventions à leurs agriculteurs que d'aide au développement, soit respectivement 311 et 55 milliards de dollars EU. Ces subventions avaient un effet direct sur la baisse importante des cours mondiaux du coton qui étaient aujourd'hui à leur plus bas niveau depuis près de 20 ans. Les populations productrices de coton des pays en développement subissaient actuellement les contrecoups de ces pratiques.

45. L'objectif du Programme de Doha pour le développement étant d'élaborer un système commercial équitable et axé sur le marché, comprenant notamment des réformes pour prévenir et remédier aux distorsions qui touchent les marchés agricoles mondiaux, les pays africains, PMA les plus affectés par ces subventions, avaient décidé de soumettre cette initiative sectorielle à l'examen des organes de négociation, afin de trouver avec les pays impliqués des solutions justes et idoines à ce problème. Cette initiative s'inscrivait dans le cadre des négociations agricoles du Programme de Doha pour le développement et visait à obtenir des mesures appropriées, permettant de parvenir à la réduction substantielle et l'élimination totale des mesures à la frontière, du soutien interne ainsi que de toutes les formes de subvention qui créent des distorsions à la production et l'exportation du coton en provenance des PMA et d'autres pays en développement producteurs de cette matière première.

46. Les pays concernés demandaient qu'au plus tard d'ici à Cancún, une décision d'application immédiate soit prise, prévoyant des réductions substantielles, spécifiques et accélérées pour chacune des catégories de soutien à la production et à l'exportation du coton. Conscients que l'élimination totale du soutien interne à la production cotonnière prendrait du temps, et pour prévenir les conséquences dramatiques de ces subventions sur leurs économies et leurs communautés rurales, les pays signataires de l'initiative demandaient qu'une indemnisation financière soit offerte aux pays affectés, qui correspondrait aux pertes de ressources qu'ils subissent.

47. L'adoption d'un tel régime commercial sur les subventions au coton permettrait d'établir l'équité tant recherchée dans le commerce mondial et de mettre un terme aux pertes que subissent les pays en développement et tout particulièrement les PMA producteurs de matières premières. Il s'agirait de mesures qui aideraient à assainir les pratiques commerciales déloyales persistantes et à prévenir les crises économiques et sociales que vivent certains pays en développement et leurs communautés rurales. Le pays de l'intervenant et les autres pays coauteurs de cette initiative comptaient sur le précieux soutien des Membres pour la faire aboutir. L'intervenant a souhaité rappeler que cette initiative bénéficiait déjà du soutien des pays ACP et des Ministres du commerce des PMA qui s'étaient réunis du 31 mai au 2 juin à Dhaka, au Bangladesh.

48. S.E. M. Maïga, Ministre du commerce du Mali, a dit que son pays, comme le Bénin, le Burkina Faso et le Tchad, était fortement tributaire de la culture du coton. Plus de 2 millions d'agriculteurs, dans son pays, travaillaient activement dans la production cotonnière, et c'était sa première source d'exportation. C'était une culture stratégique qui constituait la base de la majeure partie de l'activité économique du pays. Au Mali, on disait très souvent que le coton constituait les poumons et le cœur de son économie; il était donc évident que son pays se joindrait à cette initiative maintenant et dans le futur, notamment à l'initiative du 30 mai dont il était un coauteur.

49. Le Mali appuyait et approuvait fortement la déclaration du Président du Burkina Faso, et demandait aux organisations internationales qui s'occupaient des questions économiques, en particulier l'OMC, de peser de tout leur poids pour faire en sorte que justice soit faite à son peuple. Le Mali était un pays enclavé dont deux tiers de la superficie étaient occupés par le désert, et c'était l'un des pays les plus pauvres du monde. Toute l'aide fournie à son pays ne serait efficace que si la très grande proportion de sa population qui travaillait dans ce secteur pouvait en tirer des avantages.

50. La pauvreté était endémique dans les zones rurales où la production du coton était largement répandue. Toutes les initiatives présentes et futures recevraient l'appui du Mali, et l'intervenant demandait à tous ses amis épris de paix et de justice d'appuyer l'équité dans les échanges internationaux et d'appuyer la position prise par le Président du Burkina Faso.

51. Le représentant du Tchad a dit que son pays était d'abord et avant tout un pays agricole où le coton était très important, et qu'il appuyait pleinement la déclaration du Président du Burkina Faso. Le Président du Tchad, S.E. Idriss Deby, avait déclaré que rien ne remplacerait l'agriculture. Le Tchad ne se laisserait pas griser par les possibilités offertes par les forages pétroliers, et tout ce qu'il

pourrait retirer comme recettes additionnelles de la production d'énergie serait consacré au développement et à l'industrialisation de l'agriculture du Tchad.

52. Depuis 1926, le coton était la principale source d'exportation du Tchad. Le pays produisait 165 000 tonnes de semence de coton en moyenne chaque année et le prix du kg de coton acheté au producteur était de 165 francs CFA, ce qui ne représentait que 0,25 euro par rapport au prix international. Toutefois, le Tchad tirait chaque année 80 pour cent de ses recettes d'exportation du coton, en employant 300 000 planteurs dans ce secteur, ce qui assurait la survie de 2,5 millions de personnes. Ces chiffres mettaient clairement en évidence le rôle stratégique du coton dans son pays.

53. Malheureusement, comme le Président du Burkina Faso le déclarait, le secteur du coton était actuellement confronté à de graves problèmes, et c'est pourquoi le Tchad s'était joint aux autres pour lancer un appel réclamant de trouver une solution à Cancún afin de permettre au coton de remplir le rôle qui était le sien dans les efforts déployés pour réduire la pauvreté dans ces pays. Le Tchad souhaitait que ce rôle soit renforcé parce qu'il touchait la majorité des personnes vivant dans la misère. Le Tchad demandait l'appui du Président afin que cet appel soit entendu.

54. Le représentant du Maroc, s'exprimant au nom du Groupe africain, a dit que la présence du Président du Burkina Faso dénotait la grande priorité politique attachée aux travaux menés au sein de l'OMC depuis la dernière Conférence ministérielle de Doha, tant les espoirs étaient grands en des négociations à même de déboucher sur la rectification des imperfections et le redressement des déséquilibres d'un système commercial multilatéral fondé plutôt sur des considérations mercantiles. Elle était également l'expression de la profonde inquiétude de certains pays africains, dont l'agriculture, secteur stratégique de leur économie, était actuellement gravement menacée par la politique des subventions pratiquées par les pays industrialisés. Force était de constater que la dimension développement, sur laquelle s'étaient basés tous les résultats de Doha, semblait être remise en cause. Les intérêts des pays en développement sur certaines questions majeures pour leurs économies n'avaient pas été pris en considération, comme cela aurait dû être le cas, conformément à la lettre et à l'esprit de la Déclaration de Doha. Le secteur de l'agriculture en était la meilleure illustration.

55. Les programmes d'ajustement structurel en Afrique subsaharienne ainsi que l'élan pris dans le domaine de la libéralisation depuis 1995 avaient eu comme résultat la substitution des monopoles d'État qui, dans le passé, finançaient la production et contrôlaient l'achat, la transformation et l'exportation des produits agricoles, par un secteur privé non armé pour faire face à la concurrence sur les marchés mondiaux. Cette situation, largement décrite par plusieurs organisations comme la FAO et la CNUCED, avait conduit au déclin de la production, les négociants privés n'étant pas enclins à fournir aux agriculteurs les intrants nécessaires à titre gratuit comme le faisait l'État auparavant.

56. Des études élaborées par la FAO montraient que l'abolition de l'ancien système d'approvisionnement en intrants - et le net renchérissement de ceux-ci en raison de la dévaluation et de la suppression des subventions - s'était traduite par une diminution de la consommation d'intrants dans la plupart des pays. Certaines entreprises privées avaient essayé de fournir les intrants à crédit, mais cette formule présentait des risques étant donné que les offices de commercialisation gouvernementaux étaient à peu près certains de pouvoir acheter la récolte des producteurs qui étaient approvisionnés en intrants gratuits ou bon marché, alors que les négociants privés ne bénéficiaient pas d'une pareille garantie. Dans ce contexte, le coton était au centre des changements que l'on connaissait depuis ces dix dernières années. D'énormes efforts avaient été réalisés pour réformer et libéraliser le secteur du coton et rendre le produit plus compétitif. Malheureusement ces efforts avaient été vains vu les prix injustement imposés sur un marché mondial dominé par les produits qui étaient subventionnés par les pays développés avec tout ce que cela comportait comme distorsions.

57. La production du coton représentait une part non négligeable du PIB et occupait une place prépondérante dans les échanges des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre qui assuraient à eux seuls près de 15 pour cent des exportations mondiales du coton. Elle constituait l'unique source de revenu pour près de 10 millions de personnes. En matière d'agriculture, l'objectif d'établissement d'un système de commerce équitable et axé sur le marché ne pouvait être atteint sans qu'une réponse appropriée ne soit trouvée aux principales restrictions et distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux. Le paragraphe 13 de la Déclaration de Doha énonçait les mesures à prendre, mais la situation critique et urgente des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre dont le coton constituait la principale ressource appelait des mesures urgentes à prendre lors de la Conférence de Cancún.

58. C'est pourquoi le Groupe africain appelait tous les Membres à étudier ces propositions avec toute l'attention requise. Il considérait que ces mesures proposées par les pays signataires s'inséraient parfaitement dans le cadre des négociations en cours sur l'agriculture. Le projet du Président des Sessions extraordinaires du Comité des négociations sur l'agriculture avait reconnu le principe des produits spéciaux, lequel était actuellement limité à des mesures défensives, et l'élargissement de ce concept en incluant le coton dans la liste des produits spéciaux, accompagné de l'élimination des mesures à la frontière, du soutien interne et de toutes les formes de subvention à l'exportation accordées au coton, assurerait la prise en compte de ce produit d'une importance vitale pour les pays concernés.

59. Le Groupe africain considérait qu'en raison de l'urgence de cette question et dans le but d'assurer la survie de ce secteur vital, il serait hautement souhaitable que les Membres adoptent à Cancún les mesures d'urgence énumérées au paragraphe 36 de la proposition des quatre pays africains. La situation du secteur cotonnier dans ces quatre pays était tellement préoccupante qu'elle ne permettait pas d'attendre la fin des négociations sur l'agriculture et de la période de mise en œuvre qui s'ensuivrait.

60. Le représentant de la Mauritanie a appuyé la déclaration faite par le Maroc au nom du Groupe africain. Il a souhaité souligner l'importance de la participation, pour la première fois, d'un chef d'État africain à une réunion de l'OMC, ce qui contribuerait significativement à mieux faire entendre la voix de l'Afrique et prendre en compte ses intérêts et ceux des PMA à l'OMC. La déclaration importante que le Président du Burkina Faso venait de faire, également au nom d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, constituait un message fort adressé aux Membres en vue de consolider les bases du système commercial multilatéral en le rendant plus juste et plus équitable, et de mieux prendre en compte les questions et préoccupations en matière de développement dans le Programme de Doha pour le développement.

61. Les préjudices considérables subis par des millions de producteurs de coton dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et au-delà, du fait des subventions massives accordées par certains pays développés à leurs producteurs, illustraient l'inéquité et l'injustice du système commercial multilatéral, ainsi que la gravité de certaines pratiques commerciales qui réduisaient à néant tous les efforts entrepris par ces pays pour renforcer et diversifier leurs bases de production, accélérer leur processus de développement et lutter contre la pauvreté.

62. Les pays ACP, comme les PMA, avaient examiné en profondeur cette situation et les conséquences néfastes de ces distorsions au cours de leur récente réunion. La Mauritanie, en tant que membre de ces deux groupes, souscrivait à la résolution adoptée par la session du Conseil des Ministres ACP en mai ainsi qu'à la Déclaration de Dhaka faite à la conférence des PMA. Elle appuyait la déclaration du Président du Burkina Faso, et l'initiative sectorielle concernant le coton présentée par plusieurs pays, visant la mise en place d'un système de réduction du soutien à la production cotonnière en vue de son élimination totale, et des mesures transitoires en faveur des PMA à travers des indemnités financières pour compenser les pertes qu'ils avaient subies. Ce dispositif devrait ensuite faire partie intégrante des droits et obligations résultant du Cycle de Doha. La

délégation mauritanienne espérait que l'appel lancé par le Président du Burkina Faso serait entendu et ferait prendre conscience des conséquences désastreuses pour des millions d'Africains des subventions accordées par certains pays producteurs de l'hémisphère nord, et qu'il amènerait à prendre les mesures correctrices nécessaires.

63. Le représentant du Bangladesh, s'exprimant au nom des pays les moins avancés, a dit que la venue du Président du Burkina Faso à l'OMC marquait un tournant décisif dans l'histoire de l'Organisation, et montrait combien l'OMC était importante pour le Burkina Faso. Il était bien connu qu'il s'était produit une baisse séculaire en termes de commerce des exportateurs de matières premières. Près de 50 pays en développement étaient tributaires de matières premières pour leurs recettes d'exportation et, si les tendances actuelles continuaient, tous ces pays continueraient de connaître une instabilité de leurs recettes d'exportation, sans compter la baisse séculaire. Ils devaient rechercher des solutions à long terme à leurs problèmes.

64. L'exemple du coton illustre, une fois encore, ce que les PMA disaient quant au fait que le système commercial mondial était déséquilibré. Les statistiques fournies dans le document communiqué par les quatre pays indiquaient les niveaux anormaux des subventions accordées pour le coton dans certains grands pays industrialisés, sur lesquels les PMA ne pouvaient pas s'offrir le luxe de s'aligner. Le Cycle de Doha était supposé mettre les besoins et les intérêts des pays les plus faibles au premier plan du nouveau Cycle de négociation. Le paragraphe 13 de la Déclaration ministérielle de Doha réaffirmait que l'objectif à long terme de l'Accord sur l'agriculture était d'établir un système de commerce équitable et axé sur le marché au moyen d'un programme de réforme fondamentale comprenant des règles renforcées et des engagements spécifiques concernant le soutien et la protection afin de remédier aux restrictions et distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux et de les prévenir. Les Ministres s'étaient également engagés à procéder à des réductions substantielles du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges. C'est dans cet esprit que la question des subventions du coton méritait une sérieuse attention.

65. Le Burkina Faso et les Membres associés qui avaient présenté la proposition étaient des PMA. Le coton occupait une position stratégique dans ces quatre pays et leur capacité à réduire la pauvreté et à s'intégrer dans le système commercial multilatéral dépendait largement du prix du coton qu'ils exportaient. Leurs agriculteurs devaient percevoir des revenus qui leur assurent un niveau de vie raisonnable. La chute des recettes d'exportation compromettrait lourdement leur moyen de subsistance, et manifestement, le coton nécessitait un traitement spécial, et leurs agriculteurs avaient besoin de conditions équitables d'accès aux marchés mondiaux.

66. La proposition du Burkina Faso et des trois autres Membres méritait que les Membres l'examinent immédiatement, et le Groupe des PMA appuyait fortement leur demande visant l'institution d'ici à Cancún d'un mécanisme visant l'élimination progressive du soutien à la production du coton qui faussait la concurrence sur les marchés mondiaux. Les Ministres du commerce des PMA s'étaient réunis à Dhaka, Bangladesh, du 31 mai au 2 juin, et l'un des points importants contenus dans leur Déclaration était la situation tragique à laquelle étaient confrontés les producteurs de coton dans les quatre PMA africains. L'OMC devait agir, et ce, immédiatement.

67. La représentante de la Guinée a appuyé la déclaration du Président du Burkina Faso, faite également au nom du Bénin, du Tchad et du Mali. Sa délégation s'associait aux déclarations faites par le Maroc au nom du Groupe africain et par le Bangladesh au nom des PMA. La présence d'un chef d'État au CNC, venant de l'Afrique, mais surtout d'un PMA, pour parler des subventions était incontestablement un signal très fort et le signe de l'importance que les PMA attachaient aux questions discutées au sein de l'OMC.

68. Comme le Président l'avait dit, les produits de base en général restaient le pivot de l'économie des pays africains, particulièrement des PMA, dans lesquels ils représentaient souvent plus de 80 pour

cent du total de leurs exportations de marchandises. Dans les zones rurales de la Guinée aussi, une bonne partie de la population devait ses moyens de subsistance, directement ou indirectement, au secteur du coton et les revenus des ménages étaient très souvent fortement tributaires de l'emploi dans ce secteur. La viabilité du secteur du coton était donc étroitement liée aux perspectives de croissance, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

69. La libéralisation des échanges, son impact sur les producteurs, et les forces du marché mondial avaient entraîné une grande volatilité des prix à la production et la tendance des prix à la baisse de ce secteur. La cause principale de cette tendance à la baisse des prix était souvent les subventions accordées par les pays développés à ce secteur, ce qui constituait aujourd'hui une source de préoccupation pour son pays.

70. Au cours des années passées, la République de Guinée avait aussi vu ses recettes liées aux exportations du coton diminuer à cause des subventions accordées aux agriculteurs des pays du Nord. Il était donc à signaler que la volatilité des prix du coton sur le marché mondial était une source d'instabilité des recettes qui compromettait les perspectives de croissance économique des pays les plus vulnérables de l'économie mondiale et qu'il fallait donc combattre.

71. La Guinée appuyait pleinement la démarche entreprise par le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali au sein de l'Organe de règlement des différends et se réservait le droit de se joindre à cette démarche dans l'avenir. Dans une perspective de compenser les pertes causées par les subventions accordées par les pays développés au secteur du coton, il serait nécessaire de fournir une assistance qui soit compatible avec les plans de développement national en vue d'accroître la productivité et la qualité du secteur cotonnier.

72. Le représentant de l'Inde a dit que son pays pouvait parfaitement comprendre les sentiments à l'origine de la proposition visant la suppression des subventions à l'exportation et du soutien interne accordés au secteur du coton. L'Inde comptait environ 9 millions d'hectares de terrain consacré à la culture du coton, dont la production annuelle totale se situait entre 10 et 14 millions de tonnes. La délégation indienne partageait pleinement la préoccupation exprimée par le Président du Burkina Faso selon laquelle certains Membres continuaient d'appliquer des mesures de soutien aux produits agricoles, ce qui faussait leurs prix sur le marché international. De ce fait, les producteurs des pays en développement en retiraient des revenus bien plus faibles, et non seulement le coton, mais aussi le sucre, les produits laitiers, les céréales et les graines oléagineuses étaient les victimes manifestes de ces politiques.

73. L'Inde partageait les vues du Burkina Faso selon lesquelles, si on supprimait le soutien interne et les subventions à l'exportation, la production agricole des pays en développement deviendrait économiquement viable et pourrait agir comme un catalyseur déterminant de la réduction de la pauvreté dans ces pays. Si l'objectif du Programme de Doha pour le développement était de promouvoir efficacement la croissance économique dans les pays en développement, les Membres devaient prendre en considération ce secteur déterminant. Un engagement à éliminer ce soutien accordé au coton, comme le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali le proposaient, serait une première étape importante dans cette direction.

74. Le représentant du Pakistan s'est félicité des initiatives du Bénin, du Burkina Faso, du Tchad et du Mali et a pleinement appuyé leurs déclarations. Si les Membres estimaient que l'objectif du Cycle était d'établir un système de commerce équitable et axé sur le marché, s'ils voulaient réellement réduire la pauvreté grâce un commerce équitable plutôt qu'à des aides financières, et s'ils voulaient donner une chance aux pays plus pauvres d'avoir un meilleur accès aux marchés des produits pour lesquels ils avaient un avantage naturel, ils n'avaient alors pas d'autre choix que celui d'accepter les recommandations des demandeurs selon lesquelles il fallait d'urgence mettre en place un mécanisme pour éliminer progressivement toutes les formes de soutien à la production cotonnière jusqu'à leur

suppression totale, y compris la suppression des subventions à l'exportation. Il faudrait établir un échéancier obligatoire à annoncer à Cancún.

75. Les Membres parlent souvent de résultats rapides, et on ne saurait trouver de meilleurs arguments que ceux présentés par ces quatre pays. L'intervenant a dit qu'à titre d'exemple de ce que les subventions accordées par un pays riche pouvaient faire à de nombreux pays pauvres, depuis que le niveau des subventions avait été relevé en 1996, les prix du coton au Pakistan avaient chuté en entraînant une perte annuelle avoisinant 350 millions de dollars EU. Cette somme ne représentait peut-être pas grand-chose pour les pays plus riches, mais dans le cas du Pakistan elle apporterait un changement réel à la situation tragique de plusieurs centaines de milliers d'agriculteurs et serait une étape déterminante dans la réduction de la pauvreté. La délégation pakistanaise espérait voir prendre des mesures sur cette question car c'était une occasion d'aboutir à des résultats rapides.

76. Le représentant du Nigéria a appuyé la déclaration faite par le Burkina Faso également au nom du Bénin, du Tchad et du Mali, concernant leur proposition dans le cadre des négociations sur l'agriculture, visant à réduire la pauvreté au moyen de leur initiative sectorielle en faveur du coton. Il a également appuyé la déclaration faite par le Maroc au nom du Groupe africain et celles du Bangladesh, du Bénin, du Tchad, de la Guinée, de l'Inde, du Mali et du Pakistan. C'était une initiative importante étant donné le rôle vital du coton dans le développement économique de ces pays et, bien sûr, pour de nombreux autres pays y compris le Nigéria, qui était un gros producteur de coton employant des millions de personnes dans sa branche de production agricole. Le coton occupait une position stratégique dans les politiques de développement économique et les programmes de réduction de la pauvreté de nombreux pays en développement.

77. Le Nigéria partageait les préoccupations exprimées dans la proposition au sujet des pratiques et des mesures de soutien de certains Membres qui faussaient les cours du marché mondial du coton et d'autres produits agricoles de base, et il estimait que la suppression du soutien interne et des subventions à l'exportation aurait pour conséquence d'améliorer la concurrence en matière de prix du coton sur les marchés mondiaux. La suppression des subventions agirait comme un catalyseur déterminant pour la réduction de la pauvreté dans de nombreux pays et conduirait à l'émergence d'un système commercial équitable et axé sur le marché.

78. La proposition conjointe avait mis en évidence le rôle de la production cotonnière dans le développement économique qui passait par l'emploi, la création de l'infrastructure et la réduction de la pauvreté qui ne pouvait être obtenue et maintenue que par la suppression du soutien interne et des subventions à l'exportation. Il fallait trouver une solution urgente à ce problème, et le Nigéria partageait les sentiments exprimés et estimait que cette question méritait une action.

79. Le représentant de l'Australie a dit qu'il ne pouvait pas parler au nom de tous les membres du Groupe de Cairns, mais il était sûr qu'ils se joindraient aux remerciements adressés au Bénin, au Burkina Faso, au Tchad et au Mali pour avoir appelé l'attention des Membres sur les conséquences néfastes pour leurs pays des subventions maintenues par les pays riches, et il se félicitait très vivement de leur initiative. Cet exemple particulier était symptomatique des effets préjudiciables sur le commerce et le développement qui découlaient des subventions, et il était dommage que ces effets ne puissent être contrebalancés par aucune aide, activité d'assistance technique ou de renforcement des capacités multilatérale ou bilatérale, ni aucun soutien de la part du FMI ou de la Banque mondiale.

80. Le coton n'était pas le seul produit agricole de base pour lequel les subventions faussaient le commerce, faisaient baisser les cours et portaient préjudice aux intérêts des fournisseurs qui n'avaient pas les ressources financières leur permettant de s'engager dans un subventionnement concurrentiel. Le riz, le sucre, les graines oléagineuses, les viandes, les produits laitiers, le blé et d'autres céréales étaient tous des secteurs qui étaient touchés de la même manière. L'injustice contenue dans les règles de l'OMC était manifeste. Les Membres étaient convenus, il y avait de cela 40 ans, de supprimer les

subventions à l'exportation accordées aux produits non agricoles, et ici, au XXI^e siècle, les Membres étaient encore en train d'essayer de supprimer les subventions agricoles.

81. Le coton était un dossier qui s'imposait particulièrement parce que l'incidence des subventions retombait sur les plus défavorisés. La solution du problème se trouvait dans le mandat dont les Ministres étaient convenus 18 mois plus tôt à Doha, à savoir la suppression des subventions à l'exportation, des réductions substantielles du soutien interne et l'accroissement substantiel de l'accès aux marchés. Cette initiative, aujourd'hui, conférait un degré d'urgence à la mission d'aboutir à un accord sur les modalités concernant les produits agricoles et les Membres ne pouvaient qu'espérer qu'à la réunion suivante de la Session extraordinaire de l'agriculture, à la fin du mois, tous les pays arriveraient munis des instructions nécessaires pour donner effet à l'engagement politique que leurs chefs d'État avaient réaffirmé, il n'y avait encore que quelques jours, à Évian.

82. Le représentant du Brésil a dit que le Président du Burkina Faso avait adressé aux Membres un rappel sévère de la responsabilité qu'ils avaient de s'acquitter du mandat de Doha. La déclaration du Président n'avait pas seulement indiqué l'intérêt d'un produit agricole particulier pour un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest, mais il avait aussi montré, graphiques à l'appui, l'ampleur du dommage répercuté sur ces économies en conséquence des subventions agricoles. Ses remarques devaient rappeler aux Membres les lourdes conséquences pour les pays en développement du manquement à donner effet au mandat de négociation concernant l'agriculture.

83. Les pays en développement demandaient qu'on leur donne une chance d'affronter la concurrence sur un pied d'égalité dans les domaines où ils parvenaient à avoir des avantages comparatifs, ce qui était ce que cette organisation était supposée assurer. Le coton était produit de manière très performante et à des coûts très faibles en Afrique. Les ressources financières aisées faussaient les conditions de la concurrence, faisaient baisser les prix sur les marchés international et intérieur et, ce faisant, privaient les agriculteurs pauvres des pays en développement de la possibilité de gagner décemment leur vie. Ces circonstances sapaient également les efforts déployés par les gouvernements pour réduire la pauvreté, et le Brésil était tristement conscient de cette situation.

84. Le coton était un exemple typique des effets pervers des subventions agricoles. Le Brésil se félicitait de l'initiative prise par le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali, qui était un moyen original d'essayer de trouver une solution à la situation. En allant au-delà de l'initiative sectorielle classique de la suppression des droits de douane, elle englobait une approche de trois taux nuls: taux de droits nuls, taux nul pour le soutien interne qui faussait le commerce et taux nul pour les subventions à l'exportation. Les agriculteurs brésiliens avaient aussi été gravement affectés par les subventions du coton. C'est pourquoi le Brésil s'était engagé, en association avec un nombre non négligeable de tierces parties, dans une affaire de règlement de différend avec les États-Unis et espérait que le groupe d'experts se prononcerait en sa faveur.

85. Le Brésil était d'accord avec les appels lancés par les auteurs de l'initiative selon laquelle il fallait absolument trouver une solution durable et immédiate, conforme aux principes de l'OMC et que cette solution soit applicable et appliquée par tous les Membres de l'OMC. Une telle solution était indispensable non seulement pour le coton, mais pour tous les produits agricoles de base. La réticence des pays développés à entreprendre la réforme de leur agriculture qui aurait dû être réalisée depuis longtemps était pire. La poursuite des politiques qui faussaient le commerce était préjudiciable et l'absence de résultats dans les négociations sur l'agriculture risquait de compromettre l'ambition globale du mandat de Doha. Les Membres avaient peu de temps devant eux, et le Brésil remerciait le Président du Burkina Faso pour les efforts qu'il avait déployés pour donner un nouvel élan au Cycle en cours.

86. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation notait avec intérêt la proposition d'une initiative sectorielle concernant le coton telle qu'elle avait été présentée de manière éloquente par le

Président du Burkina Faso, et qu'elle étudierait les spécificités qu'il avait présentées. La proposition aidait à montrer combien il était important pour les pays en développement d'aboutir à des résultats significatifs dans le domaine de l'agriculture et elle démontrait combien il était important de traiter de l'ensemble des trois piliers des négociations étant donné qu'il y avait des questions importantes dans chacun de ces domaines.

87. Comme l'intervenante l'avait clairement indiqué, il y avait plusieurs secteurs agricoles pour les États-Unis qui proposeraient également des approches sectorielles pour apporter des réductions plus rapides et plus fortes dans la protection et le soutien qui faussait le commerce. Il était important toutefois que la concentration des Membres sur des secteurs particuliers ne les détourne pas des efforts visant à instituer des modalités ambitieuses qui reformeraient le commerce des produits agricoles d'une façon générale. Le coton n'était pas le seul secteur présentant des distorsions et il serait beaucoup plus facile d'agir dans des secteurs particuliers si les Membres menaient actuellement des réformes d'envergure dans le domaine de l'agriculture.

88. Le représentant de l'Argentine a dit que la proposition reproduite dans le document TN/AG/GEN/4 ainsi que la situation qui l'avait suscitée étaient tout à fait pertinentes dans les négociations actuelles sur l'agriculture. Les Membres ne s'étaient pas entendus sur les modalités le 31 mars, ce qui aurait donné à ces quatre pays et à d'autres l'espoir de trouver une solution au problème des subventions accordées par les pays développés. L'intervenant souhaitait appeler l'attention sur le principe des produits spéciaux pour les pays exportateurs, qui était mentionné dans la proposition des quatre pays. L'importance du principe des produits spéciaux reposait sur le danger que les distorsions représentaient, qu'il s'agisse des subventions ou des mesures de soutien interne, étant donné le besoin des pays en développement de tirer profit de leur avantage concurrentiel et d'accroître leurs exportations de produits agricoles. La délégation argentine était d'accord sur l'urgence de trouver une solution que la proposition exposait aux Membres. Il fallait se rappeler que les pays développés avaient cessé d'abaisser leurs droits de douane et leurs subventions à partir de 2001, bien qu'ils se soient engagés à poursuivre le processus de réforme au titre de l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture.

89. C'est pour cela que la demande présentée par ces quatre pays africains réclamant de faire quelque chose maintenant n'était pas fortuite, mais était le résultat naturel d'une situation qui devenait de moins en moins acceptable. L'Argentine était très sensible aux éléments pratiques de la proposition, étant donné qu'elle traitait de l'élimination rapide du soutien interne accordé à la production du coton et de la mise en place d'un mécanisme financier de transition en faveur des PMA, lequel devrait naturellement être financé exclusivement par les pays à l'origine des souffrances occasionnées, comme l'avait suggéré l'Australie. L'intervenant souhaitait aussi appuyer la déclaration du Brésil selon laquelle le coton n'était que le point de départ de la lutte des Membres contre les subventions accordées à tous les produits agricoles.

90. Le représentant de la Chine a dit que sa capitale attachait une grande importance à la proposition conjointe du Bénin, du Burkina Faso, du Tchad et du Mali, et qu'elle considérait avec la plus grande sympathie et soutenait sans réserve la proposition des quatre pays exportateurs de coton, qui montrait à quel point il était important et urgent d'accélérer les négociations sur l'agriculture. Il y avait toutefois dans ce document certains éléments concernant la Chine qui nécessitaient des éclaircissements.

91. Le document indiquait à juste titre que la Chine était l'un des plus gros producteurs de coton au monde, cependant il citait la Chine, aux côtés des États-Unis et de l'Union européenne, comme étant l'une des causes des pertes de recettes d'exportation subies par les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce n'était pas exact. En réalité, la Chine était un importateur net de coton, et selon ses statistiques douanières elle avait importé 110 000 tonnes de coton pour une valeur de 84 millions de dollars EU en 2001. Ses exportations ne dépassaient pas 60 000 tonnes, ce qui représentait moins de

1 pour cent du marché, de sorte que la Chine n'avait qu'un impact très faible sur le marché mondial du coton.

92. Au cours des quatre premiers mois de l'année en cours, la Chine avait importé plus de 250 000 tonnes de coton et ses principaux fournisseurs étaient, entre autres, le Bénin et le Burkina Faso. La Chine contribuait donc en fait à accroître et non à réduire les recettes d'exportation de ces pays. Le coton chinois était cultivé principalement dans les provinces de Xinjiang, du Hebei, et du Shandong, où le revenu des agriculteurs était très faible. En raison de difficultés financières, le gouvernement ne pouvait se permettre de leur accorder plus de soutien et ne pourrait jamais atteindre même une petite fraction du soutien accordé par les pays de l'OCDE.

93. La Chine était favorable à une réduction substantielle du soutien interne et à l'élimination progressive des subventions à l'exportation dès que possible. Comme l'indiquait à juste titre le document, la Chine avait supprimé ses subventions à l'exportation du coton depuis qu'elle avait accédé à l'OMC. La délégation chinoise faisait cette déclaration en espérant que les intéressés considéreraient la question selon une juste perspective; cela étant elle soutenait sans réserve la proposition qui était faite dans le document pour qu'une solution systémique soit trouvée au problème du coton dans le cadre des négociations du Cycle de Doha.

94. Le représentant des Communautés européennes a dit que la présence du Président du Burkina Faso mettait en évidence l'importance que les PMA, et en particulier le Burkina Faso, attachaient au système commercial multilatéral. La Communauté européenne attachait la plus haute importance au fait que les pays en développement, et les PMA en particulier, tirent le maximum d'avantages du système commercial mondial. Le Cycle de Doha devrait être un cycle de développement.

95. La délégation des Communautés européennes partageait les préoccupations du Bénin, du Burkina Faso, du Tchad et du Mali quant à la très grande faiblesse des cours mondiaux du coton. La production cotonnière des Communautés européennes, dans le contexte mondial, était très faible et représentait environ 2 pour cent, et par conséquent elle avait très peu d'influence sur les cours mondiaux. Les Communautés européennes étaient les plus gros importateurs de coton du monde et leur approvisionnement était assuré par 25 à 50 pour cent des exportateurs d'Afrique de l'Ouest. Les exportateurs africains bénéficiaient d'un accès en franchise de droits et sans contingent aux marchés des Communautés européennes, et la Communauté n'accordait pas de subventions à l'exportation du coton. Sur un plan plus général, comme les autres, la Communauté était attachée aux négociations sur l'agriculture et à la réduction substantielle des subventions internes qui avaient des effets de distorsion. Un accord sur les modalités concernant l'agriculture devrait permettre de résoudre certains des problèmes mis en évidence dans la déclaration présentée par le Président du Burkina Faso.

96. Le représentant de la Côte d'Ivoire s'est joint aux autres pour féliciter les pays de l'Afrique occidentale producteurs de coton pour leur initiative. C'était les paysans et les autres opérateurs économiques du secteur du coton qui étaient les principales victimes de l'injustice causée par le soutien interne des pays développés et c'était eux qui avaient besoin d'être entendus par les instances compétentes. La délégation ivoirienne remerciait le Burkina Faso pour avoir accepté de prendre son bâton de pèlerin pour aborder cette question dans laquelle de nombreux pays de l'Afrique occidentale avaient placé leurs espoirs de survie. La délégation ivoirienne espérait que l'OMC contribuerait à instaurer un système commercial équitable.

97. Après avoir entendu le Président du Burkina Faso, la délégation ivoirienne était rassurée quant à un résultat concluant dans ce domaine. Le Président avait déclaré qu'il n'était pas venu pour demander la charité, mais plutôt exiger de la communauté internationale qu'elle respecte ses engagements pris à Doha vis-à-vis des pays en développement et des PMA.

98. Le représentant du Paraguay a remercié le Président du Burkina Faso, ainsi que le Bénin, le Tchad et le Mali pour leur excellente initiative qui illustrait l'importance que ces pays attachaient au système commercial multilatéral. Le Paraguay saluait cette initiative parce qu'au paragraphe 5 de la proposition elle rappelait aux Membres que l'objectif du Programme de Doha pour le développement était d'établir un système commercial équitable qui soit axé sur le marché, et qui comprenne des réformes pour supprimer les restrictions et distorsions qui touchent les marchés agricoles mondiaux. Dans le Cycle de Doha, l'engagement avait été pris de tenir compte des besoins et des intérêts des pays en développement, en particulier des plus pauvres. Le Paraguay pensait que personne ne pouvait nier ce fait.

99. Comme les Membres le savaient, le Paraguay accordait le plus haut niveau de priorité aux négociations sur l'agriculture dans le système commercial multilatéral. Il était membre du Groupe de Cairns, et ne rappellerait pas sa position à cette occasion, mais il tenait à clarifier que cette position n'était pas fortuite. Le secteur de l'agriculture était un élément fondamental de son économie, en constituant 90 pour cent de ses exportations, en étant à l'origine de 35 pour cent des emplois, et en représentant 25 pour cent du PIB. L'industrie agricole représentait 11 pour cent du PIB et 10 pour cent du total des emplois. En termes sociaux, 47 pour cent de la population du Paraguay vivaient en zone rurale où le sous-secteur le plus important était constitué par les petites exploitations agricoles. Selon les récentes estimations, 261 000 familles totalisant 1 700 000 personnes étaient employées dans le secteur agricole. Cela représentait un tiers de la population du Paraguay.

100. Le Paraguay se félicitait de cette proposition parce que la culture du coton tenait une place extrêmement importante dans son économie car elle était source d'emplois et d'investissement dans les zones rurales, en particulier dans les petites exploitations agricoles. La régression de la culture du coton avait eu des conséquences sur la détérioration de l'économie paraguayenne. En 1991, les exportations de coton et des produits qui lui étaient liés avaient rapporté 318 900 000 dollars EU, soit environ 43 pour cent du total des exportations. À cette époque, quelque 190 000 agriculteurs cultivaient du coton dans 30 000 exploitations agricoles.

101. Toutefois, en 2001, le revenu des exportations était tombé à 90,5 millions de dollars EU, ce qui représentait une baisse de 72 pour cent. Le nombre des exploitations agricoles productrices de coton était tombé aux environs de 90 000 – soit une baisse de 52 pour cent, également en termes d'emplois et de revenus. Ce phénomène avait fait sombrer dans la pauvreté. Au Paraguay, 60 pour cent de la production cotonnière provenaient des exploitations agricoles de moins de 10 hectares. Pour celles-ci, le coton représentait le seul revenu des petits producteurs agricoles et la principale source d'emplois dans les zones rurales pauvres. La population paraguayenne qui était directement liée à la production du coton comptait environ 500 000 personnes, et ce chiffre passait à 1,5 million lorsqu'on y ajoutait les industries qui y étaient liées, ce qui représentait environ 30 pour cent du total de la population du pays.

102. C'est pour toutes ces raisons que le Paraguay était d'accord avec les déclarations de l'Argentine, de l'Australie et du Brésil. Le Paraguay espérait que dans ces négociations de développement une solution systémique et définitive serait trouvée dans le domaine de l'agriculture, de manière à mettre fin aux mesures qui faussaient les cours mondiaux, ce qui était contraire aux objectifs fondamentaux de l'OMC.

103. La représentante de Cuba a dit que son pays, en tant que membre du Groupe ACP, appuyait pleinement l'initiative du Bénin, du Burkina Faso, du Tchad et du Mali, et qu'il espérait que des mesures urgentes seraient adoptées à la Conférence ministérielle de Cancún, comme ils le soulignaient dans leur proposition.

104. Le représentant de la Bolivie a remercié les quatre pays africains pour leur initiative en faveur du coton. Celle-ci avait le mérite de proposer des mesures concrètes et rapides visant à éliminer les

distorsions du commerce touchant plusieurs économies qui s'efforçaient d'arriver à participer plus largement au système commercial multilatéral. La Bolivie estimait que cette initiative devrait être examinée par l'ensemble des Membres de manière à s'acquitter du mandat conféré par les Ministres dans ce domaine.

105. Le représentant du Sénégal a dit que le Président du Burkina Faso avait clairement exposé le problème du coton, à quel point il affectait la vie de larges populations et compromettait l'avenir de nombreuses économies vulnérables, et il en avait appelé aux Membres pour qu'ils réagissent à cet égard, à la fois individuellement et collectivement. Le Sénégal appuyait pleinement la déclaration du Président et celles du Bénin, du Tchad et du Mali qui étaient des pays avec lesquels il avait beaucoup de choses en commun. La délégation sénégalaise appuyait également la déclaration faite par le Maroc au nom du Groupe africain.

106. Si le problème du coton touchait plus sensiblement les pays qui avaient introduit à l'OMC cette proposition conjointe, il n'en demeurerait pas moins que beaucoup d'autres pays africains, notamment des PMA, subissaient à des degrés divers les conséquences économiques et sociales des subventions de toutes sortes pratiquées ailleurs. C'était le cas du Sénégal. En guise d'illustration, l'intervenant souhaitait citer une étude sur le coton effectuée au Sénégal dans le contexte de sa stratégie de réduction de la pauvreté sous l'égide du Cadre intégré, laquelle disait ceci: "À moyen terme, il existe également des opportunités de croissance, mais plus modestes, pour d'autres exportations agricoles, telles que le coton, y compris le coton à fibre longue de haute qualité cultivé sous irrigation, bien que les prix internationaux du coton resteront probablement à des niveaux historiquement bas à court terme à cause d'un surplus global structurel et de la subvention élevée de la production pratiquée dans plusieurs pays importants." C'est la raison pour laquelle le Sénégal attachait une importance particulière au problème des subventions du coton.

107. La situation des pays victimes de ces pratiques déloyales constituait une bonne opportunité pour le système commercial multilatéral de prouver sa raison d'être en apportant des solutions appropriées aux problèmes de ses membres les plus faibles. L'intérêt d'une telle démarche se situait à deux niveaux. Tout d'abord, elle donnerait un signal clair aux pays affectés qui devaient pouvoir tirer un juste profit des ajustements sectoriels importants à l'origine de leurs performances enregistrées dans le secteur du coton. Ces pays méritaient aussi d'être encouragés à poursuivre leurs réformes commerciales afin d'adapter progressivement et effectivement leurs structures de production aux exigences du commerce international en termes de compétitivité et de qualité.

108. En second lieu, les pays concernés étaient principalement des PMA très endettés et qui faisaient des efforts considérables pour alléger le fardeau de leur dette et réduire leur pauvreté. Ils devraient pouvoir compter sur les opportunités réelles offertes par une production cotonnière justement rémunérée. Cela améliorerait à la fois leurs revenus d'exportation et les conditions de vie de millions de leurs populations dépendantes exclusivement de cette culture. Le Sénégal espérait que le message du Président du Burkina Faso serait bien reçu par tous les partenaires et que dans ce dossier crucial du coton la justice et l'équité triompheraient.

109. Le Président a renouvelé ses remerciements au Président du Burkina Faso et aussi aux Ministres du Burkina Faso et du Mali. Il a également souhaité remercier le Bénin ainsi que le Tchad et le Mali pour leur participation à la réunion en cours. C'était un événement exceptionnel qui montrait le Programme de Doha pour le développement en train de fonctionner. Des déclarations objectives avaient été faites, avec des propositions qui étaient d'une valeur pragmatique. Ce qui était en train d'être demandé était essentiellement un accroissement de l'accès aux marchés. Comme cela avait été dit, il y avait une raison impérieuse d'examiner de près cette initiative parce qu'elle concernait les PMA et qu'il fallait se féliciter d'une telle démarche conjointe de la part des pays Membres les moins avancés. C'était le type de participation qu'il estimait qu'il fallait encourager, et il espérait que la discussion aurait un effet de motivation sur les travaux dans ce domaine. L'agriculture

était un domaine où il fallait que les Membres atteignent les objectifs énumérés par les Ministres à Doha, et il espérait que les efforts ne se limiteraient pas aux seuls produits de base, mais porteraient sur l'ensemble du secteur.

110. Le Comité des négociations commerciales a pris note des déclarations.

b) Autres déclarations

111. La représentante de l'Égypte a dit que, au sujet du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, elle souhaitait réaffirmer ce qu'elle avait dit à la réunion précédente du CNC et dans le Groupe de négociation, à savoir qu'une approche d'harmonisation des droits ne correspondait pas au mandat de ces négociations tel qu'il était énoncé au paragraphe 16 de la Déclaration de Doha, qui se référait entre autres au principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale ainsi qu'aux besoins et intérêts spéciaux des pays en développement pour ce qui est des engagements de réduction.

112. L'harmonisation ne tenait pas compte des différences des conditions de production et des besoins des industries naissantes des pays en développement aux fins de promouvoir le commerce et de contribuer à la croissance et au développement. La démarche à suivre pour élaborer les modalités devait permettre à tous les Membres - indépendamment des conditions de production et de la compétitivité - de faire face à leurs objectifs de politique industrielle et de développement avec la flexibilité nécessaire, grâce à une certaine marge de manœuvre et des options. L'Égypte continuerait de rechercher une formule qui corresponde au mandat de Doha, et elle avait proposé une formule de réduction linéaire dans laquelle toutes les lignes tarifaires supérieures à 50 pour cent seraient ramenées à ce niveau, et toutes les autres lignes jusqu'à 50 pour cent seraient réduites de 15 pour cent.

113. À la Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement, la controverse entre les Membres l'emportait encore sur la meilleure façon d'aborder la question de la relation entre les règles de l'OMC existantes et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les accords environnementaux multilatéraux (AEM). Cette controverse consistait à opposer une approche analytique à une approche conceptuelle et, comme d'autres délégations, la délégation égyptienne estimait qu'il fallait combiner les deux approches.

114. Au sujet de l'échange de renseignements entre l'OMC et les AEM, et des critères pour l'octroi du statut d'observateur, l'Égypte estimait que le compromis auquel on était arrivé en permettant aux AEM de participer aux réunions de la Session extraordinaire avait été satisfaisant. Elle ne voyait pas la nécessité, à ce stade, d'une nouvelle action à Cancún comme celle consistant à convenir de codifier les invitations *ad hoc* adressées aux divers AEM. Quant à l'échange d'information, l'Égypte estimait qu'on pourrait l'améliorer tout en maintenant un certain degré de flexibilité, de sorte que l'institutionnalisation ou la formalisation de l'échange d'informations ne semblait pas être la meilleure approche. Les pays en développement s'étaient montrés très attachés à l'accomplissement du mandat de Doha concernant le commerce et l'environnement, et les nombreuses soumissions présentées par ces pays ainsi que le niveau d'engagement dans les discussions en témoignaient.

115. L'Égypte prenait note de la déclaration du Président de la Session extraordinaire de l'ORD selon laquelle aucun consensus ne s'était dégagé sur son texte et pouvait convenir de prolonger le mandat concernant la révision du Mémoire d'accord sur le règlement des différends jusqu'à la fin de l'année en cours ou jusqu'en mai 2004. L'Égypte considérait le texte du Président comme un document de travail pour la future négociation.

116. En raison des contraintes qui pesaient sur les petites délégations et de la charge de travail des processus de négociation dans le cadre de l'engagement unique, la période jusqu'à la Conférence de Cancún devrait être consacrée à l'examen des bilans car il restait peu de temps pour effectuer un travail technique.

117. L'Égypte accueillait favorablement le document TN/C/W/13 présenté au nom de plusieurs pays en développement et partageait leur avis sur la plupart de ses éléments, notamment en ce qui concernait la place centrale de la dimension développement dans le Programme de travail et la nécessité de s'acquitter de cette tâche dans les travaux des Membres sur les modalités. Elle était également d'accord sur le principe de rechercher l'équilibre dans l'ensemble du Programme et travail, ainsi que dans chacun des domaines de travail, et la nécessité d'assurer un processus transparent dans lequel tous les Membres participeraient à l'établissement des règles et au processus de prise de décisions.

118. Le représentant de l'Équateur a dit que son pays faisait partie de ceux qui avaient soumis des propositions concernant les négociations sur les modifications à apporter au Mémoire d'accord sur le règlement des différends, et que le mandat convenu par les Ministres à Doha visait à rendre les procédures de règlement des différends plus effectives et plus accessibles. La délégation équatorienne avait pleinement participé aux Sessions extraordinaires de l'ORD, en faisant des propositions de nature systémique et en les modifiant à mesure que les Membres étaient plus nombreux à apporter leur contribution.

119. La délégation équatorienne appréciait les efforts déployés par le Président pour aboutir à un accord dans les discussions prolongées lorsque les réunions de la Session extraordinaire s'étaient achevées en mai. Ces discussions avaient mis en évidence l'importance que les Membres attachaient à cette question. L'Équateur estimait que le document du Président était une base importante pour la poursuite et l'aboutissement nécessaires de cet effort digne d'intérêt bien que n'ayant pas débouché sur une décision. Il réalisait que le délai fixé par les Ministres à Doha avait expiré et qu'il fallait que les Membres travaillent avec le maximum de clarté et de certitude. Toutefois, la réouverture du débat sur les interprétations possibles du mandat n'apporterait rien à l'objectif réel. Le but visé était de dégager un consensus sur le mécanisme approprié du règlement des différends et de mener à son terme l'exercice qui avait été commencé. L'Équateur estimait qu'il convenait de reporter l'échéance à décembre 2003 et que le Conseil général était habilité à le faire. C'est pourquoi il avait demandé que ce point soit soumis à cet organe à sa réunion de juillet.

120. Le représentant des Communautés européennes a dit que le Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés méritait le prix de la proposition la plus originale présentée jusque-là. Sa proposition était pleine d'imagination et de créativité, mais comme c'était le cas des peintures modernes, elle réclamait un énorme effort d'interprétation. La Communauté aimait la couleur de base de la peinture dans son ensemble: les taux de base retenus pour les positions consolidées, l'année de base retenue, la nomenclature du système harmonisé, la période de référence, l'approche ligne par ligne, et le traitement en faveur des PMA. La Communauté pouvait également apprécier la profondeur des couleurs de l'élimination sectorielle des droits de douane, du moins en tant que principe. La peinture dans son ensemble, du moins à première vue, donnait l'impression d'une formule unique, mais on y trouvait des éléments variables importants qui conduiraient à une situation dans laquelle les Membres dont la moyenne tarifaire était élevée feraient des réductions moins substantielles que ceux dont la moyenne était déjà faible. Il en résulterait qu'un certain nombre de droits encore très élevés resteraient en place. C'était une grave erreur, non seulement en termes d'ambition, mais aussi en termes d'équité entre les pays en développement. Ce n'était en aucune manière un traitement spécial et différencié à la portée de tous.

121. La même injustice s'appliquait au taux de consolidation. Environ la moitié de l'ensemble des Membres avait totalement consolidé ses droits, et plus de 30 Membres, dont de nombreux pays en développement, avaient une consolidation dont la couverture avoisinait 95 pour cent. Les Membres ne devaient pas oublier qu'environ 40 pour cent du commerce mondial s'effectuait entre les pays en développement et que les principaux bénéficiaires de l'accroissement de l'accès aux marchés des pays développés seraient sans doute essentiellement les autres pays développés producteurs. La participation effective des pays en développement dans la réduction des droits était par conséquent un

élément clé pour atteindre les objectifs de développement fixés à Doha. Dans de très nombreux cas, la formule proposée ne ramenait même pas les droits consolidés au niveau des taux effectivement appliqués, et l'utilisation des taux de droits consolidés moyens ne réduisait guère les disparités entre les Membres, y compris ceux qui étaient à des niveaux de développement semblables.

122. L'impression globale que laissait la proposition du Président du Groupe de négociation était celle d'un tableau inachevé qui devait être ajusté, complété, affiné et approfondi davantage – pour reprendre les termes utilisés par le Président dans son propre rapport écrit. La Communauté l'aiderait d'une manière constructive à finir le travail, en ajoutant ses couleurs et ses images personnelles, avec la détermination de travailler sans relâche avec ses partenaires pour que les Ministres à Cancún soient en mesure de fixer les modalités essentielles de ces négociations.

123. Le déroulement des consultations du Président du Conseil général sur les questions de Singapour pour préparer les décisions sur les modalités à prendre à Cancún était à la fois important et mené en temps opportun, et la Communauté était persuadée que ce processus permettrait aux Ministres à Cancún d'adopter les modalités pour l'ensemble des quatre questions par consensus exprès. Elle restait convaincue que le cadre multilatéral concernant l'ensemble des quatre questions présentait un grand intérêt systémique pour l'OMC, en ménageant une marge de manœuvre pour le développement des pays en développement, et en ajoutant des avantages réels pour eux aussi.

124. Dans les négociations sur le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, des progrès concrets importants avaient été accomplis, mais il restait encore beaucoup à faire. Les négociations devraient se poursuivre au-delà de Cancún car la Communauté reconnaissait qu'il serait difficile pour de nombreuses délégations de s'engager dans des négociations approfondies au cours des tout prochains mois. Le texte du Président constituait une base utile, mais il n'était pas exclusif et il y avait encore des questions importantes qu'il ne couvrait pas ou qu'il mettait entre parenthèses. Les Membres devraient continuer à travailler collectivement dans la perspective d'une amélioration durable du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. L'intervenant pouvait appuyer la proposition du Président du CNC visant à ce que le Conseil général procède à des consultations pour obtenir clairement le feu vert du Conseil général, et qu'entre-temps les consultations techniques se poursuivent sous la conduite du Président de la Session extraordinaire.

125. Le représentant des Philippines appuyait l'approche proposée par le Président visant la prolongation du mandat concernant les négociations sur le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, mais sa délégation préférerait une échéance fixée à fin 2003. Une nouvelle date butoir ne pourrait être respectée que si les Membres maintenaient des ambitions raisonnables dans la révision, ce qui signifiait de travailler en se fondant sur le texte soumis par la Président de la Session extraordinaire. Tout écart par rapport à ce texte pourrait engendrer des problèmes en ce qui concernait l'ambition.

126. La délégation philippine convenait avec les Communautés européennes que le document élaboré par le Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés était acceptable en tant que base pour la poursuite des travaux. Les Philippines ne considéraient pas que la suppression des droits de douane était un objectif général visé dans le mandat, mais il y avait des pays développés appliquant des droits à taux faibles qui étaient peut-être prêts à les supprimer en tant que droits gênants. Un système d'harmonisation des droits très ambitieux n'était pas un objectif acceptable pour tous, de sorte que la délégation philippine préconisait que le Président du Groupe de négociation adopte une approche non linéaire, accordant de la flexibilité quant au choix des coefficients, en les intégrant dans le traitement spécial et différencié et la réciprocité qui ne soit pas totale, ce qui était tout à fait possible dans le cadre de la proposition actuelle.

127. En combinant ces éléments variables dans une formule unique, ce qui semblait faire l'objet d'un consensus général au dire du Président du Groupe de négociation, les Membres pourraient peut-

être encore aboutir à une conclusion satisfaisante concernant la formule de réduction des droits de douane. Le projet n'abordait pas la question de la progressivité des droits, mais l'approche non linéaire appliquée sur une base de ligne par ligne traiterait les droits élevés et les crêtes tarifaires dans la fourchette des moyennes nationales. L'harmonisation de la moyenne nationale effectuée en réduisant les droits élevés constituerait une bonne base pour la réduction future.

128. Il serait nécessaire de tenir compte du traitement spécial et différencié et de la réciprocité moins que totale dans tous les éléments et toutes les mesures à convenir, y compris ceux proposés par le Président du Groupe de négociation, comme l'exemption de 5 pour cent pour les positions non consolidées pour autant qu'elles ne constituent pas plus de 5 pour cent du total des échanges. Ce serait un bon début. Les obstacles non tarifaires étaient également des éléments importants dans les négociations. Ils devraient être reliés aux produits pour lesquels les concessions tarifaires étaient en train d'être discutées et devraient probablement être négociés en parallèle avec les secteurs de produits pertinents.

129. Au sujet de la présentation de la formule à l'intérieur du projet, l'intervenant estimait que les Membres ne pouvaient pas encore évaluer ce qu'elle impliquait totalement pour les profils tarifaires individuels à moins d'effectuer le travail concernant les taux de droits non *ad valorem* – la conversion des droits non *ad valorem* en équivalents *ad valorem* faisait partie de la formule. Le Secrétariat avait aidé les Membres en diffusant un guide permettant de comprendre les différentes formules proposées, en particulier l'incidence que la formule actuelle aurait sur les profils tarifaires individuels.

130. En juillet, les Membres devraient pouvoir conclure leur débat sur l'incidence des formules et aboutir à un consensus sur la question de savoir si cette formule devrait être la formule de base qui serait complétée par les autres formules – sectorielles et les listes des offres et des demandes – pour pouvoir faire avancer les négociations tarifaires. La consultation sur les obstacles non tarifaires serait déterminante et les Membres avaient encore des informations incomplètes sur la modalité qui permettrait de mener la négociation sur les obstacles non tarifaires de la manière qui venait d'être décrite.

131. Au sujet des services, la délégation philippine estimait que le Président de la Session extraordinaire était compréhensif à l'égard du mandat en ce qui concernait les pays en développement et les PMA, et elle aimerait voir des progrès s'accomplir dans le domaine des règles de l'AGCS et des réglementations intérieures, et l'aboutissement des propositions visant le traitement spécial en faveur des PMA. Au sujet du commerce et de l'environnement, les Membres s'étaient concentrés sur les obligations commerciales spécifiques (OCS) énoncées dans les accords environnementaux multilatéraux (AEM) et il faudrait éviter de s'en écarter en s'orientant vers des principes théoriques concernant les critères.

132. Le représentant d'Haïti, s'exprimant au nom des pays les moins avancés, a dit que le Président de la Session extraordinaire de l'ORD avait déployé de grands efforts pour préserver un équilibre entre les droits et les obligations dévolus à tous les Membres, y compris les PMA; ces derniers souhaitaient donc l'en remercier. À l'instar des autres Membres, les PMA voulaient que le processus débouche sur une conclusion heureuse; ils convenaient qu'il était important de maintenir le dynamisme des négociations grâce à des consultations et des réunions informelles dans le cadre de l'Organe de règlement des différends. Par conséquent, ils appuyaient la proposition faite par le Président de la Session extraordinaire de tenir une réunion informelle au mois de juillet.

133. Les PMA constataient avec satisfaction que le Président de la Session extraordinaire avait fait spécifiquement référence aux PMA au quatrième considérant de sa proposition de décision du Conseil général (point II de l'Annexe de son rapport). Toutefois, il serait hautement souhaitable que la même référence aux PMA soit faite au paragraphe 1 de la décision. Ainsi, le Conseil général pourrait donner instruction au Secrétariat de constituer et de gérer un groupe d'experts juridiques qualifiés dont les

services seraient mis à la disposition des pays en développement, et en particulier des PMA, pour les questions liées au règlement des différends.

134. Ce groupe d'experts serait appelé à fournir les avis et l'aide juridique nécessaires aux pays en développement, et en particulier aux PMA. Ces derniers constituaient la catégorie de pays qui était la plus vulnérable et qui avait le plus besoin d'avis et d'aide additionnelle pour pouvoir comprendre le mécanisme de règlement des différends et, au besoin, pour pouvoir en tirer parti.

135. Le représentant du Japon a dit que depuis la dernière réunion du CNC les échéances concernant, d'une part, l'établissement des modalités d'accès aux marchés pour les produits non agricoles et, d'autre part, le réexamen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends n'avaient pas été respectées, malgré les efforts intensifs de toutes les parties intéressées. Nul ne devait se montrer trop pessimiste, mais la situation appelait les uns et les autres à redoubler de détermination pour aller de l'avant et assurer ainsi l'achèvement dans les délais du Cycle de Doha. Si les Ministres se voyaient imposer un fardeau démesuré à Cancún, le risque d'échec serait plus important, ce que les Membres pouvaient difficilement se permettre. Il restait moins de 100 jours avant Cancún, et tous les Membres devaient s'employer à rechercher une convergence de vues en adoptant une attitude faite de réalisme et de flexibilité dans leurs positions de négociation sur l'ensemble des dossiers.

136. La délégation de l'intervenant avait pris note du document TN/C/W/13 présenté par un groupe de Membres en développement. À première vue, ce document énonçait sans détours bien qu'avec modération la position de certains Membres en développement, et le Japon saluait les efforts fournis par les Membres qui l'avaient présenté. Bien que le Japon ne soit pas nécessairement d'accord avec certains aspects du document, ces aspects méritaient d'être débattus dans l'optique de la recherche de convergence.

137. S'agissant de l'agriculture, la délégation de l'intervenant se félicitait du dynamisme constant des négociations, attesté par les discussions techniques qui progressaient de manière soutenue; elle attachait de l'importance à l'établissement précoce des modalités relatives à ce secteur. Les modalités devaient être équilibrées, réalistes et exhaustives, en plus d'englober les éléments liés aux règles. Sur cette question, la position du Japon demeurerait la même. Les modalités pouvaient être établies seulement si les Membres visant un niveau d'ambition excessif revenaient sur terre et faisaient preuve de réalisme. Elles ne pouvaient être établies que dans le cadre d'un accord global intégrant les préoccupations autres que d'ordre commercial, dans le respect de trois principes: une flexibilité spécifique à l'égard de certains produits, une réforme continue et l'équilibre entre pays exportateurs et pays importateurs.

138. Bien que le Japon se félicite des offres initiales sur les services présentées par certains Membres, il n'en avait vu que 25. Étant donné que la présentation des offres initiales constituait une première étape dans les négociations sur l'accès aux marchés, il exhortait les autres Membres à déposer leurs offres très prochainement. Quant aux Membres dont les offres étaient en cours d'élaboration, le Japon souhaitait, à ce stade, obtenir un aperçu de leurs points de vue sur les questions qui présentaient de l'intérêt pour eux. Durant les mois à venir, il serait utile de faire avancer nettement les négociations sur la base des demandes et des offres présentées, de sorte qu'à Cancún les Membres puissent évaluer les progrès accomplis jusque-là et engager les discussions sur l'après-Cancún.

139. Certes, à la fin du mois de mai aucun accord n'avait été conclu sur les modalités d'accès aux marchés pour les produits non agricoles, mais les Membres avaient pu mener une série de discussions de fond et se pencher sur plusieurs questions figurant dans le projet d'éléments des modalités élaboré par le Président du Groupe de négociation. Le Japon croyait qu'un pessimisme excessif n'était pas de mise face au statu quo dans les négociations et s'est dit encouragé par les nombreuses positions de fond présentées à la dernière réunion du Groupe de négociation. Tout au long des mois de juillet et

août, les Membres devaient préserver et renforcer cet élan, afin qu'un accord sur les modalités puisse être conclu à Cancún.

140. Pendant que les experts s'employaient à résoudre un certain nombre de questions, la priorité dominante pour l'OMC dans son ensemble devait comporter deux axes: corriger les disparités qui existaient entre les Membres eu égard à leurs tarifs douaniers moyens (élevés ou peu élevés) et définir des modalités de contribution au commerce mondial, y compris le commerce Sud-Sud. Les Membres devaient mener des discussions approfondies sur ces questions, de même que sur les questions spécifiques énoncées dans la proposition du Japon, afin de pouvoir établir les modalités dès que possible.

141. Le Japon appuyait la poursuite des négociations relatives au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends dans le cadre du Mandat de Doha, et il ferait preuve de souplesse quant aux modalités, à la durée, à la prorogation du délai et au choix du moment pour la reprise des travaux. Par souci d'efficacité, les Membres devaient concentrer leurs discussions sur le texte du Président. Toutefois, le Japon comprenait aussi que de nombreux Membres ayant présenté des propositions tenaient fortement à celles-ci, et il ne souhaitait faire obstacle à l'examen d'aucune proposition. Il appuyait la suggestion du Président du CNC sur la manière de faire avancer le processus.

142. Le Japon se félicitait du leadership du Président du Conseil général en ce qui concerne les questions de Singapour. À la lumière du mandat de Doha, les Membres avaient mené des discussions au sein des quatre groupes de travail en vue de clarifier les questions de fond. Plusieurs contributions avaient été présentées, et plusieurs Membres, dont des Membres en développement, avaient engagé des discussions dans un esprit positif et constructif. L'heure était venue pour les Membres de considérer que le processus d'examen était terminé et de passer à la phase suivante. Le Japon avait participé activement à des initiatives de renforcement des capacités au profit des pays en développement; il était confiant que leur compréhension des questions de Singapour s'était approfondie. Dans la perspective de Cancún, le Japon estimait que la question des modalités de négociation devait être abordée à la faveur d'un processus placé sous la supervision du Conseil général, car ce dernier était plus à même d'avoir une perspective de supervision globale. Le Japon appuyait l'initiative du Président du Conseil général, qu'il considérait comme un bon processus pour le lancement des négociations dans l'ensemble des quatre domaines.

143. S'agissant du commerce et de l'environnement, bien que le Japon apprécie le travail accompli jusque-là, il croyait que les Membres devaient imprimer un plus grand dynamisme aux discussions dans les mois à venir. Au titre du paragraphe 31 ii) de la Déclaration de Doha, qui traite des échanges de renseignements et du statut d'observateur, les Membres devaient se fixer pour objectif d'obtenir des résultats consistants avant Cancún. Au titre du paragraphe 31 i), qui concerne la relation entre les règles existantes de l'OMC et les obligations commerciales spécifiques (OCS) énoncées dans les accords environnementaux multilatéraux (AEM), ils devaient s'engager davantage et clarifier les questions en cause. En ce qui concerne le paragraphe 7 du rapport de la Présidente, où il était question de la "marge d'appréciation", le Japon avait un point de vue différent, qu'il présenterait par écrit.

144. Sur la question du développement, le Japon était d'avis que l'amélioration générale de l'accès aux marchés et le renforcement des règles commerciales revêtaient une importance cruciale en tant que facteurs d'expansion commerciale et de croissance économique. La délégation de l'intervenant appréciait le pragmatisme de la discussion engagée par le Président du Conseil général sur le traitement spécial et différencié, et elle y participerait pleinement. S'agissant des questions relatives à la mise en œuvre, le Japon appuyait la proposition formulée par le Président à la réunion du CNC tenue au mois de mars. Les questions en cause ne devaient pas faire l'objet d'une approche unique; il fallait plutôt faire porter les efforts sur les domaines qui semblaient plus prometteurs quant à l'obtention de résultats.

145. Au sujet de l'accès aux médicaments, le Japon était d'avis que la question visée au paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé publique exigeait une solution diligente car elle tenait compte des préoccupations humanitaires tout en préservant l'engagement à l'égard du régime des ADPIC. Pour résoudre cette question, il fallait rétablir et renforcer la confiance entre les Membres et entre les parties intéressées, de manière à élaborer à brève échéance une solution multilatérale.

146. À la Session extraordinaire du Conseil des ADPIC, le Japon avait souscrit au principe d'un système d'enregistrement qui ne soit pas juridiquement contraignant et ne représente pas un trop grand fardeau pour les Membres. Au sujet des règles, il estimait que les pratiques antidumping abusives érodaient fortement les avantages obtenus grâce aux négociations sur l'accès aux marchés. Le recours abusif aux mesures antidumping à l'encontre des pays Membres en développement entravait grandement leur développement économique. Un groupe de pays Membres partageant ce point de vue avait exprimé ses préoccupations dans plusieurs documents soumis au Groupe de négociation sur les règles, et le Japon s'emploierait à obtenir une plus large adhésion des Membres au renforcement des disciplines régissant la mise en œuvre de l'Accord antidumping. Le Japon estimait que la transition vers la deuxième phase devait s'effectuer en douceur et qu'à Cancún les Membres devaient faire le point et démontrer qu'il existait une bonne base pour les négociations de l'après-Cancún.

147. Aucune des questions visées par les négociations ne semblait facile à résoudre, et la tâche à accomplir dans le délai restant avant Cancún représentait un énorme défi. Toutefois, les Membres devaient prouver leur détermination à renforcer le système commercial multilatéral fondé sur des règles, gage le plus efficace de l'expansion du commerce, de la promotion du développement et de la réduction de la pauvreté. Le Japon participerait activement au cheminement vers Cancún en apportant sa coopération aux Présidents du CNC et du Conseil général ainsi qu'aux autres Membres, non seulement dans les aspects traditionnels de l'amélioration de l'accès aux marchés mais aussi dans les nouveaux domaines, à mesure que les Membres s'employaient à garantir le succès de la Conférence ministérielle.

148. Le représentant du Mexique a rappelé qu'il était important de progresser d'une manière coordonnée dans l'ensemble des domaines de la négociation, car c'était le seul moyen d'obtenir des résultats positifs. Autrement dit, les perspectives d'accès aux marchés pour les produits non agricoles seraient indiscutablement bonnes si l'on pouvait déceler des signaux positifs dans les domaines comme l'agriculture et la négociation sur les règles, en particulier les règles antidumping; ces signaux donneraient la certitude d'un résultat effectif sur le plan de l'accès aux marchés. La délégation de l'intervenant remerciait le Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour sa proposition concernant les modalités. Le Mexique était conscient de la difficulté de coordonner les intérêts de tous les Membres. Il estimait que la proposition du Président contribuerait à rapprocher les Membres d'un accord sur les modalités et que cet accord serait conclu au plus tard à la Ministérielle de Cancún.

149. Pour parvenir à un accord, il serait nécessaire d'apporter certaines modifications à la proposition. En particulier, la délégation de l'intervenant estimait que les Membres devaient remédier au déséquilibre créé entre différents pays en développement eu égard à la proposition selon laquelle il était possible de conserver jusqu'à 5 pour cent de lignes tarifaires non consolidées. L'intervenant ne niait pas la nécessité de disposer d'un espace pour prendre en compte les sensibilités des pays en développement; toutefois, cela ne devait pas se faire par le biais d'une proposition à caractère punitif pénalisant les pays qui, durant le Cycle d'Uruguay, avaient consolidé l'intégralité de leurs tarifs. Comme dans bien d'autres domaines, les Membres pénaliseraient, en fait, ceux qui devraient être récompensés. Si les Membres appuyaient cette proposition, ils enverraient ainsi le message suivant: moins un pays a fait de concessions par le passé, plus il a de chances d'obtenir de meilleurs résultats dans des négociations ultérieures; l'intervenant était certain qu'il ne fallait pas créer de tels incitatifs au sein de l'Organisation.

150. Un autre aspect à modifier dans la proposition du Président concernait l'approche sectorielle. Durant les discussions sur le texte, il était apparu clairement qu'il serait très difficile, dans le délai restant avant Cancún, de s'accorder sur une liste de secteurs à inclure. L'intervenant croyait qu'il serait plus logique de garder le choix des secteurs pour une deuxième phase des négociations et de le faire reposer sur une base volontaire. Si ces considérations étaient incluses dans la proposition du Président, le débat sur la formule de réduction tarifaire serait, indiscutablement, beaucoup plus fructueux car c'était un débat que les Membres avaient à peine entamé. La délégation de l'intervenant continuerait volontiers à travailler de manière constructive avec le Président et avec les diverses délégations du Groupe en vue de parvenir le plus tôt possible à un accord sur les modalités.

151. Le Mexique appuyait les propositions du Président du CNC à l'effet que la question de la prorogation du délai pour les négociations sur le règlement des différends soit renvoyée au Conseil général et que les discussions techniques se poursuivent dans le cadre de la Session extraordinaire de l'ORD. La délégation mexicaine prenait note du fait que le Président de la Session extraordinaire avait présenté un rapport sous sa propre responsabilité, et elle estimait qu'il ne serait pas productif de discuter de ce rapport à ce stade. Les Membres devaient plutôt se demander comment ils allaient mener à bien le réexamen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. De l'avis de l'intervenant, tout un chacun conviendrait que le Mémoire d'accord fonctionnait raisonnablement bien et qu'il était devenu l'un des piliers du système commercial multilatéral. Cependant, il ne fallait pas en conclure que le mécanisme était exempt de problèmes et que les Membres pouvaient se reposer sur leurs lauriers. En raison de l'importance du Mémoire d'accord pour l'OMC, les Membres devaient mener une réflexion tournée vers l'avenir et prendre au sérieux le processus de réexamen. Le Mémoire d'accord était trop précieux pour mériter seulement quelques ajustements mineurs; si les Membres le modifiaient, ils devaient y apporter des améliorations de fond.

152. Il ne fallait pas permettre que le Mémoire d'accord continue de fonctionner tout juste "raisonnablement bien" car au bout du compte il n'irait jamais au-delà de la médiocrité. La délégation de l'intervenant avait proposé que dans le délai restant avant Cancún les Membres procèdent à un examen diagnostique pour déceler les deux ou trois principaux problèmes du Mémoire d'accord; ces problèmes constitueraient ensuite les axes prioritaires des travaux après la Conférence ministérielle. Sur la question du délai d'achèvement de ces travaux, la position du Mexique était souple. Cependant, le Mexique avait des objections à poursuivre les discussions sans des directives plus précises sur la manière de les mener; cette approche ne permettrait pas aux Membres de progresser et rallongerait le processus de façon interminable.

153. Ce n'était pas un mystère que, pour le Mexique, le plus grand problème du Mémoire d'accord tenait au délai durant lequel un Membre était libre de maintenir une mesure illégale. Le Mexique était néanmoins disposé à discuter, avec un esprit ouvert, de ce problème ou de tout autre problème que les Membres pouvaient soulever. Il ne croyait pas à une prorogation de délai qui ne servirait qu'à affiner le texte du Président; il aimerait plutôt résoudre les vrais problèmes qui affectaient le fonctionnement du Mémoire d'accord pour s'assurer que ce document demeure l'un des piliers de l'Organisation.

154. Le représentant de la Malaisie a exprimé l'appréciation de sa délégation pour les efforts inlassables que déployait le Président de la Session extraordinaire de l'ORD afin d'obtenir un accord qui permettrait d'achever le réexamen du Mémoire d'accord dans le délai fixé par les Ministres à Doha. Le texte du Président avait fourni une base utile pour les négociations, mais malgré l'intensité des discussions, le délai avait expiré. De toute évidence, il fallait un peu plus de temps pour terminer le réexamen du Mémoire d'accord, mais la délégation de l'intervenant croyait fermement qu'un nouveau mandat n'était pas nécessaire. La Malaisie serait favorable à une prorogation limitée du délai jusqu'à fin décembre 2003 pour terminer le réexamen sur la base du texte du Président. La décision de proroger le délai devait être prise par le Conseil général qui, selon ce que l'intervenant croyait

savoir, devait se réunir le 24 juillet; sa délégation convenait que le Président du Conseil général devait mener des consultations informelles sur la question.

155. Dans le domaine de l'agriculture, la Malaisie souhaitait une amélioration substantielle de l'accès à l'ensemble des marchés, ainsi que l'élimination des tarifs douaniers prohibitifs. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, il importait de s'assurer que la formule tienne compte du principe de l'équité. La Malaisie était violemment opposée aux négociations sectorielles qui, selon le Président du Groupe de négociation, devaient faire partie des modalités. En outre, il était nécessaire de mener une réflexion approfondie sur le traitement spécial et différencié et sur la réciprocité moins que totale, car l'un et l'autre principes étaient clairement énoncés dans le mandat de Doha.

156. Le représentant de l'Indonésie a dit que les rapports des Présidents démontraient, une fois encore, la lenteur des progrès dans les négociations. L'heure du bilan des négociations sonnerait bientôt pour les Membres, car la Conférence ministérielle de Cancún était proche; par conséquent, les Membres devaient redoubler d'efforts pour s'assurer que des rapports positifs puissent être présentés aux Ministres sur certains – voire la totalité – des domaines de la négociation.

157. La délégation de l'intervenant accueillait avec satisfaction le rapport de la Présidente sur les négociations relatives au commerce et à l'environnement, notamment en ce qui concerne le paragraphe 31 i); le rapport soulignait que plusieurs Membres avaient fait part de leur expérience concernant la mise en œuvre des obligations commerciales spécifiques (OCS) contenues dans les accords environnementaux multilatéraux (AEM). Ce partage d'expériences nationales était une bonne façon de comprendre l'utilisation et l'objectif des mesures commerciales inscrites dans les AEM en général, et les OCS en particulier, et la délégation de l'intervenant encourageait les autres délégations, et notamment les demandeurs, à faire part de leur expérience nationale. Ce partage aidait les pays en développement comme l'Indonésie à mieux comprendre les problèmes des demandeurs, tels qu'ils étaient perçus par ces derniers, en ce qui concerne la relation entre les règles existantes de l'OMC et les obligations commerciales spécifiques inscrites dans les AEM.

158. S'agissant des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la délégation de l'intervenant appréciait les efforts déployés par le Président du Groupe de négociation pour proposer des éléments des modalités et reconnaissait que ces éléments pouvaient servir de base pour la suite des travaux; toutefois, certaines améliorations s'avéraient nécessaires pour tenir compte des intérêts de tous les Membres. Concernant la formule proposée, la position de l'Indonésie dépendrait largement du coefficient à appliquer. Un coefficient plus élevé était nécessaire pour permettre aux pays en développement d'appliquer le concept de la réciprocité moins que totale. La formule proposée, qui reposait sur l'utilisation des tarifs moyens consolidés, méritait un examen plus approfondi car elle tenait au degré d'ouverture et de libéralisation de chaque Membre. La délégation de l'intervenant continuait de penser que cette formule ne devait s'appliquer qu'aux lignes tarifaires consolidées; toute application de la formule pour convertir les positions non consolidées en positions consolidées découragerait certainement les Membres qui souhaitaient élargir la portée de leurs consolidations. Une certaine flexibilité s'avérait encore nécessaire quant au maintien de lignes non consolidées. Il y avait, par ailleurs, une large adhésion au principe du recours volontaire à l'approche sectorielle en tant que modalité supplémentaire.

159. Compte tenu des différents niveaux d'ambition parmi les Membres, l'Indonésie estimait que le concept de la libéralisation volontaire en fonction du niveau de développement devait être instauré. Ceux qui souhaitaient accélérer la libéralisation ne devaient pas en être empêchés, mais ceux qui voulaient effectuer leur libéralisation à un rythme modéré devaient être autorisés à le faire. Il convenait de noter que même parmi les principaux pays Membres développés, les niveaux d'ambition différaient encore. Il était difficile de concevoir que tous les Membres doivent s'accorder sur le niveau d'ambition élevé que certains Membres s'étaient fixé.

160. Étant donné l'importance que le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends revêtait pour tous les Membres, il était malheureux que le délai fixé par les Ministres pour les négociations dans ce domaine n'ait pas pu être respecté. L'Indonésie avait affirmé avec constance que le Mémorandum d'accord fonctionnait raisonnablement bien et qu'il ne nécessitait pas de restructuration majeure. Diverses interprétations du mandat relatif à ces négociations avaient été prônées au stade ultime des travaux, et il était regrettable que ces interprétations n'aient pas été faites dès le début. Puisque les Membres n'étaient pas parvenus à un accord à la fin du mois de mai, une pause s'avérait peut-être nécessaire pour donner à toutes les délégations le temps de réfléchir. Au moment d'évaluer la nécessité de prolonger les négociations sur le Mémorandum d'accord, les Membres devaient tenir compte du fardeau qui incombait à de nombreux délégués dans le cadre des négociations en cours et garder à l'esprit que beaucoup sinon la majorité des Membres n'étaient pas des utilisateurs du mécanisme de règlement des différends, de sorte que leur participation n'était pas fondée sur une expérience réelle. La délégation de l'intervenant estimait qu'à ce stade la prolongation des négociations n'était pas la meilleure approche; toutefois, dans un esprit de compromis et de flexibilité, elle était disposée à examiner positivement la possibilité de centrer la suite des négociations sur les propositions énoncées dans le texte du Président.

161. S'agissant du système multilatéral de notification et d'enregistrement des vins et spiritueux, la délégation de l'intervenant réaffirmait sa position, à savoir qu'un grand nombre de pays Membres en développement qui n'étaient pas producteurs de vins ne bénéficieraient pas de ce système. À cet égard, les négociations ne devaient pas dévier du mandat énoncé dans l'Accord sur les ADPIC, et la question de la non-participation et de ses conséquences juridiques pour les Membres non participants devait être pleinement prise en compte. L'Indonésie n'accepterait rien de moins qu'une disposition explicite de l'Accord précisant que la participation était volontaire et qu'il n'y aurait aucune conséquence juridique pour les Membres qui ne participeraient pas au système.

162. Sur la question des services, la délégation de l'intervenant réaffirmait l'importance de l'évaluation du commerce des services pour les pays en développement comme l'Indonésie. Les négociations progressaient plus rapidement dans ce domaine que dans d'autres. Au demeurant, le problème du manque de capacités techniques et de ressources pour les activités d'analyse et l'évaluation des situation nationales se posait depuis longtemps et avec acuité pour la plupart des pays en développement qui, de ce fait, avaient de la difficulté à définir leurs intérêts et à évaluer les résultats d'une libéralisation antérieure. Conformément au paragraphe 14 des Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services, le Conseil du commerce des services devait poursuivre l'évaluation générale et sectorielle du commerce des services au regard des objectifs de l'AGCS et de l'article IV, dans l'optique d'un accroissement de la participation des pays en développement. L'Indonésie estimait que cette évaluation devait constituer une activité permanente du Conseil et que les négociations devaient être ajustées en fonction de ses résultats.

163. Le représentant de la Corée a dit que, de l'avis de sa délégation, le texte présenté le 28 mai par le Président de la Session extraordinaire de l'ORD, qui était le résultat d'un an et trois mois de négociations intensives, reflétait d'une manière équilibrée les vues collectives des délégations. Le texte pouvait constituer une bonne base pour des travaux ultérieurs, et la Corée souscrivait à l'approche du Président du CNC quant à la prochaine phase des négociations. S'agissant du calendrier, il était irréaliste d'espérer un achèvement des travaux en deux à trois mois, et les Membres devaient éviter d'imposer un fardeau excessif à la Ministérielle de Cancún. Il fallait donc fixer un délai plus pratique et plus susceptible d'être respecté. La proposition de la Malaisie visant à fixer le nouveau délai à la fin de l'année était réaliste. S'agissant de la portée, si les Membres devaient boucler les négociations dans un délai raisonnable, ces négociations ne devaient pas aller au-delà du texte proposé par le Président de la Session extraordinaire; dans le cas contraire, les Membres pourraient devoir retourner au point de départ et refaire ce qui avait été fait durant les 15 derniers mois.

164. Pour ce qui concerne les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, bien que de nombreuses délégations se soient dites insatisfaites du projet de texte présenté par le Président du Groupe de négociation, la délégation de l'intervenant a fait observer que le document n'avait pas été rejeté dans son ensemble, ce qui était un bon signe. Sa délégation croyait que les Membres pouvaient progresser dans ce domaine en faisant fond sur le projet de texte en question. Pour pouvoir adopter les modalités à Cancún, il était nécessaire que chaque Membre croie fermement aux bienfaits de la libéralisation des marchés et qu'il soit disposé à partager certains des fardeaux connexes. Les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles revêtaient une grande importance pour le résultat global des négociations sur le PDD et avaient des synergies avec d'autres domaines; par conséquent, les modalités devaient être adoptées durant la Ministérielle de Cancún.

165. Dans cette optique, des efforts mutuels et une coopération positive s'imposaient aussi bien de la part des pays Membres développés que des pays Membres en développement. Premièrement, dans l'application de la formule de réduction tarifaire, il était nécessaire de ménager une certaine flexibilité à l'égard des produits sensibles de chaque Membre. Cette flexibilité contribuerait à accélérer le processus de négociation sur la formule de réduction tarifaire. Deuxièmement, il serait plus approprié de discuter de l'élimination sectorielle des droits de douane après que les Membres se seraient accordés sur une formule de réduction tarifaire. Il y avait beaucoup de vues divergentes parmi les Membres quant à la détermination des secteurs qui seraient vraiment efficaces pour améliorer les possibilités d'exportation des pays en développement et des PMA. À cet égard, les Membres devaient envisager un processus qui leur permettrait de sélectionner les secteurs dotés de caractéristiques spécifiques favorisant l'exploitation durable des ressources naturelles épuisables, comme les ressources halieutiques et forestières, qui avaient des caractéristiques fort différentes de celles des produits industriels.

166. Au chapitre des négociations sur les services, le fait que 25 Membres aient déjà déposé leurs offres initiales et que d'autres entendaient le faire avant Cancún était un signe encourageant. Certains Membres s'étaient dits préoccupés parce que les négociations sur les services progressaient trop vite et qu'elles devaient être équilibrées avec celles des autres domaines. La présentation des offres initiales n'était qu'une simple base pour engager les négociations, et la délégation de l'intervenant espérait que l'ensemble des principales nations commerçantes déposeraient leurs offres dès que possible.

167. S'agissant de l'agriculture, la délégation de l'intervenant appuyait la déclaration du Japon; elle estimait que le résultat des négociations devait être équilibré et complet et qu'il devait prendre en compte tous les aspects de l'agriculture. Pour que les négociations sur le PDD puissent être conclues au plus tard le 1^{er} janvier 2005, des progrès considérables devaient être accomplis dans le domaine de l'agriculture et une décision devait être prise, à Cancún, sur la voie précise à suivre pour les travaux ultérieurs. La Corée estimait que, pour ce faire, les Membres devaient concilier les niveaux d'ambition et le réalisme dans certains domaines clés.

168. S'agissant de la formule de réduction tarifaire, la Corée estimait que la constance était essentielle pour un aboutissement heureux des négociations. L'article 20 de l'Accord sur l'agriculture disposait clairement que le processus de réforme serait un processus continu, et il n'était pas réaliste d'essayer, du jour au lendemain, de ramener le niveau des droits sur les produits agricoles à celui des droits sur les produits industriels. L'émergence de ce qu'on appelle les "crêtes tarifaires" était le résultat du processus de tarification appliqué durant les négociations du Cycle d'Uruguay pour convertir les mesures de restriction aux importations; la Corée ne pouvait souscrire à une approche qui faisait abstraction de ce contexte historique pour se concentrer sur la simple existence de tarifs élevés.

169. La Corée était d'avis que les niveaux consolidés finals intégrés aux engagements du Cycle d'Uruguay constituaient une base raisonnable pour les engagements ultérieurs sur les volumes de

contingents tarifaires. De nouvelles augmentations des contingents tarifaires créeraient un fardeau additionnel pour les pays importateurs; une approche plus souple et plus graduelle s'avérerait donc nécessaire. S'agissant des produits spéciaux, étant donné la diversité des situations agricoles des pays, il était presque impossible de trouver un critère statistique qui soit approprié pour l'ensemble des pays en développement. Par conséquent, la Corée estimait que l'autodéclaration était le seul moyen plausible et efficace d'aller de l'avant, comme en témoignait de façon appropriée le projet de texte du Président. En outre, le nombre des produits spéciaux devait être assez important pour répondre aux préoccupations concernant la sécurité alimentaire, le développement rural et la sécurité des moyens de subsistance dans les pays en développement. La Corée jugeait très important de faire du concept des produits spéciaux un outil pratique et efficace pour les pays en développement.

170. Le représentant de l'Uruguay a dit que dès le début des négociations sur les améliorations et clarifications à apporter au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, sa délégation avait déclaré que le Mémorandum actuel avait généralement bien fonctionné. Les Membres devaient donc se concentrer sur les problèmes potentiels qui faisaient l'objet d'une plus grande convergence de vues et qui présentaient les meilleures possibilités de consensus. Compte tenu de l'échéance fixée par les Ministres à Doha – mai 2003 –, les Membres devaient se comporter d'une manière réaliste; l'Uruguay suggérait d'entreprendre au plus vite l'établissement et l'examen d'une liste de questions possibles. Les Membres devaient aussi tenir compte du fait que dans le mandat de Doha, il était question d'améliorations et de clarifications au Mémorandum d'accord actuel et non de changements radicaux ou de l'élaboration d'un nouveau document. L'Uruguay l'avait affirmé à plusieurs reprises durant les négociations, et d'autres délégations l'avaient également affirmé, mais cela n'avait pas été pris en compte, et une approche différente avait été retenue. C'est pour cette raison que les Membres n'avaient pas pu conclure les négociations à la réunion finale de la Session extraordinaire de l'ORD tenue le 28 mai. Lors de cette réunion, le Président avait présenté son texte reproduit dans le document JOB(03)/91/Rev.1; l'Uruguay souhaitait souligner que ce texte était un document de travail présenté par le Président sous sa propre responsabilité et non un texte convenu par les Membres. À la réunion en question, l'Uruguay avait également souligné que le texte du Président contenait des dispositions qui n'avaient pas fait l'objet de discussions ou de clarifications suffisantes et qui, pour certaines, faisaient l'objet de positions divergentes.

171. Cependant, la délégation de l'intervenant pouvait appuyer la déclaration du Président du CNC sur le processus et les travaux ultérieurs dans le cadre des négociations sur le Mémorandum d'accord. L'Uruguay estimait que la prorogation du délai pour ces négociations devait faire fond sur plusieurs éléments. Premièrement, cette prorogation devait se baser sur le mandat énoncé au paragraphe 30 de la Déclaration ministérielle de Doha. Deuxièmement, les négociations devaient demeurer en dehors du cadre de l'engagement unique. Troisièmement, il fallait, pour l'achèvement des négociations, un délai précis et limité ménageant suffisamment de temps après la Conférence ministérielle de Cancún et avant la conclusion des négociations de Doha. Quatrièmement, il devait être clairement établi que la prorogation du délai viserait à poursuivre les négociations sans préjuger de leur résultat car le résultat final serait subordonné à un consensus entre les Membres. Si certains Membres ne pouvaient modifier leur approche axée sur une refonte substantielle du Mémorandum d'accord, pour laquelle il n'y avait manifestement pas de consensus, et si la méthode appliquée pour la conduite des négociations ne pouvait être modifiée, l'Uruguay croyait qu'à l'expiration du nouveau délai les Membres seraient confrontés à la même situation qu'alors – l'absence de consensus. Dans un tel cas, le Mémorandum d'accord actuel devrait demeurer tel qu'il était.

172. La représentante des États-Unis a dit qu'à la dernière réunion du CNC elle s'était concentrée sur les six principaux domaines de négociation auxquels les Ministres devaient consacrer leur attention à Cancún. Il s'agissait des trois domaines de l'accès aux marchés, à savoir l'agriculture (y compris les trois piliers), les produits non agricoles et les services, ainsi que des questions liées au développement, des questions de Singapour et des questions liées aux règles, au sens large. En s'inspirant de ce cadre, l'intervenante souhaitait formuler quelques réflexions sur les avancées

réalisées depuis lors et sur le travail que les participants devaient encore accomplir en préparation à la Ministérielle de Cancún.

173. Sur une note très favorable, la délégation de l'intervenante avait trouvé un motif d'encouragement dans les efforts continus que déployaient les participants pour aller au fond des questions et pour accélérer les avancées en misant sur ce que le Président avait appelé les synergies. Un sens renouvelé de la finalité commune devait émerger chez les participants, surtout à ce moment crucial où ils s'employaient à forger un ensemble de résultats équilibré tenant compte de leurs intérêts respectifs.

174. En termes simples, un résultat substantiel s'avérait nécessaire dans le domaine de l'agriculture pour parvenir à une conclusion heureuse du PDD, et ce résultat demeurerait la clé du progrès dans le programme vaste et équilibré que les Membres étaient convenus de mettre en œuvre. Les États-Unis appréciaient le travail qui se poursuivait au niveau technique dans tous les domaines des négociations sur l'agriculture. Ils jugeaient encourageants les signes indiquant qu'au moins certains partenaires prenaient conscience du fait que, si une attention véritable n'était pas portée à la réforme de chacun des trois piliers – l'accès aux marchés, les subventions à l'exportation et le soutien interne – le Cycle serait voué à l'essoufflement.

175. Les États-Unis souhaitaient du succès à leurs partenaires de l'Union européenne dans leurs efforts pour intégrer deux des trois domaines de la négociation à la réforme de la Politique agricole commune (PAC). La réforme de la PAC était une bonne chose en soi, et les États-Unis espéraient qu'elle donnerait à l'Union européenne la flexibilité nécessaire pour aller de l'avant sur les trois piliers des négociations.

176. L'élimination de la plupart des distorsions des échanges – subventions à l'exportation – et la réduction substantielle des mesures de soutien ayant des effets de distorsion des échanges étaient des composantes nécessaires de tout ensemble de réformes significatif. Étant donné qu'il semblait y avoir une certaine confusion, l'intervenante souhaitait préciser que les États-Unis, à l'instar d'autres Membres de l'OMC, étaient convenus de mettre leurs programmes sur la table, de les réduire et de les éliminer comme d'autres étaient invités à le faire. Cependant, comme sa délégation l'avait affirmé à plusieurs reprises, les engagements en matière d'accès aux marchés détermineraient le succès ou l'échec des négociations de Doha; cette affirmation était aussi juste qu'elle l'avait été plus de 50 ans auparavant, au moment de la création du GATT. L'élargissement de l'accès aux marchés avait été le pivot des activités du GATT et de l'OMC; il constituait la réalisation la plus marquante du système commercial mondial.

177. Les incidences économiques recherchées par l'ensemble des Membres – expansion des échanges et croissance des revenus – seraient largement subordonnées aux réductions tarifaires. Toutes les études menées par le FMI, la Banque mondiale et d'autres véhiculaient systématiquement le même message, à savoir que les réductions tarifaires étaient déterminantes pour l'expansion du commerce et l'augmentation des revenus. Selon les estimations du FMI, 91 pour cent de l'amélioration du bien-être mondial attribuable à la pleine libéralisation dans les pays développés découlaient de la suppression des droits sur les produits agricoles. C'était compréhensible puisque les droits de douane des pays développés s'établissaient, en moyenne, à environ 47 pour cent; l'élimination des subventions n'expliquerait que 9 pour cent de l'amélioration du bien-être mondial.

178. Pour les États-Unis, comme pour bien d'autres partenaires commerciaux, la réforme des régimes de subventions devait aller de pair avec une amélioration de l'accès aux marchés dans le secteur agricole; il s'agissait là d'une condition impérative pour que les Membres puissent mener leur travail à bonne fin. La prise en compte des trois piliers était le seul moyen de forger un ensemble de résultats équilibré comportant des avantages et des concessions pour tous les Membres de l'OMC. Les États-Unis continueraient de collaborer avec les autres Membres pour améliorer le texte produit

par le Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture, et leurs ambitions demeuraient claires: les négociations devaient aboutir à la réduction des niveaux autorisés de protection et de soutien ayant des effets de distorsion des échanges, ce qui incluait la réduction des disparités quant aux niveaux autorisés et devrait engendrer une amélioration réelle de l'accès aux marchés dans tous les pays, y compris les pays en développement.

179. S'agissant des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la délégation de l'intervenante appréciait l'effort majeur fourni par le Président du Groupe de négociation en vue d'assurer la poursuite de ces négociations d'importance cruciale. Ainsi que les Membres s'en souviendraient, et comme dans le cas de l'agriculture, les États-Unis estimaient qu'un niveau d'ambition élevé était une condition indispensable du succès. Le texte présenté le 16 mai par le Président du Groupe de négociation contenait certains aspects des concepts fondamentaux que les États-Unis avaient jugés nécessaires, entre autres : 1) une formule unique et progressive, appliquée à chaque ligne tarifaire; 2) des initiatives sectorielles complémentaires; 3) le traitement à réserver aux tarifs peu élevés; 4) la nécessité de recourir au traitement spécial et différencié en vue d'assurer l'intégration des partenaires commerciaux moins avancés et de reconnaître la contribution des Membres ayant nouvellement accédé; 5) le traitement spécial et différencié; et 6) un processus permettant de lever les obstacles non tarifaires en fournissant un accès réel aux marchés tout en évitant une approche bureaucratique.

180. Cependant, les États-Unis avaient été déçus de constater la non-inclusion du concept de l'élimination totale des droits de douane, auquel ils étaient attachés. La délégation de l'intervenante était disposée à utiliser les concepts fondamentaux évoqués précédemment comme structure de base pour les discussions, mais elle se demandait sérieusement dans quelle mesure l'expression actuelle de ces concepts serait efficace, en définitive, pour réaliser l'équité, l'ambition et l'accès réel aux marchés, y compris les gains réels en matière d'accès aux marchés pour le commerce Nord-Nord, le commerce Nord-Sud et le commerce Sud-Sud.

181. Il n'était pas surprenant que, dans sa formulation actuelle, la proposition initiale du Président du Groupe de négociation n'ait pas répondu aux objectifs des États-Unis, qui avaient plusieurs préoccupations fondamentales au sujet de ce texte. Premièrement, tant la formule que l'éventail des secteurs visés par l'élimination zéro pour zéro ou l'harmonisation devaient être radicalement améliorés pour permettre un niveau adéquat de libéralisation des marchés. Par exemple, l'évaluation effectuée par la délégation de l'intervenante portait à croire que si l'on avait appliqué la formule proposée aux taux de droits consolidés, dans bien des cas cette formule n'aurait même pas ramené les taux consolidés au niveau des taux effectivement appliqués. Une telle approche n'aidait en rien l'économie mondiale ni les commerçants des États-Unis. À l'évidence, avec un résultat qui permettait à certains Membres de ne même pas ramener leurs droits au niveau des taux effectivement appliqués, il était pratiquement impossible pour d'autres Membres de mettre leurs secteurs les plus sensibles sur la table de négociation en vue de réductions réelles et substantielles.

182. La délégation de l'intervenante avait aussi des préoccupations sur le fait que les taux moyens consolidés soient utilisés comme indicateur du niveau de développement, ce qui ne correspondait manifestement pas à la réalité. Il y avait de grands écarts entre les pays en développement pour ce qui concerne la moyenne des droits consolidés. L'utilisation des droits moyens consolidés ne permettait guère d'atténuer les disparités entre les Membres, y compris ceux dont les niveaux de développement étaient similaires. S'agissant des secteurs, les États-Unis souscrivaient à l'inclusion des secteurs énumérés, mais ces derniers ne représentaient pas les intérêts fondamentaux des pays industriels en matière d'exportation. Par conséquent, il faudrait étoffer considérablement la liste des secteurs qui seraient finalement pris en compte aux fins de la réduction zéro pour zéro ou de l'harmonisation.

183. Deuxièmement, comme d'autres Membres, les États-Unis étaient préoccupés par le fait que l'approche proposée récompensait les pays qui n'avaient pas encore ouvert leurs marchés. Étant donné

que par le passé bon nombre de pays développés et de pays en développement avaient pris d'importants engagements de libéralisation en assumant des obligations de vaste portée ou en ramenant leurs droits consolidés à des niveaux qui favorisaient les possibilités commerciales, la délégation de l'intervenante ne croyait pas que cette approche soit équitable. Il faudrait trouver une solution à ce déséquilibre, et sa délégation se félicitait à l'avance de trouver un moyen de récompenser les pays qui avaient libéralisé et consolidé une proportion importante de leurs tarifs douaniers à des niveaux peu élevés ou nuls, ainsi que les pays qui étaient prêts à faire davantage durant le Cycle en cours. Le texte devait fournir aux Membres davantage d'incitations à la libéralisation.

184. Malgré ces préoccupations, les États-Unis estimaient que plusieurs moyens étaient envisageables pour associer et concilier divers éléments afin d'en dégager la combinaison appropriée - formule judicieuse, vaste composante sectorielle, volet concernant les droits peu élevés et dispositions efficaces en matière de traitement spécial et différencié - qui pourrait mener à un consensus tout en réalisant les objectifs de Doha. Ils croyaient qu'une telle approche garantirait aussi le soutien des mandants et la préservation de la vision à long terme d'un monde sans droits de douane. Ensemble, les Membres pouvaient faire en sorte que le Cycle imprime à l'économie mondiale l'élan réel dont elle avait grandement besoin.

185. S'agissant des négociations sur les services, les États-Unis reconnaissaient qu'aucune décision spécifique n'était nécessaire à Cancún dans ce domaine; toutefois, comme la délégation de l'intervenante l'avait fait observer à plusieurs reprises, les engagements dans le domaine des services étaient essentiels pour assurer les gains en matière d'accès aux marchés dont tous les Membres avaient besoin pour leur développement et leur croissance. Il serait donc nécessaire d'accorder une plus forte priorité aux négociations sur les services à Cancún et de confirmer le contenu de ces négociations, car à cet égard il régnait une certaine confusion au sein du public. Dans les semaines à venir, les Membres auraient à déterminer comment les travaux avaient progressé après Cancún et comment imprimer un sentiment d'urgence aux négociations, ce qui incluait les dispositions à prendre pour associer les Membres en développement à ce processus.

186. À l'instar d'autres pays, les États-Unis estimaient que les négociations recelaient de grandes potentialités pour la promotion du développement et qu'il était essentiel de transformer ces potentialités en résultats concrets. À leur réunion d'Évian, les dirigeants du G-8 avaient accordé une importance toute particulière au PDD et à sa contribution au développement. Ils avaient aussi reconnu l'importance de traiter des questions restantes au chapitre des ADPIC et de la santé publique, auxquelles les États-Unis demeuraient attachés.

187. S'agissant du traitement spécial et différencié et des questions liées à la mise en œuvre, la délégation de l'intervenante souhaitait dire son appréciation aux Présidents du CNC et du Conseil général pour les efforts qu'ils déployaient afin de promouvoir un engagement de fond. Les États-Unis avaient participé pleinement aux discussions et entendaient maintenir leur engagement de sorte que les Membres puissent tous réaliser des avancées dans ces domaines fondamentaux. Il fallait garder à l'esprit que les trois domaines de l'accès aux marchés étaient les plus cruciaux pour le développement et la croissance de tous les Membres et en particulier des économies les moins avancées. Toutefois, si les Membres devaient forger un ensemble de résultats équilibré, comportant des avantages pour chacun, tous devaient y contribuer, en fonction de leurs besoins commerciaux, financiers et de développement particuliers.

188. Les États-Unis n'ignoraient pas que le PDD contenait des termes auxquels certains Membres étaient particulièrement attachés, et que la "réciprocité moins que totale" en faisait partie. Ce terme ne supposait toutefois pas l'application d'une approche uniforme; d'autres éléments du mandat concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles – notamment les références croisées à la Clause d'habilitation et l'article XXVIII*bis* – préconisaient de manière explicite une approche reflétant les différences qui existaient entre les Membres au chapitre des besoins commerciaux,

financiers et de développement. Pour maximiser les avantages du Cycle en cours sur le plan du développement, il fallait surtout s'employer à créer et à accroître des possibilités plutôt que de minimiser les obligations tout en maximisant les exceptions aux obligations.

189. En ce qui concerne l'érosion des préférences, la délégation de l'intervenante comprenait les préoccupations soulevées par certains pays, mais les Membres devaient tous se rappeler qu'il était clairement précisé dans la Clause d'habilitation que les préférences ne devaient pas constituer un obstacle à la libéralisation du régime NPF. À cet égard, sa délégation saluait les efforts déployés par la Banque mondiale et le FMI pour fournir une analyse objective des incidences possibles ainsi que leur disposition à aider les Membres en cause pour qu'ils puissent traiter ces questions d'une manière qui favorise la libéralisation du régime NPF. Tous les Membres devaient conserver leur attachement à la finalité commune et à la responsabilité mutuelle qu'ils avaient tous acceptées à Doha.

190. Pour bon nombre de pays, la capacité d'aller de l'avant sur les questions de Singapour était directement liée aux gains qu'ils pourraient obtenir dans les domaines traditionnels de la négociation. Ainsi que l'intervenante l'avait déclaré à la dernière réunion, les États-Unis prévoyaient qu'à Cancún les Ministres donneraient des orientations sur la manière dont les négociations devaient progresser sur chacune des quatre questions. Et ainsi qu'elle l'avait affirmé à la réunion informelle des chefs de délégation tenue la semaine précédente, les États-Unis souscrivaient à la proposition du Président du Conseil général visant à engager les consultations relatives aux modalités sous la conduite du Conseil général et avec le concours des Amis de la présidence.

191. Chacune de ces questions devait être examinée sur le fond, et il fallait consigner les progrès réalisés jusqu'à cette date sur chacune. Les modalités devaient être convenues dans tous les domaines, mais elles ne devaient pas nécessairement être identiques. Les orientations qui devaient être approuvées par les Ministres comportaient deux aspects. Il y avait les éléments liés au processus tels que le calendrier des négociations et l'infrastructure pour mener les négociations; sur ce point, la délégation de l'intervenante convenait que la nécessité de définir les éléments d'un programme de travail était commune à l'ensemble des quatre domaines. Étant donné que ces quatre domaines étaient à des degrés divers de discussion et de préparation, elle jugeait nécessaire de différencier les approches connexes en tenant compte des progrès accomplis depuis que les négociations avaient débuté après Doha. La question serait de savoir comment le faire d'une manière qui ne s'assimile pas à une prénégociation tout en forgeant une communauté de vues sur le fond dans le délai disponible entre la fin de la réunion de Cancún et la conclusion des négociations à la fin de 2004.

192. L'une des questions importantes au chapitre des règles concernait le règlement des différends. Au début du travail de clarification et d'amélioration du système de règlement des différends, les États-Unis avaient souligné que c'était un défi d'achever les négociations au plus tard à la fin mai. Les Membres avaient accompli de grands progrès, grâce à un travail assidu, à de longues heures d'efforts et à la persévérance du Président de la Session extraordinaire de l'ORD, secondé par le Secrétariat. Les Membres visaient l'échéance de la fin mai, mais les travaux étaient manifestement appelés à se poursuivre.

193. Il était compréhensible que les Membres aient voulu disposer de suffisamment de temps pour discuter et comprendre les différentes propositions qui avaient été formulées et pour en dégager les incidences potentielles. Certaines des propositions étaient complexes et de grande portée. Il importait de prendre du recul pour examiner chaque proposition et pour déterminer si en définitive elle permettait vraiment d'améliorer le Mémoire d'accord sur le règlement des différends. À cet égard, une bonne solution était plus importante qu'une solution rapide. L'objectif était de clarifier et d'améliorer le Mémoire d'accord et non de créer plus de confusion ou de problèmes avec une rédaction hâtive ou avec des changements qui n'étaient pas pleinement mûris.

194. La délégation de l'intervenante estimait que le texte actuel du Président représentait une amélioration par rapport aux versions antérieures. Toutefois, bien que le texte contienne des éléments prometteurs, il renfermait aussi des éléments qui étaient problématiques même pris isolément, et les Membres devaient inclure quelques éléments complémentaires dans le texte pour pouvoir améliorer le Mémorandum d'accord. Les États-Unis convenaient que ce travail exigerait des discussions complémentaires, aussi bien pour poursuivre l'examen des éléments inclus dans le projet de texte que pour travailler sur les éléments additionnels, en vue de l'amélioration du Mémorandum d'accord.

195. La Déclaration ministérielle avait simplement invité les Membres à viser la conclusion d'un accord pour la fin mai au plus tard; ils n'avaient pas besoin d'un nouveau mandat pour leurs travaux. Cependant, la délégation de l'intervenante pouvait admettre que certaines délégations jugent ce nouveau mandat utile simplement pour qu'une nouvelle date butoir soit fixée pour les travaux. C'est pourquoi elle s'accordait avec le Président du CNC et d'autres pour dire que les Membres devaient chercher un moyen pragmatique d'aller de l'avant et qu'il ne fallait pas faire abstraction de l'énergie intellectuelle investie dans ce processus, y compris le travail qui avait été accompli avant Seattle.

196. Si une nouvelle date butoir devait être fixée, la délégation de l'intervenante estimait qu'il n'était pas réaliste d'espérer conclure les travaux au plus tard à la fin de l'année. Il serait plus réaliste de fixer le délai au premier semestre de l'an prochain; certains avaient suggéré d'établir la nouvelle échéance au mois de mai prochain, soit un an après l'échéance initiale, ce qui semblait réaliste. Les États-Unis étaient disposés à participer à des réunions pour faire avancer les travaux dans le délai restant avant Cancún, mais ils comprenaient que cela puisse être difficile pour certaines délégations. Ils étaient sensibles aux multiples exigences auxquelles d'autres délégations étaient confrontées, et ils pouvaient attendre pour reprendre les travaux après Cancún si c'était souhaitable. La délégation de l'intervenante se félicitait à l'avance d'œuvrer avec les autres Membres pour réaliser de nouvelles avancées dans les négociations.

197. S'agissant des autres questions relatives aux règles, la délégation de l'intervenante faisait observer qu'il y avait eu un engagement de fond à la dernière réunion du Groupe de négociation sur les règles, à laquelle les États-Unis avaient pris une part active. Aucune décision n'était nécessaire à Cancún sur cette question. Il n'avait pas été facile pour les États-Unis d'inclure cette question dans l'ordre du jour mais, ayant donné leur consentement, ils participaient aux travaux et espéraient que d'autres feraient preuve de la même ouverture dans d'autres domaines, à commencer par l'agriculture.

198. Au chapitre de l'environnement, le CCE et la Session extraordinaire du CCE étaient en passe de terminer les programmes de travail devant les mener à Cancún, et ils avaient accompli de grands progrès dans l'exécution de leurs mandats. L'un et l'autre semblaient appelés à donner un bon compte rendu factuel des travaux menés jusque-là et, comme plusieurs autres, la délégation de l'intervenante ne s'attendait pas à ce que ce point de l'ordre du jour fasse l'objet d'un débat majeur à Cancún.

199. Malgré les échéances manquées, il convenait de souligner que les Membres étaient parvenus dans une large mesure à éviter les liens négatifs et qu'ils avaient maintenu un élan positif. Néanmoins, Cancún approchait à grands pas, et les Membres devaient imprimer au processus un dynamisme encore plus grand. Les États-Unis étaient disposés à œuvrer avec les autres Membres afin de réaliser des avancées dans tous les domaines et de préparer ainsi la voie aux négociations finales qui permettraient de réaliser les ambitieux objectifs énoncés dans le PDD.

200. Le représentant de la Colombie, s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, du Bangladesh, de la Bolivie, du Botswana, du Brésil, du Chili, de la Chine, de Cuba, d'El Salvador, de l'Équateur, du Gabon, du Guatemala, du Honduras, de l'Inde, de la Malaisie, du Maroc, du Mexique, du Nicaragua, du Pakistan, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine, de la Thaïlande, de l'Uruguay, du Venezuela et du Zimbabwe, a dit qu'il souhaitait présenter un document élaboré conjointement par les Membres au nom desquels il s'exprimait.

Intitulé "Le Programme de Doha: dans la perspective de Cancún", le document avait été distribué sous la cote TN/C/W/13.

201. L'importance particulière de ce document tenait au fait qu'il emportait l'adhésion d'un large éventail de pays en développement situés dans des régions diverses, ayant atteint divers degrés d'intégration à l'économie mondiale et représentant une combinaison différente d'intérêts offensifs et défensifs dans la négociation en cours. À cette étape des négociations, il était significatif de constater au sein de ce groupe de pays en développement une telle communauté d'intérêts à l'égard du système commercial multilatéral. Le document était important non seulement à cause du moment précis où il était présenté – car il ménageait suffisamment de temps pour avoir un impact sur la préparation de Cancún – mais aussi à cause de son contenu, car il identifiait les questions de fond auxquelles la prochaine réunion ministérielle devait trouver des réponses appropriées.

202. Les auteurs du document et d'autres Membres tenaient fortement à renforcer et à consolider davantage le système commercial multilatéral. Ce n'était pas surprenant. En tant que pays augmentant rapidement leur participation aux flux commerciaux mondiaux, ils étaient plus vulnérables aux cycles économiques internationaux et à l'instabilité qui en découlait pour les marchés mondiaux des marchandises et des services, y compris les marchés financiers. Dès lors, une organisation fondée sur des règles et régissant le commerce multilatéral était le meilleur choix pour éviter les politiques protectionnistes qui, par le passé, avaient aggravé et prolongé les épisodes de récession tout en isolant raisonnablement bien les politiques commerciales d'un pays par rapport aux évolutions régionales et mondiales. Toutefois, même si le système avait grandement contribué à la croissance et au développement de certains pays, il n'avait pas encore réalisé l'intégralité de son potentiel et de ses promesses.

203. Au cours des 18 mois précédents, les Membres n'avaient pas pu obtenir des résultats dans certains domaines qui présentaient un intérêt crucial pour les pays en développement et qui ne faisaient pas partie de l'engagement unique. Les Membres n'avaient pas respecté les échéances pour l'établissement des modalités dans le domaine de l'accès aux marchés, notamment les marchés agricoles, qui occupait une place centrale dans le succès des négociations. La préparation de la cinquième Conférence ministérielle offrait une occasion qu'il ne fallait pas manquer pour rattraper les travaux et renforcer l'élan des négociations afin d'assurer une conclusion heureuse du Cycle en décembre 2004, ainsi que l'avaient décidé les Ministres. À cet égard, le document présenté constituait aussi un appel à maintenir un processus ouvert, transparent et inclusif, suscitant la confiance nécessaire entre tous les Membres.

204. Le document jouerait le rôle d'un point de référence pour orienter les efforts et le travail des Membres et pour évaluer les progrès accomplis dans le processus menant à la cinquième Conférence ministérielle. Les pays auteurs du document ne prétendaient pas qu'aucune autre question ne pouvait être importante dans la perspective de Cancún, mais les questions soulevées dans le document étaient les plus importantes pour l'instant. Ces pays espéraient que tous les Membres de l'OMC percevraient le document comme une composante essentielle du plan de navigation qui devait les mener vers un Cancún ensoleillé et que ce plan leur permettrait d'éviter les ouragans qui avaient fait sombrer tant de navires dans la mer des Antilles au cours des derniers siècles. Il y avait un trésor à bord, et il incombait aux Membres de mener le navire à bon port, en toute sécurité.

205. Pour réaliser cet objectif, il fallait s'assurer que la cargaison était uniformément répartie, de sorte que le navire ne se renverse pas à la première bourrasque. Tous les membres de l'équipage devaient être bien informés de leurs obligations et participer aux décisions pour pouvoir travailler comme une équipe. Le fardeau de la tâche confiée à chaque membre d'équipage devait tenir compte de ses forces et de ses capacités. Enfin, la répartition du trésor ou du butin devait être équitable et répondre au critère annoncé, qui consistait à favoriser les membres d'équipage les plus pauvres et les plus démunis.

206. Le représentant du Brésil a dit que sa délégation souscrivait sans réserve au contenu du document présenté par la Colombie. Ce document était offert aux délégations comme un témoignage de l'attachement de ce groupe de pays au mandat de Doha et de l'intérêt que ces pays accordaient à la dynamisation des négociations, de sorte que le Cycle puisse répondre aux attentes qu'il avait suscitées en tant que programme de développement.

207. S'agissant des négociations relatives au Mémoire d'accord sur le règlement des différends, le Brésil jugeait nécessaire une décision formelle pour le renouvellement du mandat et il appuyait la proposition faite par le Président de renvoyer la question au Conseil général. Les Membres étaient allés aussi loin qu'ils avaient pu, et aucune nouvelle avancée n'était envisageable dans le court terme, mais le Brésil ne ferait pas obstacle à la proposition visant à tenir une autre réunion de la Session extraordinaire de l'ORD au niveau technique. La délégation de l'intervenant aurait préféré une décision qui permette aux Membres de se consacrer entièrement à l'ordre du jour de Cancún, laissant ainsi la réforme du Mémoire d'accord pour l'après-Cancún. Dans les circonstances, il semblait incertain – voire improbable – que quelques semaines supplémentaires fussent pour atteindre un objectif qui se dérobait aux Membres depuis plus d'un an et demi. La délégation de l'intervenant espérait que Cancún mettrait ce constat à profit dans les autres domaines de la négociation. Les discussions techniques n'avaient pas manqué, et il était peu probable que le texte du Président de la Session extraordinaire provoque un ralliement magique; on devait donc éviter d'investir davantage de temps et de ressources dans un effort qui avait abouti à un échec.

208. De l'avis du Brésil, une fois que le Conseil général aurait consenti à proroger le mandat, il faudrait réexaminer le contenu et la portée des négociations, car l'absence d'une compréhension commune et le délai restreint étaient au cœur de l'échec subi dans l'exécution du mandat. Les Membres pourraient tirer parti d'un nouveau débat conceptuel sur la portée du réexamen du Mémoire d'accord avant d'engager une nouvelle ronde de discussions spécifiques. Ce qu'il fallait peut-être, c'était un effort pour parvenir à un consensus sur les modalités et pas seulement sur la procédure, avant de continuer. La délégation de l'intervenant espérait que la réunion technique suggérée par le Président du CNC fournirait l'occasion d'un débat préliminaire sur cette question.

209. Le représentant du Nigéria a dit que, de l'avis de sa délégation, le rythme des négociations sur les services ne semblait pas tenir compte des contraintes de capacités des pays africains. La plupart des pays en développement étaient incapables de respecter les échéances indicatives, et de toute évidence il leur faudrait davantage de temps pour s'intégrer au processus. Au demeurant, il devait y avoir des progrès équilibrés entre les différents volets des négociations sur les services, tout comme un équilibre s'imposait entre les négociations sur les services et les autres questions. La délégation de l'intervenant préconisait une évaluation et un examen réguliers des résultats atteints au regard des objectifs de l'article IV de l'AGCS, conformément au paragraphe 15 des Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services, car cela permettrait de s'assurer que tous les Membres tirent le maximum d'avantages des résultats de ces négociations.

210. Les négociations sur l'agriculture devaient déboucher sur un approfondissement de la réforme du secteur, avec la réduction des mesures de protection, la promotion d'un commerce agricole plus équitable et l'amélioration des possibilités d'accès aux marchés pour les pays en développement. Le processus de réforme devait mener à une nette réduction des mesures axées sur les trois piliers que sont l'accès aux marchés, la concurrence à l'exportation et le soutien interne, dans l'optique d'une élimination progressive de toutes les formes de soutien ayant des effets de distorsion sur le commerce agricole. À cet égard, le Nigéria en appelait à plus de flexibilité et de compréhension de la part des grands acteurs afin que les pays en développement se voient accorder un traitement spécial et différencié effectif, significatif et opérationnel, faisant partie intégrante de l'Accord. Le Nigéria estimait que cette approche aurait une incidence positive sur ses besoins de développement, y compris la sécurité alimentaire, le développement rural et la réduction de la pauvreté. Des progrès s'avéraient nécessaires à ce stade des négociations car elles devenaient beaucoup plus ardues en raison de la

grande diversité de vues et d'intérêts parmi les Membres. C'était notamment le cas pour les nombreux pays en développement, comme le Nigéria, dont les économies étaient de plus en tributaires d'un éventail diversifié de produits primaires et de produits agricoles transformés.

211. Le Nigéria accueillait avec intérêt le projet d'éléments élaboré par le Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, et en particulier son approche prudente à l'égard de l'épineuse question des modalités, car il donnait aux Membres la possibilité de l'affiner eux-mêmes. Toutefois, du fait de cette approche prudente, le document comportait de nombreuses carences suscitant des interrogations qui exigeaient des clarifications. À cet égard, la délégation de l'intervenant soulignait l'intensité des échanges qui avaient eu lieu entre les Membres à la dernière réunion du Groupe de négociation tenue du 26 au 28 mai et qui avaient permis à tous les Membres de donner leurs évaluations préliminaires respectives.

212. Aucun consensus ne s'était encore dégagé sur l'un quelconque des éléments, ni sur les modalités de base ou l'élimination sectorielle des droits de douane, comme l'indiquait le résumé présenté par le Président du Groupe de négociation à la dernière réunion; cela démontrait qu'il restait encore beaucoup à faire pour rapprocher les vues divergentes. Il fallait donc manifester de la patience et de la compréhension à l'égard des difficultés et préoccupations de chaque Membre, et le Nigéria continuait d'inviter les Membres développés à faire preuve d'une plus grande compréhension en s'accordant sur les modalités pour garantir la réalisation des objectifs du PDD en matière d'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

213. Au sujet des négociations relatives au règlement des différends, la délégation de l'intervenant prenait note des efforts déployés par le Président de la Session extraordinaire pour produire un texte. Bien que la plupart des préoccupations du Nigéria n'aient pas été prises en compte, il était prêt à participer aux discussions sur le texte, notamment sur les questions telles que les droits des tierces parties et le fonds pour le règlement des différends. Le Nigéria estimait que les discussions sur le texte, que ce soit en mode formel ou informel, ne pouvaient se poursuivre que si le Conseil général accordait une prorogation du mandat qui avait expiré à la fin du mois de mai. Une telle décision du Conseil général devait aussi donner des orientations sur d'autres propositions qui n'étaient pas contenues dans le texte du Président.

214. Le Nigéria souhaitait souligner l'importance de résoudre le plus tôt possible le problème auquel étaient confrontés les pays dont les capacités de fabrication dans le secteur pharmaceutique étaient insuffisantes, voire inexistantes, problème évoqué au paragraphe 6 de la Déclaration sur les ADPIC et la santé publique; il s'agissait, en effet, de sauver des millions de vies. La délégation de l'intervenant se réjouissait des deux nouvelles communications que les Communautés européennes et le Groupe ACP avaient présentées pour faire avancer le processus et parvenir à une solution, et elle invitait les autres Membres à réserver un accueil favorable ou bienveillant à ces évolutions afin que ce problème humanitaire puisse être résolu. Si cette question était résolue avant Cancún, le cheminement vers Cancún serait facilité, et l'image de l'Organisation aux yeux du monde extérieur serait grandement améliorée. Cela aurait aussi un effet catalyseur sur les autres questions qui devaient être débattues à Cancún.

215. Sur la question de l'établissement d'un registre international des vins et spiritueux, la délégation de l'intervenant notait les progrès accomplis jusque-là ainsi que les divergences importantes qui subsistaient encore sur un certain nombre de questions clés. De l'avis du Nigéria, le système qui émergerait du processus devait être volontaire et se borner à faciliter les niveaux de protection plutôt que d'engendrer des obligations du genre "ADPIC plus".

216. La délégation de l'intervenant accueillait avec intérêt le rapport de la Présidente de la Session extraordinaire du CCE, tout en estimant que des travaux supplémentaires s'avéraient nécessaires pour parvenir à une compréhension commune des questions en cause. Sa préférence allait à une approche

par étapes qui devait être complétée par une assistance technique efficace et spécifique destinée à répondre aux besoins des pays en développement pour leur permettre de participer à la conclusion des négociations et d'en tirer parti.

217. La délégation de l'intervenant souhaitait s'associer à la déclaration de la Colombie. Elle prenait note du fait que plusieurs Présidents établissaient des rapports sous leur propre responsabilité, ce qui était leur prérogative, mais elle demandait que ces rapports contiennent des données factuelles qui indiqueraient les progrès accomplis et les domaines exigeant des travaux complémentaires. Le mieux serait que ces rapports reçoivent le soutien préalable des différents organes et fassent l'objet des plus larges consultations possibles. Tout texte devant être présenté aux Ministres sur un sujet quelconque devait véhiculer le mandat des Membres.

218. La délégation de l'intervenant appréciait les efforts fournis par certaines délégations pour clarifier les questions de Singapour, mais le projet de modalités n'était pas encore sur la table et n'avait pas non plus été débattu. Il serait approprié que le Conseil général et le CNC s'accordent sur un programme de travail clair pour permettre aux Membres de suivre les directives de Doha sur les questions de Singapour. Le Nigéria appuyait la déclaration des États-Unis et suggérait que les Présidents des divers groupes de travail présentent leurs rapports au Conseil général et au CNC. Des propositions de modalités suivraient, et ces modalités seraient examinées de la manière habituelle. C'est sur la base de cet examen qu'un rapport serait présenté aux Ministres à Cancún, en vue d'une décision par consensus explicite. Le Nigéria continuerait de participer de manière positive aux négociations pour assurer l'exécution du mandat conféré par les Ministres.

219. Le représentant du Pérou a dit que dans le cadre des travaux préparatoires de la Conférence de Cancún, la dimension développement devait occuper la place centrale, comme les Ministres l'avaient prescrit dans la Déclaration de Doha. Dans cette optique, un groupe de Membres avait élaboré le document reproduit sous la cote TN/C/W/13, qui avait été présenté par la Colombie. Ce document identifiait les actions clés qui devaient être menées pour intégrer la dimension développement à chacun des domaines de la négociation, afin d'atteindre l'échéance de Cancún avec un ensemble équilibré.

220. Le Pérou jugeait fondamental de créer et de renforcer une sorte d'élan politique qui favoriserait les synergies entre les différents domaines de la négociation. Toutefois, pour y parvenir, il faudrait accomplir des progrès dans les domaines de négociation clés tels que l'agriculture, les ADPIC et la santé publique ainsi que le traitement spécial et différencié, qui avaient tous une corrélation étroite avec le développement. De même, les Membres devaient faire preuve, collectivement, de transparence et d'engagement à toutes les phases de la négociation et jusque dans le processus d'adoption des décisions.

221. Le Pérou partageait les préoccupations de nombreux pays en développement quant au manque de progrès sur les questions horizontales dans le cadre des négociations sur les services, notamment en ce qui concerne les subventions et les sauvegardes d'urgence. Ces travaux devaient progresser au même rythme que les négociations bilatérales sur l'accès aux marchés, pour assurer la constance et la cohérence entre, d'une part, l'augmentation des niveaux d'ouverture et, d'autre part, les règles et disciplines qui compléteraient et garantiraient cette ouverture. S'agissant de la phase des demandes et des offres, le Pérou avait fait un effort pour présenter des demandes et s'employait à élaborer une offre initiale qu'il espérait présenter avant Cancún.

222. Un autre élément important que le Président de la Session extraordinaire avait évoqué dans son rapport concernait l'approbation de la proposition d'un groupe de pays en développement sur la mise en œuvre du paragraphe 15 des Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services, proposition que la Colombie avait coordonnée avec le Pérou. L'approche définie dans cette proposition viendrait en complément au processus bilatéral des offres et des

demandes en permettant aux Membres d'identifier les domaines de négociation qui présentaient un intérêt particulier pour les pays en développement, conformément aux dispositions de l'article IV de l'AGCS.

223. Concernant le réexamen du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, la délégation de l'intervenant souhaitait formuler quatre observations: 1) En raison des nombreuses complexités juridiques, l'échéance fixée par les Ministres pour ces négociations était passée sans qu'un accord ne soit intervenu. Le Pérou appuyait la proposition du Président du CNC à l'effet que le Président du Conseil général entreprenne des consultations informelles en vue d'orienter les travaux futurs, de manière à sauvegarder les énormes efforts qui avaient été fournis jusque-là. 2) Conformément au mandat ministériel, le réexamen du Mémorandum d'accord ne faisait pas partie de l'engagement unique, et il fallait maintenir ce principe afin que le Mémorandum d'accord conserve sa nature distincte, compte tenu du caractère systémique de toute modification qui pourrait être apportée à ce pilier majeur du système commercial multilatéral. 3) Le Conseil général devait approuver une prorogation du délai, mais cette prorogation devait être aussi réaliste que possible étant donné les complexités et les incidences énormes de toute modification ou interprétation du Mémorandum d'accord. Les négociations devaient reprendre après la Ministérielle de Cancún et se baser strictement sur le projet de texte du Président de la Session extraordinaire de l'ORD, qui constituait une bonne base pour la suite des travaux avec la soumission de propositions par les Membres. 4) La portée du mandat convenu à Doha était très claire et spécifique. L'objectif des travaux en cours devait être de "clarifier et améliorer les dispositions du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends" sans préjuger du résultat des négociations. En d'autres termes, et tout au moins à cette étape, les Membres devaient s'accorder sur les modifications au Mémorandum d'accord qui auraient pour effet de clarifier ou d'améliorer les dispositions existantes, sans y intégrer de nouveaux éléments d'importance systémique. Pour le Pérou, la priorité dans ces négociations était de parfaire le système de règlement des différends en garantissant l'équilibre des droits et obligations des Membres mais aussi en tenant compte de l'urgente nécessité de rectifier les asymétries qui existaient entre les pays développés et les pays en développement, de sorte que tous les Membres puissent effectivement se prévaloir du système de règlement des différends.

224. Le représentant du Canada a dit que les rapports des Présidents avaient donné l'impression d'un élan continu dans les négociations prises globalement, mais sa délégation était déçue et insatisfaite quant au manque de négociations significatives et nécessaires sur l'agriculture. Sa délégation souhaitait exprimer son appréciation pour la clarté et le caractère persuasif des déclarations faites par le Président du Burkina Faso et les autres auteurs de la résolution sur le coton.

225. S'agissant des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, le Canada déplorait que l'échéance du 31 mai n'ait pas été respectée malgré le travail ardu et la créativité du Président du Groupe de négociation. Il était essentiel que les Membres prennent le temps d'œuvrer dans le sens d'un résultat ambitieux, et le document du Président sur les modalités constituerait une base utile à cet égard. Le Canada était favorable à un niveau d'ambition plus élevé que celui du projet de texte, notamment en ce qui concerne le traitement des crêtes tarifaires et des tarifs élevés. Les Membres devaient procéder à une libéralisation en profondeur, qu'il s'agisse de réduction ou d'élimination des droits de douane, tout en répondant aux besoins spécifiques des pays en développement, notamment ceux dont le stade de développement était moins avancé. Le Canada voulait faire fond sur les éléments contenus dans le document du Président pour pouvoir progresser vers une conclusion plus ambitieuse et plus équilibrée.

226. En ce qui concerne les négociations sur le règlement des différends, le Canada, comme d'autres Membres, attachait de la valeur à la poursuite des travaux et appuyait la proposition du Président du CNC à l'effet que le Conseil général se penche sur cette question à sa réunion de juillet. Le Canada faisait observer qu'à Doha les Ministres avaient fixé au 31 mai la date à viser pour l'achèvement de ces négociations, qu'un travail considérable avait été accompli jusque-là et que le

mandat n'avait pas expiré. Les négociations devaient donc se poursuivre sur la base du mandat existant en vue de conclure, peut-être, au plus tard en mai 2004.

227. Le Canada considérait le document présenté par la Colombie et ses coauteurs comme une approche constructive et prospective des négociations et saluait cette réaffirmation de l'attachement au Programme de Doha, surtout en ce qui concerne la nécessité d'intégrer les pays en développement au système commercial multilatéral et de leur permettre de profiter des possibilités découlant d'un commerce plus ouvert. La meilleure façon d'y parvenir était d'accomplir des progrès réels dans le programme économique central: réforme du commerce agricole, accès aux marchés pour les biens et les services, renforcement des règles antidumping et des disciplines régissant les subventions. C'est là que se situaient les gains potentiels les plus importants, en particulier pour les pays en développement.

228. Tout en maintenant l'engagement à l'égard d'une assistance technique efficace et ciblée et en recherchant des moyens qui pourraient permettre d'appliquer le traitement spécial et différencié dans des circonstances spécifiques en vue de faciliter la transition pour les pays en développement qui avaient le plus besoin d'aide, le Canada se félicitait à l'avance d'œuvrer avec les auteurs de ce document, ainsi qu'avec d'autres Membres et le Président, pour faire avancer le Programme de Doha vers Cancún et au-delà de Cancún.

229. Le représentant de Hong Kong, Chine a déclaré que les Membres avaient malheureusement un palmarès lamentable quant au respect des dates limites dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, et il était décevant qu'ils n'aient pu respecter les échéances de mai pour les modalités sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, ainsi que pour les négociations sur le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Cela était d'autant plus préoccupant qu'il restait à peine dix semaines de travail avant la Conférence de Cancún. Si les Membres ne parvenaient pas à résorber leurs différences au cours de prochaines semaines afin que les Ministres puissent résoudre à Cancún les importantes questions en suspens telles que les modalités sur l'agriculture et sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, le risque était de laisser échapper l'occasion de relancer l'économie mondiale en achevant le Cycle dans les délais prévus. La délégation de Hong Kong, Chine convenait avec le Japon que les Membres ne devaient pas pécher par excès de pessimisme mais plutôt redoubler d'efforts pour accomplir autant de progrès que possible au cours des semaines à venir.

230. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la délégation de Hong Kong, Chine estimait qu'en dépit du fait que l'échéance n'avait pas été respectée et qu'il y ait des divergences quant à certains éléments essentiels du projet du Président du Groupe de négociation il subsistait des motifs d'optimisme. De nombreux Membres avaient accepté le projet du Président comme une bonne base et un outil valable pour la poursuite du débat et aucune délégation n'avait rejeté le projet d'emblée. Certes, la délégation de Hong Kong, Chine était quelque peu déçue que le projet n'ait pas défini l'élimination totale des droits de douane – au moins par les pays développés Membres – comme but ultime du Programme de Doha pour le développement, mais elle accueillait favorablement nombre des idées proposées dans le projet, y compris l'approche fondée sur une formule avec une réduction non linéaire appliquée ligne par ligne, les initiatives en faveur d'éliminations sectorielles supplémentaires, les dispositions en matière de traitement spécial et différencié, et une modalité pour régler les obstacles non tarifaires. Hong Kong, Chine estimait que le projet était équilibré dans l'ensemble et qu'il essayait valablement de répondre aux grandes préoccupations des Membres. Ladite délégation convenait que le projet constituait une bonne base de travail et estimait que les Membres devaient intensifier leurs travaux afin de ne pas perdre l'élan acquis. Pour le moment, étant donné que la formule proposée dans le document du Président ne stipulait pas la valeur du coefficient "B", le niveau d'ambition qui découlerait de la réduction obtenue par la formule n'était pas encore déterminé avec précision. Hong Kong, Chine préconisait une formule ambitieuse assortie de modalités supplémentaires telles que l'élimination sectorielle des

droits. Cela était crucial pour éviter que l'OMC ne perde de son intérêt face à la prolifération d'ACR où les droits de douane étaient souvent réduits à zéro.

231. Étant donné que deux réunions du Groupe de négociation devaient encore se tenir avant la Conférence de Cancún, l'intervenant a vivement préconisé de redoubler d'efforts, tant à Genève que dans les capitales, afin d'appréhender pleinement les propositions du Président et d'envisager comment les raffiner et les élaborer en déterminant l'incidence des diverses options sur le régime commercial de chaque pays. Une assistance technique pourrait être demandée au Secrétariat, en tant que de besoin, pour la réalisation des travaux analytiques concernant, par exemple, la simulation des effets de la formule sur les listes tarifaires des Membres. Les Membres devraient également intensifier leur dialogue en vue de proposer des idées afin de fournir au Président un complément d'orientations à la prochaine réunion du Groupe de négociation en juillet.

232. Comme beaucoup d'autres, Hong Kong, Chine estimait important d'établir des modalités d'ici à la Conférence de Cancún, mais on ne saurait espérer que les Ministres allaient manipuler les chiffres et les coefficients d'une formule à Cancún. Il importait donc de réduire le nombre de questions et d'options afin de faciliter les décisions ministérielles à Cancún. Les Membres devraient s'efforcer de se mettre d'accord sur les ajustements et raffinements nécessaires à apporter au projet de modalités du Président en vue d'obtenir une confirmation des Ministres à Cancún.

233. S'agissant des négociations relatives au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, la délégation de Hong Kong, Chine est convenue qu'il fallait entretenir l'élan acquis, bien que l'échéance de mai n'ait pas été respectée. Les avis divergeaient quant à savoir s'il fallait poursuivre les négociations après le mois de mai étant donné que la Déclaration de Doha manquait quelque peu de clarté à cet égard. Mais il était important de ne pas sacrifier les travaux réalisés depuis 15 mois. Tel était l'avis généralement partagé par les Membres, chez qui la délégation ne constatait aucune opposition à poursuivre la négociation proprement dite.

234. La solution réaliste consistait à convenir d'une nouvelle date limite en dehors de l'engagement unique, conformément à l'intention originelle des Ministres à Doha. Les Membres devraient régler cette question à la réunion du Conseil général en juillet. La délégation de Hong Kong, Chine appuyait la proposition du Président du CNC tendant à ce que le Président du Conseil général mène des consultations en vue de réaliser un consensus d'ici à la réunion de juillet. Avant de décider de la voie à suivre, elle convenait qu'il était logique que les consultations se poursuivent entre-temps sous la direction du Président.

235. La délégation de Hong Kong, Chine soulignait à nouveau qu'il y avait avantage à employer le texte du Président comme base des travaux futurs car les questions avaient déjà été examinées par les délégations depuis un certain temps et pourraient dès lors être plus facilement résolues d'ici à la prochaine échéance. L'introduction de points nouveaux et mal connus, ou de points qui ne pouvaient mobiliser un appui majoritaire, compliquerait encore les travaux existants et ne contribuerait pas à atteindre l'objectif final consistant à achever l'exercice avant la conclusion du cycle en cours.

236. S'agissant des négociations sur les services, la délégation de Hong Kong, Chine constatait avec plaisir que 26 Membres avaient déjà soumis leurs offres initiales et que beaucoup avaient signalé que leur offre était en préparation. Cela marquait un nouveau jalon dans les négociations sur les services. Toutefois, la qualité de certaines offres laissait beaucoup à désirer et la délégation espérait que les Membres qui avaient un niveau élevé d'ambitions dans le domaine des services, comme en témoignaient leurs demandes initiales, joueraient un rôle moteur plus important. Outre les demandes et offres bilatérales, l'élaboration multilatérale de règles constituait un élément important des négociations sur les services, et la délégation exhortait tous les Membres à être attentifs à la nécessité que les négociations sur les règles concernant les services aboutissent à une issue satisfaisante. La délégation engageait les Membres à redoubler d'efforts en présentant des offres initiales significatives

le plus tôt possible et à constituer un nombre important d'offres en matière de services d'ici à la Conférence de Cancún. Cela était essentiel afin de renforcer les liens positifs et d'imprimer un élan positif non seulement dans ces négociations sur les services mais aussi dans d'autres domaines

237. La délégation de Hong Kong, Chine pouvait faire siens de nombreux points soulevés dans la communication présentée par la Colombie car le développement était un thème central des négociations et les questions liées au développement devaient être réglées de façon satisfaisante afin que le Programme de Doha pour le développement mérite vraiment son nom. Il était hautement souhaitable que les questions en suspens concernant les ADPIC et la santé publique soient résolues avant la Conférence de Cancún. S'agissant des questions liées à la mise en œuvre et du traitement spécial et différencié, la délégation appréciait les efforts déployés par le Président du CNC et le Président du Conseil général et attendait avec intérêt la réalisation de progrès sur le fond avant Cancún.

238. Le représentant de l'Argentine a dit que les Membres avaient besoin des paroles positives prononcées par le Président, surtout certaines délégations qui, très souvent, n'étaient pas tentées de voir les aspects prometteurs des négociations. La majorité des Membres préféraient une attitude positive plutôt que d'insister sur les événements qui se produisaient effectivement dans l'organisation.

239. La délégation argentine appréciait certes les progrès réalisés dans le cadre de l'examen du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends mais, encore une fois, une échéance du mandat de Doha avait été manquée, ce qui était très décevant. Il existait une masse critique de Membres, dont l'Argentine, qui auraient été en mesure de se rapprocher d'un accord sur la base du texte du Président. Le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, élément essentiel du système commercial multilatéral, était un instrument qui conférait une crédibilité au système et assurait la mise en œuvre effective des règles convenues. Mais au-delà de la pertinence de cette question, la situation des négociations concernant le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends risquait de donner l'impression qu'elle constituait un baromètre de la volonté politique globale en faveur d'un progrès des négociations d'ensemble.

240. À la suite de l'expiration le 31 mai du mandat du paragraphe 30 de la Déclaration de Doha, l'Argentine était disposée à poursuivre les travaux afin de clarifier cette situation ambiguë. Il fallait que les Membres prolongent le mandat en fixant une nouvelle date limite pour les négociations, et la délégation argentine ne souscrivait pas à l'interprétation selon laquelle la date figurant dans le mandat avait simplement valeur indicative. Elle était cependant prête à suivre la proposition du Président du CNC. Elle pouvait faire preuve de souplesse sur la question d'un nouveau délai, mais à deux conditions. Premièrement, il serait inopportun de lancer un processus de négociations sans en fixer clairement l'échéance et, deuxièmement, comme beaucoup l'avaient fait observer, il serait inconcevable d'incorporer ces négociations à l'engagement unique, notion que les Ministres avaient pris soin de rejeter à Doha. L'annexe au document TN/DS/9 et les travaux accomplis depuis un an et demi étaient des bases utiles pour les travaux futurs visant à apporter des améliorations et des clarifications au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, et l'Argentine restait prête à travailler à cette fin.

241. L'Argentine, qui attachait une grande importance aux négociations sur l'accès aux marchés, était disposée à adopter un niveau élevé d'ambition dans chaque phase des négociations au titre de l'engagement unique, mais en respectant l'équilibre entre les diverses questions figurant au paragraphe 49 de la Déclaration de Doha. L'Argentine respectait et appréciait l'insistance du Président quant à la nécessité de renforcer les liaisons positives et elle s'efforçait de jouer un rôle actif dans tous les domaines. Elle convenait qu'il ne serait possible d'avancer qu'à condition de réaliser de bons progrès dans tous les domaines des négociations.

242. La dernière réunion du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés avait révélé une forte opposition au caractère obligatoire de l'approche sectorielle et plusieurs Membres avaient exprimé des doutes à l'égard de certains éléments spécifiques. L'élimination des droits de douane pourrait avoir des effets négatifs sur la structure industrielle et donc sur les possibilités de développement des pays en développement Membres. Par conséquent, la participation à toute approche de ce type supposant l'élimination des droits de douane devrait être facultative et permettre aux Membres de l'adapter à leurs besoins.

243. Les dispositions relatives au traitement spécial et différencié devraient s'appliquer à tous les pays en développement sans exclure ceux qui, au prix de grands sacrifices, avaient déjà considérablement contribué au système commercial multilatéral en consolidant 100 pour cent de leurs tarifs douaniers. À l'exception manifeste de l'inclusion de délais de mise en œuvre différenciés, les modalités proposées ne contenaient aucun élément de traitement spécial et différencié qui serait applicable à tous les pays en développement. L'Argentine continuerait de travailler de façon constructive avec le Président en vue de déterminer les modalités pour les négociations sur les produits non agricoles.

244. S'agissant des négociations sur les services, l'Argentine analysait actuellement les offres qui avaient été présentées, mais elle était préoccupée de constater l'introduction de certaines modifications et clarifications aux listes d'engagements. L'Argentine, pour qui ces modifications et clarifications revenaient à annuler des engagements qui avaient été pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay, étudierait attentivement la façon dont cela pouvait affecter les droits et obligations des Membres. Les offres présentées par certains Membres ne reflétaient pas le degré d'ambition manifesté dans leurs demandes et se limitaient précisément aux secteurs et aux modes qui avaient un intérêt pour les pays en développement. En outre, il serait nécessaire de déployer des efforts supplémentaires pour maintenir un équilibre entre les négociations sur les règles et la réglementation intérieure d'une part et les négociations bilatérales d'autre part. Il ne s'agissait pas là d'une tactique ou d'une approche de négociation mais d'une démarche purement pratique car les Membres avaient besoin de disposer d'un cadre complet de règles avant de prendre des décisions sur des engagements spécifiques.

245. S'agissant des négociations sur l'environnement, la participation des secrétariats de certains AEM en qualité d'invités *ad hoc* à la dernière réunion du CCE en session extraordinaire avait constitué un important pas en avant dans l'examen de la question du paragraphe 31 i) de la Déclaration de Doha. Il était aussi important que d'autres institutions puissent participer au même titre dans d'autres domaines de cette négociation. Cette participation devrait être déterminée sur la base de modalités et de critères qui devraient être définis de manière à assurer plus de transparence et d'objectivité dans le choix et la participation de chacune de ces institutions. La décision adoptée par la Présidente à la suite de ses consultations, aux termes de laquelle les modalités de participation seraient examinées en juillet à la prochaine réunion en session extraordinaire, de même que les critères, marquait une avancée positive et éviterait que les Membres soient appelés à étudier ce point à chaque réunion.

246. Enfin, le représentant de l'Argentine, estimant que toute observation supplémentaire concernant la communication présentée par la Colombie ne ferait qu'enlever à l'exposé de la Colombie, a simplement rappelé que l'Argentine était au nombre des auteurs du document.

247. Le représentant de la Norvège a dit que la délégation de son pays accueillait favorablement la communication présentée par la Colombie au nom de plusieurs pays en développement. Ce texte contenait de nombreux points qui pourraient recevoir l'appui de la délégation, sinon celui de l'ensemble des Membres. Sur certains points, toutefois, la délégation aurait recommandé plus de circonspection, par exemple sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles ou sur les questions de Singapour, mais il s'agissait dans l'ensemble d'une communication utile.

248. La délégation norvégienne a remercié le Président de la liste de questions figurant dans le document JOB(03)/98, qui serait utile aux Membres pour cocher une à une les diverses questions à débattre. Le Président du CNC et le Président du Conseil général avaient entrepris une série très utile de discussions aux réunions informelles des chefs de délégation, qui avaient bien démarré sur les questions de Singapour, et la délégation était certaine que les Membres suivraient les diverses questions énumérées dans la liste. Les Membres devraient ensuite, à mesure qu'approchait le mois d'août, passer aux questions qui n'étaient pas à négocier.

249. La délégation norvégienne estimait que le fait d'avoir laissé passer la date limite pour les négociations relatives au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends était une question grave et que l'absence systématique de progrès dans les négociations sur le Mémorandum d'accord, qui avait été incorporé à l'Accord de Marrakech en 1998, faisait aussi problème. Les Membres devaient se demander pourquoi la négociation ne parvenait pas à progresser. Pour la délégation, ce syndrome résultait du fait que certains refusaient toute modification raisonnable du Mémorandum d'accord tant qu'ils n'obtiendraient pas tout ce qu'ils voulaient.

250. Le mandat de négociation dans ce domaine était simple et efficace en ce qu'il se référait à l'amélioration et à la clarification du Mémorandum et non à la mise en place d'un nouveau Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le Mémorandum d'accord fonctionnait en dépit de certains défauts et les Membres devaient donc se limiter à ce qui pouvait être convenu collectivement. La Norvège convenait avec d'autres qu'il y avait actuellement des questions plus urgentes à traiter et qu'il fallait faire le point sur les travaux à réaliser dans l'avenir, mais il serait bon que les Membres aient une bonne idée de ce qui serait réalisable lorsque le Conseil général se réunirait à ce sujet. Le texte du Président de la Session extraordinaire de l'ORD devrait servir de base à tous travaux futurs car les négociations ne s'achèveraient jamais si elles reprenaient à partir de propositions nouvelles. Il importait que le Conseil général fasse une clarification à ce sujet.

251. Le mandat de Doha contenait, comme pour d'autres questions, des orientations claires pour les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, et le document du Président du Groupe de négociation reflétait presque toutes les questions, à l'exception des droits de nuisance. La délégation norvégienne était préoccupée de constater que nombre de délégations avaient signalé les points qu'elles souhaitaient supprimer du document plutôt que des points à y ajouter. Elle était favorable à des ajouts, comme l'avaient proposé Hong Kong, Chine et les États-Unis qui avaient relevé des points constructifs nouveaux envisageables. Hong Kong, Chine avait comparé le document à une panoplie d'outils, or pour réparer quoi que ce soit, il était préférable de ne pas éliminer des outils mais plutôt de compléter la panoplie. Beaucoup de travaux restaient à accomplir dans ce domaine, mais le Président du Groupe de négociation avait eu la grande sagesse de ne pas définir le niveau d'ambition, lequel serait étudié à la réunion de juillet.

252. Le représentant du Mexique, se référant à la communication présentée par la Colombie au nom d'un groupe de pays en développement dont le Mexique faisait partie, a souligné trois éléments de ce document – il présentait une approche bien équilibrée; il donnait l'impulsion nécessaire pour faire avancer la négociation dans le sens voulu; et il soulignait l'engagement des pays en développement à respecter la Déclaration de Doha, tout en soulignant leur ferme conviction que tous les Membres devraient respecter cette déclaration. Ce document révélait la volonté de ce groupe de pays en développement, malgré leurs caractéristiques différentes, d'accomplir d'authentiques progrès dans le cadre du Cycle de Doha. Le plan du document était suffisamment équilibré pour constituer une fondation concrète et solide pour tout le processus de négociation.

253. Depuis quelques semaines, la délégation mexicaine constatait une attitude plus participative et constructive de la part de divers Membres, ce qui était digne d'éloges. Cela était d'autant plus important que la Conférence ministérielle de Cancún se rapprochait et qu'une tâche importante restait à accomplir pour s'y préparer adéquatement. Plus l'impulsion donnée par les Membres serait

soutenue, plus grandes seraient les chances de succès pour tous. Mais il ne suffisait pas d'avoir une attitude positive et de faire preuve de bonne volonté – il était surtout important de commencer à produire des résultats. L'attitude constructive de tous les Membres devrait se manifester sous forme de progrès spécifiques dans les divers domaines de négociation.

254. Le document énumérait les domaines sur lesquels il était nécessaire de concentrer l'attention pendant quelques mois d'ici à la Conférence ministérielle, et ce n'était pas là une découverte spectaculaire ou révolutionnaire car tous les Membres connaissaient les domaines qui exigeaient des travaux complémentaires, mais il importait de les réitérer et d'y concentrer tous les efforts. Le message le plus important était sans doute que les pays en développement concernés étaient prêts à assumer leurs engagements, convaincus qu'il était important de faire partie du système commercial multilatéral. Mais ils étaient aussi prêts à exiger que les engagements pris à Doha par tous les Membres soient tenus.

255. Si l'on voulait que la Conférence de Cancún soit une réunion utile, tous les Membres – pays en développement comme pays développés – devaient se mettre au travail et apporter leur contribution afin que l'ensemble des résultats de la conférence soit positif pour tous les Membres. C'était la seule façon de conclure positivement le Cycle et de poursuivre la consolidation du système commercial multilatéral.

256. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que le développement était au centre du Programme de Doha pour le développement et que son importance était ressentie dans tous les domaines de la négociation. Des progrès avaient été réalisés, mais pas au rythme envisagé par les échéances fixées à Doha. Les Membres ne devaient pas douter de la fermeté de l'engagement politique que les Communautés européennes avaient pris quant au fond des préoccupations de pays en développement. Les Communautés européennes espéraient qu'il serait possible de se mettre d'accord sur un ensemble substantiel de résultats en matière de développement d'ici à la Conférence de Cancún et que les préoccupations en matière de développement seraient dûment traitées pendant toute la durée du Cycle.

257. Les Communautés européennes acceptaient pleinement de relever le défi contenu dans la communication présentée par un important groupe de pays en développement. Les préoccupations en matière de développement étant un facteur transversal de tous les domaines du Programme de Doha pour le développement, les Membres devaient assurer que les engagements pris à Doha aidaient les pays en développement à mieux s'intégrer au système commercial multilatéral et à profiter plus largement des avantages en découlant. Les Membres devaient tenir leurs engagements dans au moins quatre domaines: le traitement spécial et différencié et les questions liées à la mise en œuvre; l'accès aux marchés; les règles et l'assistance technique liée au commerce; et le renforcement des capacités.

258. En matière de traitement spécial et différencié, l'intervenant se réjouissait de la reprise des travaux sur des propositions axées sur des accords particuliers, sous l'égide du Président du Conseil général. L'objectif des Communautés européennes était de parvenir à un ensemble substantiel de résultats d'ici à la Conférence de Cancún. Cet ensemble devrait comprendre des décisions apportant des éléments de valeur ajoutée économique aux pays en développement, en particulier aux PMA, ou appliquant certains ajustements des règles. Les décisions devraient être créatrices de commerce plutôt que réductrices du commerce et être conjuguées à des mesures effectives en matière d'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités.

259. Dans le même temps, les aspects liés au développement, y compris le traitement spécial et différencié, étaient pris en charge dans d'autres groupes de négociation. Les négociations sur les règles et sur l'accès aux marchés procureraient des avantages manifestes aux pays en développement. Les Communautés européennes avaient offert d'ambitieuses ouvertures de marchés aux pays en développement, en particulier aux PMA, dans les trois domaines des négociations sur l'accès aux

marchés sans demander des concessions comparables en matière de libéralisation des marchés des pays en développement.

260. S'agissant des règles et des questions de Singapour, les propositions de la délégation des Communautés européennes prenaient pleinement en compte la dimension développement. Les Communautés européennes reconnaissaient l'importance de l'assistance technique liée au commerce et du renforcement des capacités et étaient conscientes de leur responsabilité d'y contribuer. La majorité de leur contribution sera fournie dans le cadre de programmes bilatéraux et régionaux. Début 2003, les Communautés européennes avaient en cours quelque 230 projets liés au commerce, d'une valeur totale de 1,6 milliard d'euros et avaient réservé pour les cinq prochaines années 2 milliards d'euros pour l'assistance technique liée au commerce, chiffre qui pourrait être revu à la hausse lors de l'examen à mi-parcours. Enfin, les Communautés européennes avaient exprimé à plusieurs reprises l'espoir qu'il soit possible de parvenir avant la Conférence de Cancún à un accord multilatéral sur les ADPIC et la santé publique.

261. La représentante de la Tunisie a dit que les efforts déployés par le Président pour assurer le déroulement harmonieux du Programme de travail de Doha n'étaient pas une tâche facile, surtout après qu'avaient été successivement manquées plusieurs échéances fixées par les Ministres, dont la plus récente était celle du 31 mai concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et l'examen du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Les difficultés rencontrées dans le cadre du processus de négociation ne devaient pas empêcher les Membres de poursuivre leurs efforts visant à mettre pleinement en œuvre le Programme de Doha pour le développement. La Tunisie réitérait son attachement au système commercial multilatéral et son engagement total à travailler avec les autres Membres pour que le programme de développement élaboré par les Ministres à Doha devienne une réalité.

262. La délégation tunisienne remerciait le Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés de son texte sur les modalités, mais la formule d'harmonisation proposée et les diverses approches additionnelles envisagées étaient loin de répondre aux attentes de la Tunisie car elles ne permettraient pas de redresser les déséquilibres qu'avaient subis ses petites et moyennes entreprises.

263. S'agissant de l'élimination et de la réduction des droits de douane, la Tunisie préconiserait une élimination sectorielle des droits afin d'éviter un démantèlement total des tarifs. Toute réduction importante à court terme des droits de douane asphyxierait l'industrie tunisienne, car l'économie du pays était largement tributaire de préférences commerciales qui contribuaient pour beaucoup à ses exportations. Toute réduction importante et soudaine des droits entraînerait une érosion de ces préférences et porterait très vraisemblablement un préjudice considérable à son économie. S'agissant de la période de mise en œuvre et des niveaux de référence pour les droits, la Tunisie appuyait les propositions tendant à éliminer les droits par étapes sur la base des droits qui avaient été consolidés pendant le Cycle d'Uruguay, tout en laissant une plus longue période aux pays en développement pour ces réductions tarifaires en fonction de la nature des produits concernés.

264. La délégation tunisienne félicitait le Président de la Session extraordinaire de l'ORD de ses efforts qui avaient permis d'établir le texte du 28 mai représentant l'aboutissement de longues et difficiles négociations. L'accord ne s'était pas fait sur ce texte et la Tunisie était disposée à poursuivre les discussions sur cette question afin de parvenir à des résultats positifs pour tous les Membres, mais elle souhaitait souligner que si l'on voulait améliorer le système de règlement des différends, il fallait le rendre plus accessible aux pays en développement.

265. Enfin, la délégation tunisienne, exprimant son plein appui au Président du CNC dans ses efforts pour assurer le bon déroulement du processus menant à la Conférence de Cancún, a rappelé que les négociations devraient se fonder sur une approche bien équilibrée tenant pleinement compte de la dimension développement.

266. Le représentant de la Colombie a dit que la délégation de son pays reconnaissait la valeur des travaux réalisés par le Président de la Session extraordinaire de l'ORD et le remerciait de son rapport et des propositions quant à la voie à suivre. La Colombie était d'accord avec la proposition du Président du CNC quant à l'action future, et elle convenait que les Membres devraient faire fond sur les travaux déjà accomplis. La Colombie, comprenant les raisons particulières pour lesquelles le Président de la Session extraordinaire avait défini la portée des sujets dans son rapport, aurait pu accepter des éléments additionnels. Toutefois, elle estimait, compte tenu des limites de temps inhérentes au mandat, que la portée était appropriée, mais elle convenait avec le Président qu'il n'existait pas d'accord quant à la portée des travaux futurs. La Colombie préférerait limiter les travaux futurs aux détails techniques des sujets figurant dans le document du Président de la Session extraordinaire, mais elle comprenait que certains Membres souhaitent inclure des sujets additionnels. Malgré d'importantes limitations en termes de ressources humaines, la Colombie pourrait se joindre à l'initiative tendant à ce que les travaux se poursuivent après la Conférence de Cancún.

267. Si le mandat devait être prolongé, la délégation colombienne proposerait de tenir un débat sur la portée avant de tenter de définir un texte. Elle estimait essentiel d'avoir une idée préalable des points de vue des divers Membres quant à l'intensité et la portée de la réforme envisagée du Mémoire d'accord sur le règlement des différends afin de faciliter l'élaboration d'un ensemble de modifications qui soit acceptable par tous les Membres. Bien qu'elle doute que l'élargissement de la portée puisse faciliter le consensus, la Colombie accepterait volontiers qu'on lui prouve le contraire. Quant aux délais nécessaires pour conclure ces négociations, la délégation préférerait une date qui ne coïncide pas du tout avec la fin des négociations d'ensemble et elle pouvait faire preuve de souplesse sur le choix d'une date tombant dans le courant de l'année à venir.

268. S'agissant des négociations concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la Colombie estimait que le document du Président du Groupe de négociation pourrait servir de base de discussion mais, comme elle l'avait signalé clairement à la réunion du Groupe de négociation, la proposition tendant à adopter une approche sectorielle obligatoire était inacceptable. Elle était aussi inacceptable pour une grande majorité de pays, bien que certains soient prêts à examiner diverses modalités pour les négociations au-delà de la formule générale sur une base volontaire.

269. S'agissant des négociations sur l'agriculture, la délégation colombienne estimait que des progrès avaient été accomplis dans le cadre des consultations sur divers sujets en définissant les points sur lesquels les Membres devraient se mettre d'accord. Toutefois, ces consultations techniques touchaient manifestement à leur fin et, tôt ou tard, les Membres devraient revenir au débat sur les modalités à adopter. Malheureusement, il n'y avait encore eu aucun mouvement de la part des Membres qui attendaient que les négociations atteignent les plus bas niveaux d'ambition. Le Japon et la Corée avaient fait d'intéressantes déclarations au cours de la présente réunion. On avait dit dans plusieurs réunions que les membres du Groupe de Cairns devraient abaisser leur niveau d'ambition pour permettre un accord. Mais le moment était peut-être venu pour des Membres comme la Colombie de faire observer que certains Membres devraient relever leurs ambitions si l'on voulait répondre au mandat donné par les Ministres à Doha. Si les Membres voulaient vraiment parvenir à un accord, comme ils l'avaient tous déclaré à plusieurs reprises, le contenu du document que la Colombie avait présenté au nom d'un certain nombre de pays en développement pourrait jouer un rôle.

270. L'agriculture occupait un rôle central dans les négociations de Doha, et la Colombie ne croyait pas judicieux que certains Membres déclarent qu'il fallait des niveaux d'ambition différents concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et concernant l'agriculture. Les Membres devaient dépasser cela s'ils voulaient amener ce cycle à une heureuse conclusion.

271. Le représentant de la Hongrie a dit que l'on pouvait sentir un regain d'activité dans les préparatifs de la Conférence de Cancún concernant tous les domaines de négociations du Programme

de Doha pour le développement, ce qui n'était pas nécessairement un signe de progrès. En ce qui concernait l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la délégation appuyait les principaux éléments du document du Président du Groupe de négociation et l'accent porté sur une approche fondée sur une formule et couvrant toutes les lignes tarifaires, ainsi que les éléments techniques proposés. Elle était cependant préoccupée par l'utilisation de moyennes tarifaires comme éléments à prendre en compte pour la réduction des droits de douane, car cela se traduirait par des niveaux supérieurs de protection et ne serait pas équitable. Cela ne constituait pas un élément de développement car il n'existait aucun rapport entre les moyennes tarifaires et les niveaux de développement. Les pays en développement ayant des moyennes tarifaires très basses devraient réduire leurs droits d'un pourcentage beaucoup plus important que les pays en développement dont les moyennes tarifaires étaient plus élevées.

272. La délégation hongroise se félicitait de la possibilité d'approches sectorielles concernant les secteurs d'exportation qui intéressaient les pays en développement et elle s'attendait à ce que l'application de taux de droits faibles ou nuls dans ces secteurs donne une impulsion majeure aux branches exportatrices des pays en développement. Elle était aussi disposée à envisager un traitement spécial et différencié obtenu en modérant le rythme des réductions. S'agissant des obstacles non tarifaires, qui représentaient un élément indispensable des négociations concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, le débat devait se poursuivre sur la question des taxes et des restrictions à l'exportation.

273. Les consultations techniques s'étaient révélées utiles dans les négociations sur l'agriculture, mais elles n'étaient pas parvenues à résoudre les principales différences entre les participants. Toutefois, en clarifiant les détails techniques relatifs à diverses questions, les Membres pourraient progresser plus rapidement vers le but des négociations. La Hongrie, réitérant ses préoccupations face à l'absence de progrès dans le domaine des indications géographiques, a accueilli favorablement l'initiative du Président en la matière. Sa délégation a fait observer que ceux qui s'opposaient à une issue significative dans ce domaine ne permettaient d'envisager une solution facile sans entraver les progrès dans d'autres domaines, en particulier l'agriculture.

274. L'approche hongroise de la dimension développement coïncidait avec celle des Communautés européennes, et la Hongrie félicitait le Président du Conseil général pour ses efforts sur les questions spécifiques concernant le traitement spécial et différencié. Sa délégation appuyait la communication de la Colombie qui contenait des questions importantes et qui confirmait que les pays en développement se considéraient comme s'intégrant au système commercial multilatéral et comme tirant parti de ce système.

275. S'agissant des questions de Singapour, la Hongrie estimait que les éléments techniques pourraient être traités ensemble, par exemple les échéances ou la structure des négociations. Toutefois, elle comprenait mal l'intention que cherchait à exprimer la deuxième phrase du paragraphe 14 de la communication des pays en développement, qui se lisait "[d]ans plusieurs domaines, une analyse plus poussée est nécessaire". Si cela se référait au processus de l'après-Cancún, il y avait un problème majeur. Le mandat reçu des Ministres était clair – des négociations devaient avoir lieu et la question consistait à convenir de modalités.

276. Enfin, en ce qui concernait les négociations relatives au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, la Hongrie estimait important de trouver un moyen approprié d'améliorer le professionnalisme et le degré de compétences des membres des groupes spéciaux. Sa délégation appuyait la proposition du Président du CNC tendant à ce que le Président du Conseil général entreprenne des consultations avant la réunion de juillet du Conseil général où, espérait-elle, il serait possible de se mettre d'accord pour poursuivre les négociations.

277. Le représentant de la Chine a dit que la délégation de son pays, qui était un des auteurs du document TN/C/W/13, appuyait la déclaration générale de la Colombie. La Chine estimait que dans un monde où l'incertitude allait croissant et où le multilatéralisme était confronté à de grands défis la conclusion réussie et opportune des négociations de Doha serait avantageuse pour le sain développement du commerce international et servirait les intérêts des pays en développement Membres comme des pays développés Membres.

278. En lançant le Programme de Doha pour le développement, les Ministres avaient situé les questions de développement et les préoccupations des pays en développement Membres au centre des négociations. Il était essentiel que toutes les questions de développement soient convenablement réglées ce qui, à terme, aurait une incidence positive sur les négociations concernant les autres questions. La Chine, déçue que certains Membres aient encore manqué deux échéances importantes, estimait cependant que les Membres n'étaient pas découragés et étaient prêts à déployer de nouveaux efforts pour le succès de ce cycle.

279. L'agriculture était centrale au nouveau cycle, et la délégation chinoise constatait avec satisfaction que le Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture avait organisé une série de consultations techniques portant sur les trois piliers et sur le traitement spécial et différencié pour les pays en développement Membres ayant récemment accédé à l'OMC. La Chine était parfaitement consciente de la difficulté de la tâche consistant à rapprocher les positions largement divergentes des Membres.

280. La Chine estimait qu'il faudrait revenir sur les niveaux d'ambition et sur l'équilibre des trois piliers, éliminer dès que possible les subventions à l'exportation et adopter les modalités afin de réduire sensiblement toutes les mesures de soutien interne exerçant des effets de distorsion sur les échanges. Elle appuyait les propositions tendant à atténuer les graves disparités entre niveaux tarifaires, à réduire sensiblement les crêtes tarifaires et la progressivité des droits, et à simplifier le régime tarifaire.

281. Des régimes de traitement spécial et différencié devraient être mis en place dès que possible pour les pays en développement Membres, et la Chine était encouragée par les récentes consultations techniques sur les produits stratégiques ou spéciaux (PS) et sur un mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) pour les pays en développement Membres. Elle s'opposait vivement à l'idée de diviser les pays en développement Membres en plusieurs groupes différents afin de déterminer leur admissibilité aux régimes PS ou MSS. L'approche PS devrait avoir pour principes fondamentaux les critères de base, l'autodéclaration et les chiffres spécifiques. Le MSS devrait être appliqué uniquement par les pays en développement Membres et il faudrait mettre fin à la clause de sauvegarde spéciale prévue à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture.

282. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la délégation chinoise estimait que le projet du Président du Groupe de négociation offrait une bonne base de travaux futurs. La Chine était en faveur de l'approche fondée sur une formule, en dépit des incertitudes concernant la nature du coefficient B, au traitement des taux consolidés et appliqués des différents Membres, à la manière de prendre en compte la réciprocité moins que totale, et au traitement des obstacles non tarifaires. La Chine appuyait le principe de la participation volontaire pour l'élimination sectorielle des droits de douane, qui ne viendrait qu'en supplément à l'approche fondée sur une formule. Elle accueillait favorablement la proposition du Président tendant à appliquer un coefficient plus élevé aux Membres ayant récemment accédé à l'Organisation car il était de la plus haute importance d'accorder une attention particulière au fait que leurs engagements à grande échelle étaient encore en cours de mise en œuvre.

283. S'agissant des négociations sur les services, les 29 Membres qui avaient présenté leurs offres initiales avaient démontré que les négociations sur les services progressaient régulièrement sur le front

de l'accès aux marchés. Mais comme beaucoup l'avaient fait observer, on ne constatait guère de progrès sur les autres fronts des négociations, tels que l'évaluation du commerce des services, l'établissement d'un mécanisme de sauvegarde d'urgence et la réglementation interne, qui intéressaient de très nombreux Membres. Une telle asymétrie n'était pas propice aux négociations futures.

284. D'après les offres initiales qui avaient été déposées à ce jour, la délégation chinoise était déçue de constater que nombre d'entre elles représentaient une impasse dans les secteurs et pour les modes de fourniture qui intéressaient les pays en développement Membres, tel le mode 4. La Chine travaillait encore à ses offres initiales, ce qui exigeait la tenue de consultations entre de nombreuses entités et parties intéressées au niveau national. Étant donné que la Chine n'avait pas achevé de mettre en œuvre les engagements souscrits lors de son accession, sa délégation mettait en garde contre toute attente irréaliste quant au contenu de ses offres initiales. Sa délégation se réjouissait que de nombreux Membres aient déclaré qu'ils tiendraient compte, dans les négociations en cours, de la situation particulière de la Chine, et elle espérait que cette intention se traduirait par des actions concrètes lorsque les Membres examineraient les offres chinoises.

285. S'agissant de l'examen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, il était regrettable qu'aucun consensus n'ait pu être réalisé avant la date limite, et les Membres faisaient désormais face aux questions de savoir comment atteindre les objectifs du paragraphe 30 de la Déclaration de Doha et comment trouver un équilibre d'ensemble qui reflète les différents intérêts et préoccupations des Membres. La délégation chinoise tenait à souligner que certaines propositions utiles et constructives, qui n'étaient pas reflétées dans le texte du Président, étaient d'une égale importance, par exemple celles que les pays en développement et les PMA Membres avaient présentées au sujet du traitement spécial et différencié, tandis que d'autres questions, comme celle de l'échelonnement, qui figuraient déjà dans le texte du Président, exigeaient un débat beaucoup plus approfondi et intensif. L'objectif du paragraphe 30 n'était pas de produire un résultat partiel mais plutôt de parvenir à une approche d'ensemble pour répondre aux préoccupations et aux intérêts de tous les Membres, en particulier les pays en développement et les PMA Membres. La Chine, qui appuyait la proposition tendant à poursuivre les travaux et à demander au Conseil général de reporter l'échéance, pouvait faire preuve de la plus grande souplesse quant au choix précis de la nouvelle date limite.

286. Le représentant du Chili a fait sienne la déclaration que la Colombie avait prononcée en présentant la communication conjointe destinée à apporter une contribution positive aux travaux préparatoires de la Conférence de Cancún. Le Chili, qui appréciait les efforts réalisés par le Président de la Session extraordinaire de l'ORD, se joignait à la proposition du Président du CNC sur la façon de procéder. Il estimait que le texte élaboré par le Président de la Session extraordinaire pourrait encore être amélioré et que des efforts additionnels étaient nécessaires pour ce faire, ce qui prendrait le temps voulu. Quant à l'avenir, il convenait avec le Brésil qu'il fallait mieux définir la portée des travaux futurs, et avec le Mexique qu'il était nécessaire d'adopter une approche plus concentrée sur les principales questions cruciales soulevées par les Membres. Pour ce faire, il faudrait régler les questions soulevées dans le domaine du règlement des différends, y compris les questions liées à la mise en œuvre, ainsi que les éléments d'incitation ou de dissuasion figurant dans l'actuel Mémoire d'accord. L'intervenant espérait qu'il serait possible, par voie de consultations, de procéder à une analyse approfondie de ces questions et de les maintenir au centre du débat.

287. En ce qui concernait les indications géographiques, le Chili estimait que l'on pouvait envisager les négociations en cours sur cette question de deux points de vue. Premièrement, on observait des positions différentes et de larges divergences de vues, et il était très difficile de faire avancer les négociations lorsque certains Membres voulaient dépasser les limites des obligations légales existantes en ce qui concernait un système multilatéral d'enregistrement pour les vins et spiritueux. Ces négociations visaient à mettre en œuvre l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC et ne cherchaient pas à ajouter de nouvelles obligations. Les Communautés européennes et la Hongrie,

entre autres, voulaient entraîner les autres Membres vers l'adoption d'obligations supplémentaires, ce qui n'était pas juridiquement valide. Ils voulaient un système qui imposerait des obligations à tous, y compris à ceux qui ne participeraient pas au système d'enregistrement. Cela reviendrait à imposer des obligations à un pays tiers qui n'aurait souscrit aucune obligation, et n'avait donc aucun droit. Cela n'avait non plus aucune validité en droit.

288. On pourrait aussi dire de ces négociations, dans une autre perspective, qu'il existait entre les Membres un plus petit commun dénominateur qui se reflétait dans les positions de ceux qui voulaient que le système d'enregistrement se limite au respect des obligations actuelles. La délégation chilienne estimait parfaitement raisonnable d'insister sur cette approche et invitait les autres à cesser d'insister sur un élargissement de la portée du système d'enregistrement car le Chili – et les autres Membres qui s'opposaient à cela – ne l'accepterait pas et estimait que ce n'était pas conforme à la règle juridique internationale.

289. Cela violait aussi le principe de la territorialité sur lequel se fondaient toutes les protections du système de la propriété intellectuelle, et que les Membres semblaient vouloir modifier radicalement, ce qui n'était pas possible. De plus, ces pays disaient vouloir étendre le système d'enregistrement à d'autres produits, ce qui poserait le problème de sa mise en œuvre. Le problème était que l'on ne savait pas quels produits viser lorsque les obligations minimales de ce mandat n'étaient pas respectées. Ce n'était pas une question de mise en œuvre, mais il s'agissait plutôt de forcer les Membres à négocier par des moyens indirects, ce qui était injuste et inéquitable, et ne semblait pas conforme à la légalité.

290. Les Membres devraient peut-être demander un nouveau mandat, puis réexaminer leurs positions actuelles en matière d'indications géographiques, car si l'Accord sur les ADPIC devait être rouvert, il n'y avait aucune raison de limiter la portée de l'exercice aux indications géographiques. On pourrait réexaminer l'Accord sur les ADPIC dans son intégralité.

291. S'agissant de l'accès aux marchés en général, la délégation chilienne constatait que tous les Membres éprouvaient quelque réticence en matière de libéralisation, ce qui était devenu un élément du jeu de la négociation, et toutes ces réserves se renforçaient, au point que leur somme menaçait les intérêts de tous ainsi que leur appui à la libéralisation. Elle estimait que cela devrait préoccuper tous les Membres collectivement et devenir un point de concentration politique.

292. Les Membres devraient avoir une vision positive qui permette de surmonter cette réticence ainsi que leur sensibilité et leurs problèmes individuels. Il y avait sans doute de nombreuses façons d'y parvenir, mais la délégation chilienne estimait que deux d'entre elles étaient complémentaires: premièrement, prévoir un plus long délai de mise en œuvre afin d'abaisser le coût de l'ajustement. Deuxièmement, avoir une idée plus large et plus claire des avantages de la libéralisation. Si les Membres voulaient adopter avant Cancún des modalités pour les produits agricoles et non agricoles, tous – et surtout les pays en développement – devraient pouvoir évaluer approximativement comment ils profiteraient de la libéralisation des biens et des services sur leurs marchés, soit avec l'approche fondée sur une formule soit autrement.

293. Il n'était pas facile de procéder à cette analyse, mais la délégation chilienne estimait que les Membres devaient réaliser ce travail d'analyse afin de parvenir aux approximations qui permettraient d'avoir une idée plus précise de la nature des avantages éventuels. Le Secrétariat devrait employer ses capacités analytiques pour calculer les chiffres. Ces données permettraient de faire face à ces obstacles à la libéralisation et amèneraient chacun à adhérer aux avantages qu'avait promis la libéralisation. Sinon, la médiocrité des résultats amènerait les Membres à poursuivre les négociations pour la libéralisation hors du cadre de l'OMC.

294. Le représentant de l'Inde a dit que tous les travaux entrepris depuis Doha étaient inachevés et les Membres devaient maintenant les terminer en totalité avant la Conférence de Cancún, c'est-à-dire en 12 semaines de travail. À Doha, les Ministres, parfaitement conscients des contraintes de temps et de ressources qu'éprouvaient les délégations à Genève, avaient soigneusement jalonné les étapes pour la mise en œuvre du Programme de travail de Doha. N'ayant respecté aucune de ces échéances, les Membres avaient maintenant la tâche peu enviable de tenter de rattraper en quelques semaines tout le retard accumulé. La délégation indienne exhortait le Président du CNC de rencontrer le Président du Conseil général et les Présidents des divers organes afin de déterminer comment les Membres pourraient employer leur temps de la façon la plus productive, compte tenu des contraintes qu'éprouvaient les petites délégations en matière de ressources humaines et autres. Elle estimait que, par rapport aux précédentes Conférences ministérielles, les Membres accusaient un retard considérable dans les préparatifs de la Conférence de Cancún.

295. Certaines délégations s'étaient référées à leur niveau élevé d'ambition sur les questions d'accès aux marchés. Certaines avaient des ambitions élevées tandis que d'autres limitaient leurs ambitions à l'accès aux marchés pour les seuls produits non agricoles. L'Inde, à l'instar de nombreux autres pays en développement, avait des niveaux d'ambition élevés à l'égard du traitement spécial et différencié et des questions liées à la mise en œuvre, et elle recherchait aussi une solution multilatérale rapide aux problèmes des pays dotés d'une capacité manufacturière faible ou insuffisante dans le secteur pharmaceutique. La modicité des résultats dans ce domaine ne serait pas propice à un "atterrissage en douceur" à la Conférence de Cancún.

296. Comme de nombreux autres Membres, l'Inde avait des appréhensions concernant l'approche sectorielle à laquelle se référait le document sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, et elle examinait les implications de la formule proposée par le Président. Pour l'Inde et pour de nombreux autres Membres, toute formule devrait incorporer le principe de la réciprocité moins que totale et tenir compte des besoins des pays en développement en matière de finances et de développement. Qu'il s'agisse de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles ou pour les produits agricoles, la délégation attachait une grande importance à la façon dont serait réglée la question des obstacles non tarifaires. Il ne suffisait pas que les droits de douane soient bas pour assurer l'accès aux marchés. Certains pays ayant des droits relativement bas pouvaient maintenir leurs marchés effectivement fermés aux importations qui présentaient une menace pour l'industrie ou l'agriculture nationale. D'autres pays ayant des droits relativement élevés pouvaient cependant être plus largement ouverts aux importations. L'accès aux marchés était fonction d'un certain nombre de facteurs, dont les droits de douane, les subventions, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce, les procédures à la frontière, etc. Les Membres devraient tenter de régler effectivement tous ces éléments.

297. Concernant les négociations sur l'agriculture, l'Inde était en complet accord avec la Chine sur les régimes PS et les MSS dans le cadre de ces négociations. Les Membres s'étaient habitués à parler de trois piliers en matière d'agriculture, mais pour l'Inde les questions de traitement spécial et différencié, en particulier les régimes PS et les MSS, constituaient un quatrième pilier crucial sans lequel l'édifice serait incomplet.

298. Bien que les progrès réalisés dans le cadre des négociations sur les services se soient révélés relativement satisfaisants dans l'ensemble, il y avait un domaine qui présentait une valeur commerciale considérable pour l'Inde et pour divers autres pays en développement et dans lequel ils s'attendaient à des progrès, à savoir le mouvement des personnes physiques, secteur où les pays en développement possédaient un avantage comparatif. Ces pays s'intéressaient particulièrement aux engagements concernant des catégories de mouvements découplés d'une présence commerciale, tels que ceux des professionnels indépendants et des fournisseurs de services contractuels, mais ce découplage semblait absent de beaucoup d'offres initiales. Diverses questions telles que l'examen des besoins économiques, la parité salariale, les procédures de délivrance de visas et la reconnaissance des

qualifications devraient être réglées pour permettre un accès effectif aux marchés en mode 4. Des améliorations considérables étaient nécessaires en ce qui concernait les prescriptions de notification au titre de l'article VII de l'AGCS au sujet des accords de reconnaissance mutuelle et la nécessité de fournir l'occasion aux pays en développement de se joindre aux négociations déjà en cours.

299. De nombreuses délégations avaient signalé dans leurs interventions que l'examen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends avait donné lieu à de nombreux et difficiles travaux, et que le texte du Président de la Session extraordinaire contenait certaines propositions utiles, mais des travaux complémentaires seraient encore nécessaires. L'Inde, de même que quelques autres délégations, éprouvait de graves problèmes conceptuels à l'endroit de certaines des questions figurant dans le texte du Président, et elle constatait avec préoccupation que l'élément qui, dans la proposition conjointe sur les frais de procédure, concernait le traitement spécial et différencié avait été modifié de telle façon qu'il pourrait être utilisé contre les pays en développement eux-mêmes. L'Inde pouvait faire preuve de souplesse quant aux travaux futurs qui pourraient être réalisés au sujet de ces négociations sous la direction du Conseil général et elle était d'accord avec la proposition du Président du CNC à cet égard.

300. L'Inde n'avait pas l'habitude de soulever les questions de Singapour dans les délibérations du CNC car ces questions étaient étrangères au mandat du CNC, tandis que les groupes de travail compétents et le Conseil du commerce des marchandises faisaient rapport au Conseil général. Toutefois, étant donné que ces questions avaient été soulevées dans des interventions prononcées à la présente réunion dans le contexte des questions de développement concernant la Conférence de Cancún, le représentant de l'Inde souhaitait énoncer les positions de son pays de façon absolument claire et réitérer certains des points qu'il avait exposés à la réunion informelle tenue le vendredi précédent par le Président du Conseil général.

301. L'Inde s'était opposée à l'ouverture de ces négociations à Doha. Toutefois, certains partenaires commerciaux portaient un intérêt à ces questions et les Membres avaient décidé d'entreprendre un processus de clarification ciblé afin qu'une décision puisse être prise à Cancún quant au lancement des négociations. Il était clairement entendu, comme l'avait déclaré le Président à Doha, qu'une décision par consensus explicite serait nécessaire avant que les négociations ne puissent commencer. La déclaration du Président était en fait la réitération de la décision, prise à la Conférence ministérielle de Singapour, de ne lancer les négociations qu'après l'adoption d'une décision par consensus explicite. Pour pouvoir prendre une décision sur une question de Singapour, les Membres devaient être absolument certains de la substance de chacune de ces questions. Le processus de clarification visait à assurer que les questions de Singapour seraient convenablement définies. En entreprenant ce processus de clarification, l'Inde était animée du désir authentique de présenter ses préoccupations et d'écouter le point de vue de ses partenaires commerciaux. Sur chacune de ces questions, l'Inde avait présenté diverses communications et prononcé des interventions soulignant des préoccupations et problèmes.

302. Comme l'intervenant l'avait indiqué le vendredi précédent, la situation de la plupart des questions manquait de clarté. Par exemple, la portée et la définition des investissements étaient encore inconnues. La question de savoir si elles seraient limitées aux investissements étrangers directs amenant une expansion importante des échanges, ou si elles comprendraient les investissements de portefeuille d'autres formes de mouvements de capitaux à court terme, restait sans réponse. On ne savait toujours pas comment seraient traitées les obligations des investisseurs et les mesures de coercition du pays d'origine.

303. S'agissant de la transparence des marchés publics, on ne savait pas avec certitude comment la "règle du caractère raisonnable" serait appliquée à l'endroit des cartels internationaux ou nationaux, ni quels types d'ententes injustifiées seraient interdits, ni comment ces ententes seraient définies. Il existait des différences d'opinions entre Membres quant à savoir si la coopération entre les autorités

chargées de la concurrence serait facultative ou obligatoire. Les niveaux de seuils des marchés publics qui seraient compris dans un cadre multilatéral sur la transparence des marchés publics restaient à déterminer, et on ne savait même pas s'ils s'appliqueraient à des entités autres que les administrations centrales. Les Membres suivaient des approches très différentes pour appliquer le principe de la non-discrimination aux politiques en matière d'investissement et de concurrence et aux marchés publics. De même, on observait de fortes différences dans les dispositions de balance des paiements et dans la flexibilité dont disposaient les pays Membres. Des vues différentes avaient aussi été exprimées quant à savoir si les règles qui seraient mises au point seraient impératives ou non.

304. On pouvait faire valoir que ces questions seraient réglées par voie de négociations. Toutefois, l'Inde avait de fortes réserves à engager des négociations en l'absence d'une entente préalable concernant la nature et la structure de l'accord qui en résulterait. Pour le moment, il n'y avait que de vagues idées et des concepts nébuleux sur les questions de Singapour. Il fallait s'attendre à ce que le processus de clarification étofferait ces concepts. Malheureusement, cela ne s'était pas produit. La décision prise à Doha d'engager un processus de clarification n'était pas un simple exercice rituel destiné à tuer le temps jusqu'à ce que des négociations puissent être lancées à Cancún. L'expérience que l'Inde avait acquise de l'OMC ne lui donnait pas suffisamment confiance pour s'engager les yeux fermés dans des négociations.

305. L'Inde ne croyait pas que les modalités consistaient en un ensemble de procédures ou en une structure dépouillée à inclure dans les négociations. Les modalités fournissaient la structure et le modèle qui déterminaient l'orientation et la nature des engagements et des obligations. Si les Ministres avaient voulu simplement indiquer les têtes de chapitre des questions à négocier et établir un calendrier, ils auraient aussi bien pu le faire à Doha. Le Président du Conseil général avait entrepris un autre exercice sur ces questions avec l'aide des Présidents des organes concernés agissant comme "groupe d'amis". L'Inde participerait aussi de façon constructive à cet exercice, de même qu'elle avait participé aux délibérations des groupes de travail et du CCM. Comme la Malaisie l'avait mentionné à plusieurs occasions, l'Inde ne voyait pas non plus de lien quel qu'il soit en ce qui concernait les questions de Singapour. Il s'agissait de questions indépendantes les unes des autres, à régler selon leurs mérites, mais l'Inde était convaincue de la validité de ces mérites.

306. Le représentant de la République tchèque a dit que les rapports des Présidents et les déclarations des Membres révélaient manifestement que l'état d'avancement des négociations du Programme de Doha pour le développement et des préparatifs de la Conférence de Cancún n'était guère motif de satisfaction. Les Membres devraient être préoccupés par l'absence de progrès dans plusieurs domaines et par le nombre croissant d'échéances manquées. Cela ne signifiait cependant pas que la situation soit sombre et qu'aucun effort n'ait été réalisé pour sortir des principales impasses. Malgré tous les revers et les échéances manquées, les Membres s'étaient abstenus d'insister sur les liaisons négatives et restaient engagés et résolus à achever le cycle dans les délais prévus. Le succès, à Cancún et au-delà exigeait un regain d'engagement et de bonne volonté de la part de tous pour que les négociations passent à la vitesse supérieure. Une nouvelle impulsion politique était nécessaire et l'engagement pris la semaine précédente à Évian par le G-8 et par d'autres pays d'imprimer un élan nouveau au processus de Cancún allait dans la bonne direction.

307. Dans les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, malgré les efforts du Président du Groupe de négociation, les Membres n'avaient pu parvenir à un accord sur les moyens de réduire ou, le cas échéant, éliminer les droits de douane et les obstacles non tarifaires sur les produits non agricoles. Quelques points de convergence semblaient apparaître, sur lesquels il serait possible de faire fond d'ici à la Conférence de Cancún. Les Membres étaient plus proches d'une entente sur une approche de base au centre de laquelle se trouvait une formule unique pour une réduction générale des droits de douane avec la participation de tous les Membres.

308. Celle qu'avait proposée le Président n'avait pas suscité un consensus général en raison des nombreuses préoccupations exprimées quant à ses implications. Pour la République tchèque, l'élément le plus préoccupant était la proposition d'utiliser dans la formule le taux moyen de droits de douane d'un pays comme variable, et elle éprouvait de graves doutes quant à son potentiel comme moyen de régler les différences existantes entre les niveaux d'ouverture effective des marchés et de comprimer les tarifs dans une plage plus étroite, sans oublier les crêtes tarifaires et les droits élevés. Tout en reconnaissant qu'il serait bon de compléter la formule par une approche fondée sur une élimination sectorielle, sa délégation aurait des difficultés à accepter les secteurs identifiés jusqu'ici tant qu'elle ne connaîtrait pas plus clairement la formule à employer. Pour sa délégation, le moment n'était pas encore venu de cibler tels ou tels produits ou groupes de produits pour l'élimination des droits de douane.

309. D'autres éléments du document du Président préoccupaient aussi la délégation de la République tchèque, notamment ceux qui concernaient la modicité des niveaux d'ambition dans le domaine des consolidations tarifaires. L'intervenant tenait cependant à assurer le Président que la délégation de son pays appuyait pleinement ses efforts en vue de trouver une approche équilibrée entre les positions des Membres et il était convaincu qu'en cherchant une telle approche tous les Membres souhaitaient parvenir à un niveau élevé de qualité et d'ambition en matière d'accès aux marchés.

310. Le Président de la Session extraordinaire de l'ORD s'était vu confier une tâche extrêmement éprouvante et il ne saurait être tenu pour responsable de l'absence d'accord à l'échéance prévue, pas plus que les Membres car c'était simplement la nature du terrain qui s'était révélée beaucoup plus difficile que prévu à l'origine. La République tchèque n'était pas un usager fréquent du système de règlement des différends, mais elle portait un grand intérêt systémique au bon fonctionnement du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, or l'élément le plus important de cet exercice continu d'élaboration de règles avait toujours été la qualité des changements à réaliser. La République tchèque avait toujours été en faveur d'une approche globale et c'était ainsi qu'elle comprenait les négociations auxquelles elle participait depuis un certain temps.

311. Ces négociations ne visaient pas simplement à faire ce qui semblait faisable ou à régler des questions présentant une bonne probabilité de consensus. Comme dans tout autre domaine, elles portaient sur des propositions spécifiques présentées par divers Membres et sur leur droit, en droit et en procédure, de les débattre en vue de trouver des solutions qui répondent à leurs divers points de vue et intérêts. Étant donné qu'un certain nombre de questions exigeaient un complément d'examen, les Membres n'avaient d'autre choix que de poursuivre leur route ensemble jusqu'à ce qu'ils parviennent à une issue convenue, et c'était là ce que les Membres semblaient disposés à faire. La République tchèque encourageait tous les partenaires à faire preuve d'un niveau suffisant de pragmatisme et de compréhension pour les positions des autres lorsqu'ils étudieraient la façon de poursuivre leurs travaux. Cela supposait que toutes les délégations s'abstiennent d'essayer de retreindre la portée des négociations à venir sur les questions contenues dans le texte du Président. Les propositions qui n'avaient pas encore trouvé leur place devraient faire l'objet d'un traitement égal et mobiliser le même degré d'attention. La République tchèque pouvait se joindre à la proposition du Président du CNC pour les semaines à venir et elle était convaincue qu'elle aboutirait à un résultat acceptable pour tous. L'objectif d'un système renforcé de règlement des différends valait bien un effort supplémentaire.

312. Pour ce qui concernait l'agriculture, la délégation de la République tchèque appréciait les utiles travaux techniques accomplis sous l'égide du Président de la Session extraordinaire. Ces travaux étaient nécessaires pour permettre aux Ministres de se concentrer sur les questions qui exigeaient des décisions politiques, et toute transaction dans ce domaine ne fonctionnerait qu'à la condition qu'elle prenne convenablement en compte les intérêts de tous les Membres. En outre, il fallait reconnaître que le changement, s'il en était besoin, devait se produire ailleurs. S'agissant des

services, la délégation était d'accord avec les nombreux intervenants qui avaient déclaré que les négociations s'étaient déroulées harmonieusement, mais les Membres ne devaient pas perdre de vue que le plus difficile restait à faire.

313. S'agissant des indications géographiques, la délégation de la République tchèque estimait que c'était là un domaine dans lequel les Ministres réunis à Cancún devraient prendre des mesures appropriées, en ce qui concernait tant le système d'enregistrement que l'extension de la protection. Pour la République tchèque, ces deux éléments étaient parties intégrantes de l'engagement unique et ils représentaient des ingrédients essentiels pour réussir au Mexique. En réponse aux craintes exprimées par le Chili quant à une réouverture de l'Accord sur les ADPIC au sujet de la portée des indications géographiques, l'intervenant a signalé que la délégation de son pays n'était pas d'accord. En entérinant le rapport 1996 du Conseil des ADPIC, les Ministres avaient admis que l'examen de l'article 24:2 concernait aussi la question de la portée et, depuis lors, un groupe de pays, y compris la République tchèque, faisaient progresser à grands pas les négociations dans ce domaine.

314. La délégation de la République tchèque accueillait avec plaisir la communication présentée par la Colombie au nom d'un certain nombre de pays en développement. Ce document, qui imprimait une impulsion nécessaire au processus en cours, témoignait du souci de ces pays pour le système commercial multilatéral et le succès de la Conférence ministérielle de Cancún. La délégation convenait que les Membres devaient tenir leur promesse de placer la dimension développement au centre du Cycle et elle appréciait l'objectif consistant à mieux intégrer les pays en développement au système commercial multilatéral, de même que la nécessité d'assurer la transparence. Tout en appuyant le concept d'un ensemble de mesures généralement équilibré, elle estimait qu'il fallait rechercher cet équilibre dans les diverses questions. La délégation pourrait avoir des doutes ou des préoccupations quant à certains aspects du document, mais les Membres devaient s'efforcer d'établir un équilibre approprié entre l'objectif consistant à assurer un traitement spécial et différencié à ceux qui en avaient besoin et la nécessité d'apporter tous leur contribution pour remporter le prix du succès à Cancún.

315. La représentante de la Thaïlande a dit que sa délégation s'associait à la présentation que la Colombie avait faite de la communication conjointe. Les orientations fondamentales proposées dans ce document devaient être prises au sérieux dès maintenant afin de préserver et de renforcer l'élan des négociations. Lors de la réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, qui s'était tenue en Thaïlande la semaine dernière, la Thaïlande avait été encouragée par le soutien que les ministres de l'APEC avaient exprimé en faveur du Programme de Doha pour le développement. Ils avaient indiqué qu'il fallait progresser au sujet du programme économique fondamental et que la réforme de la politique agricole commune entreprise par l'Union européenne constituerait un pas dans ce sens. Ils avaient affirmé également que la réussite du Programme de Doha pour le développement dépendrait en grande partie des progrès accomplis dans les domaines de l'agriculture, de l'accès aux marchés pour les produits et les services et des questions liées au développement et s'étaient engagés à collaborer afin que le Programme de Doha pour le développement se conclue sur un succès le 1^{er} janvier 2005. La délégation thaïlandaise avait demandé que la déclaration faite par le Président de la réunion soit distribuée à tous les Membres.¹

316. S'agissant de l'agriculture, tout en se félicitant des consultations menées sur les travaux techniques relatifs aux diverses questions, nécessaires pour parachever les modalités, la délégation thaïlandaise était d'accord avec le Président du Comité de l'agriculture sur le fait qu'un certain assouplissement des positions et une évolution de ces négociations étaient indispensables d'ici à la fin du mois de juin ou au début du mois de juillet, au plus tard. Les Membres devraient être en mesure de parvenir à des niveaux d'ambition élevés dans le domaine de l'accès aux marchés pour les produits

¹ Distribuée ultérieurement dans le document WT/L/520.

agricoles s'ils n'accordaient pas de subventions ou de mesures de soutien ayant pour effet de fausser les échanges. Il était impératif que ces négociations évoluent de manière positive pour que les négociations menées dans d'autres domaines, notamment celui de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les services, puissent progresser, le niveau d'ambition à ce niveau étant déterminant pour les autres domaines.

317. En ce qui concerne l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la proposition du Président du Groupe de négociation pourrait servir de base pour poursuivre les négociations, même si le traitement spécial et différencié et le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour les pays en développement n'avaient pas été encore incorporés dans la formule. La délégation thaïlandaise était prête à travailler avec le Président en vue d'affiner cette formule et la faire accepter par tous les Membres. Néanmoins, si ces négociations aboutissaient à un résultat positif avant la Conférence de Cancún, les Membres devraient engager dès maintenant des discussions sérieuses et complètes et se montrer prêts à faire des compromis et à fournir des contributions constructives si nécessaire. Les négociations sur les droits de douane ne pourraient être menées à bien si les négociations sur les obstacles non tarifaires étaient négligées.

318. Pour ce qui est des services, les négociations progressaient pour l'heure de manière satisfaisante à en juger par le nombre d'offres qui avaient été soumises et celles qui le seraient bientôt. Cependant, le volet accès aux marchés des négociations ne représentait qu'une face de la médaille. L'autre face, à savoir le volet élaboration de règles, des négociations sur les services, en d'autres termes la réglementation nationale, les sauvegardes et les subventions, ne progressait que très lentement. La délégation thaïlandaise espérait que, lorsque les Ministres feraient à Cancún le bilan des progrès accomplis jusqu'à présent en ce qui concerne les négociations sur les services, ils constateraient que les avancées étaient équilibrées. Les pays en développement devraient obtenir aussi un accès dans les domaines où ils exportaient, par exemple le tourisme, la construction et le mode 4, les négociations sur les règles et réglementations devant également progresser parallèlement aux négociations sur l'accès aux marchés.

319. S'agissant du règlement des différends, la délégation thaïlandaise reconnaissait qu'il serait difficile d'aplanir les divergences qui régnaient entre les Membres d'ici à mai 2003 et, compte tenu des progrès substantiels enregistrés dans les négociations, elle était favorable à ce que ces négociations se poursuivent au-delà de l'échéance de mai, en limitant la portée aux propositions faites avant cette date. Enfin, l'oratrice souhaitait insister à nouveau sur le fait que l'accord sur les modalités en vue de nouveaux engagements dans l'agriculture serait essentiel pour garantir le succès de la Conférence ministérielle de Cancún dans la mesure où il ouvrirait la porte à d'autres accords, dans d'autres domaines de négociation.

320. Le représentant de la Suisse a indiqué que la communication conjointe présentée par la Colombie abordait un certain nombre de concepts importants et que sa délégation était d'accord avec un grand nombre des arguments avancés, en particulier sur le principe d'équilibre, stipulant qu'aucun secteur ne saurait être isolé des autres, aussi bien dans l'évaluation des résultats que dans la conduite du processus de négociation. Faire dépendre le sort de l'ensemble de la négociation de progrès sur un ou plusieurs sujets particuliers serait une erreur fatale. Cette posture avait déjà sonné le glas de la réunion de Seattle, et la délégation suisse espérait que les Membres sauraient faire preuve de réalisme et qu'ils chercheraient à avancer sur l'ensemble du front de la négociation pour amener tous les sujets au même degré de maturité à Cancún.

321. Conformément à la Déclaration de Doha, la Suisse considérait que les préoccupations des pays en développement revêtaient une importance centrale et qu'à cet égard on ne soulignerait jamais assez que les négociations lancées à Doha, notamment sur l'accès aux marchés, leur offraient une occasion unique de promouvoir leur intégration dans le commerce mondial. Les initiatives du Président du Conseil général avaient insufflé un dynamisme nouveau aux travaux sur le traitement

spécial et différencié et la délégation suisse espérait que des progrès tangibles seraient enregistrés dans les prochaines semaines. En ce qui concerne les questions de mise en œuvre, elle était déterminée à contribuer à l'élaboration de solutions mutuellement satisfaisantes et saluait les efforts entrepris par le Président du CNC sur l'extension de la protection des indications géographiques, un sujet qui intéressait aussi bien les pays en développement que les pays développés.

322. Au cours des 18 derniers mois, la Session extraordinaire de l'ORD, et surtout son Président, avait fait un effort considérable pour conclure un accord. Malheureusement, les Membres n'étaient pas encore parvenus à un niveau d'entente qui permettrait de soumettre un texte final acceptable pour tous. Le texte du Président constituait une excellente base pour la poursuite du processus et la Suisse était prête à continuer de travailler sur la base de ce texte en vue de parvenir à un résultat tangible dans le cadre de ces négociations. La délégation suisse était cependant convaincue que le mandat énoncé au paragraphe 30 de la Déclaration ministérielle de Doha, quelle que soit la lecture qu'on en faisait, prévoyait une date butoir qui n'empêchait néanmoins pas la poursuite des négociations au-delà du mois de mai, de sorte qu'il n'était pas nécessaire d'établir un nouveau mandat pour poursuivre les travaux de clarification et d'amélioration du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Eu égard à la divergence de vues sur ces questions, certains avaient proposé que le CNC prenne une décision sur la question de savoir si un nouveau mandat était nécessaire ou non. Cependant, dans les intervalles séparant les sessions des conférences ministérielles, c'est au Conseil général, et non au CNC, qu'il appartenait de remplir les fonctions définies par les Ministres, de sorte que c'était le Conseil général qui devrait prendre une décision sur toute question liée à la prolongation.

323. La Conférence ministérielle de Cancún ayant déjà un programme de travail très lourd sur une large gamme de questions, il était essentiel de ne pas surcharger l'ordre du jour de Cancún; les Membres seraient donc mieux avisés de résoudre ce problème à la prochaine réunion du Conseil général. S'agissant des travaux futurs concernant le réexamen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, la délégation suisse partageait le point de vue d'autres Membres selon lequel il faudrait fixer une nouvelle échéance pour la fin de ces travaux, échéance qui refléterait le fait que ce réexamen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends ne ferait pas partie de l'engagement unique et qui serait suffisamment éloignée pour que les Membres puissent s'acquitter de cette tâche. La délégation suisse proposait de fixer le délai au printemps prochain; toutefois, si les Membres avaient besoin de plus de temps pour achever le réexamen, ils devraient faire preuve de bonne volonté et de bonne foi et fixer un délai plus reculé.

324. Dans le cadre des négociations sur les services, un peu moins d'une trentaine de Membres, dont un nombre significatif de pays en développement, avaient déjà fait parvenir leurs offres à leurs partenaires. Cela pouvait être considéré comme positif, dans la mesure où les négociations étaient véritablement entrées dans le vif du sujet lors de la série de réunions qui s'étaient achevées il y a deux semaines. La délégation suisse souhaitait faire observer que le niveau d'ambition des offres était très inégal et elle considérait qu'un niveau d'ambition raisonnablement élevé devrait être la règle afin d'assurer le succès des négociations. La Suisse estimait que les discussions bilatérales avaient été dans l'ensemble très constructives, ce qui témoignait du sérieux et de l'intérêt bien compris de tous les Membres à avancer sur ce dossier clé du Cycle de Doha. Cela étant, il importait que le nombre de Membres activement impliqués dans les discussions augmente de manière significative jusqu'à Cancún, afin que les négociations sur l'AGCS finissent par prendre l'indispensable vitesse de croisière qui amènerait l'Organisation à des résultats concrets et substantiels à l'échéance de 2005. L'accent porté à ce stade sur les négociations bilatérales ne devait cependant pas faire oublier qu'au niveau multilatéral d'autres travaux importants étaient en cours, surtout en ce qui concerne les modalités pour les PMA.

325. S'il ne faisait aucun doute que les négociations sur l'agriculture constituaient un enjeu fondamental pour les pays en développement, il en allait de même pour nombre de pays développés, dont la Suisse. Actuellement, elles balbutiaient dans l'attente de certaines décisions importantes. La

délégation suisse souhaitait aboutir à Cancún à un résultat équilibré, qui s'inscrive dans la continuation du processus engagé par le Cycle d'Uruguay, et non pas en rupture de ce processus. La Suisse était résolue à poursuivre la réforme à un rythme et au moyen d'instruments qui, conformément au mandat de Doha, préservassent les fonctions non commerciales de l'agriculture. Le texte présenté par le Président de la Session extraordinaire ne répondait pas à ces critères et la Suisse espérait qu'il serait possible de procéder aux rééquilibrages qui s'imposaient afin de parvenir à un accord à Cancún.

326. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les discussions qui avaient eu lieu la semaine précédente sur la base du document établi par le Président avaient permis aux Membres d'examiner un certain nombre de points sensibles sur lesquels il s'agissait maintenant de concentrer les efforts. Le temps à disposition jusqu'à Cancún devait être mis à profit par les Membres pour préciser et améliorer ces premiers éléments de modalités, de sorte à fournir aux Ministres une base de décision solide.

327. En ce qui concerne les questions de Singapour, les préparatifs lancés par les Présidents du Conseil général et du CNC venaient à point nommé. Il était en effet urgent qu'un processus politique prenne le relais des activités techniques menées dans les différents groupes de travail. L'objectif découlait de la Déclaration de Doha, et il était clair et indiscutable que les Membres devaient préparer des modalités de négociation afin de permettre aux Ministres de prendre une décision. La délégation suisse considérait que ces travaux devraient s'inspirer d'un certain nombre de principes: 1) les Membres devraient œuvrer dans le cadre d'un processus cohérent intégrant les quatre questions; 2) il ne s'agissait pas de réinventer la roue, mais de s'inspirer, dans toute la mesure possible, de ce qui avait déjà été convenu par les Membres; 3) les Membres devraient s'abstenir de chercher à prénégocier les résultats; il faudrait donc trouver un équilibre entre ce troisième principe et le degré de précision des mandats de négociation. La délégation suisse avait écouté la déclaration de l'Inde sur certains points spécifiques découlant des questions de Singapour et pensait que les questions particulières que ce pays avait soulevées devraient figurer parmi les sujets de négociation.

328. S'agissant de l'accès aux médicaments, la Suisse entendait œuvrer à l'élaboration d'une solution avant la Conférence de Cancún qui concilierait deux objectifs: d'une part, améliorer l'accessibilité des médicaments dans les pays pauvres et, d'autre part, faire en sorte que la protection par brevet continue de promouvoir la recherche-développement de nouvelles thérapies. La solution passerait par une segmentation efficace des marchés et s'appuierait sur un système de solidarité entre les pays à hauts revenus et les pays à bas revenus.

329. En ce qui concerne la question des indications géographiques, il subsistait encore des désaccords profonds entre les Membres, les approches proposées divergeant diamétralement en ce qui concerne la nature et le statut juridique du registre. Cette situation était préoccupante si l'on songeait que les négociations devaient être menées à terme d'ici à la Conférence de Cancún. Pour la Suisse, il importait que l'instrument qui serait élaboré ait force obligatoire pour permettre une protection juridique efficace des indications géographiques pour les vins et les spiritueux.

330. Le représentant du Costa Rica a déclaré que le texte que le Président de la Session extraordinaire de l'ORD avait soumis aux Membres le 28 mai représentait une bonne base pour parvenir à un accord dans les délais fixés à Doha. Il reflétait en effet les positions et les intérêts de la majorité des Membres, et le Costa Rica pensait qu'il contenait les éléments nécessaires pour dégager un consensus et exécuter le mandat assigné par les Ministres. C'est pour cette raison que sa délégation espérait que les travaux se poursuivraient sur la base de ce texte et que les Membres seraient à même de terminer prochainement le réexamen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. La délégation costa-ricienne était prête à étudier les diverses options possibles pour la poursuite des travaux, pour autant qu'elles n'aillent pas à l'encontre du principe selon lequel ces négociations ne s'inscrivaient pas dans le cadre de l'engagement unique.

331. Le Costa Rica espérait que les résultats seraient élevés dans les négociations sur l'accès aux marchés car il dépendait de la croissance économique et du développement de tous les pays; le gouvernement costaricien ne serait pas satisfait si des résultats ambitieux n'étaient pas atteints pour les trois piliers de l'agriculture, conformément au mandat de Doha. Le Président du Burkina Faso avait parlé de l'effet dévastateur qu'avaient les subventions à l'agriculture sur des producteurs efficaces des pays en développement et des PMA. La délégation costa-ricienne pensait que les négociations en cours permettraient de trouver une solution rapide aux graves distorsions provoquées par les subventions.

332. Les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles devraient elles aussi tendre à un niveau d'ambition élevé, qui permettrait d'accroître sensiblement les échanges, y compris les échanges Sud-Sud. Une étude financée par le gouvernement des Pays-Bas, présentée tout récemment pendant une réunion informelle, montrait que l'ensemble des avantages découlant du Cycle de Doha pour les pays en développement se traduisaient essentiellement par des améliorations dans les domaines de l'agriculture et de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, ce qui représentait un résultat important.

333. Le texte établi par le Président du Groupe de négociation contenait un certain nombre d'éléments qui permettraient aux Membres d'avancer dans la bonne direction. Cependant, il contenait aussi des éléments qui devaient être révisés car certains pourraient engendrer des divergences importantes parmi les pays en développement du fait qu'ils ne tenaient pas compte des différents niveaux de développement, par exemple la possibilité de ne pas consolider les droits de douane inférieurs à 5 pour cent. La délégation costa-ricienne souhaitait souligner qu'il était plus important d'avancer dans la bonne direction plutôt que de simplement avancer. Il était tout à fait louable de s'efforcer de répondre aux intérêts de tous, mais ces efforts devraient s'inscrire dans le respect des rôles existants et se fonder sur les objectifs de développement à long terme.

334. Les Membres devraient avoir pour objectif d'atteindre des niveaux de développement plus élevés grâce au commerce international; la délégation costa-ricienne était donc surprise d'entendre certains Membres déclarer que les préférences ne devraient pas être affaiblies dans le cadre des négociations sur l'accès aux marchés. La recherche d'un consensus à court terme ne devrait pas faire perdre de vue l'objectif ultime du développement, ni les considérations importantes qui avaient présidé à l'adoption de la Clause d'habilitation. Le paragraphe 3 b) de cette clause disposait que les préférences ne devraient pas constituer une entrave à la réduction ou à l'élimination de droits de douane ou d'autres restrictions au commerce sur la base du traitement de la nation la plus favorisée. Ce principe s'appliquait tant aux négociations sur l'agriculture que sur les produits non agricoles. Si les pays en développement Membres devaient procéder à un ajustement à la suite d'un affaiblissement des préférences, le Costa Rica préférerait que la Banque mondiale et le FMI les aident à le faire. Le Costa Rica estimait que les résultats des négociations sur l'accès aux marchés devraient avoir un effet positif sur les toutes les économies; or, pour ce faire, les règles, et en particulier les règles antidumping, devraient être renforcées.

335. En ce qui concerne les questions liées au développement, le Costa Rica a réitéré son appui en faveur des travaux menés par les Présidents du Conseil général et du CNC sur le traitement spécial et différencié et les questions liées à la mise en œuvre qui, il en était sûr, porteraient leurs fruits avant la cinquième session de la Conférence ministérielle. S'agissant de l'Accord sur les ADPIC et de la santé publique, il était essentiel de trouver une solution dès que possible. La dimension développement était absolument fondamentale dans l'ensemble de résultats du Cycle de Doha, et la délégation costa-ricienne partageait la vision que présentait le document soumis par la Colombie et d'autres pays.

336. Le Costa Rica se félicitait que le Président du Conseil général ait engagé un processus de consultation sur les questions de Singapour. Ces questions figuraient au programme de travail depuis ces huit dernières années et la phase d'étude s'était révélée utile. Les quatre questions pouvaient

désormais aborder la phase de négociation. Dans le cadre de ces consultations, il importait d'accomplir des progrès qui permettraient de prendre à Cancún des décisions sur les modalités de négociation des quatre questions. Enfin, le Costa Rica souhaitait se rallier aux déclarations faites par d'autres Membres sur la nécessité de trouver un équilibre général, conforme à l'engagement unique, dans le cadre de l'ensemble des résultats du Cycle de Doha.

337. La représentante du Botswana, intervenant au nom du Groupe ACP, a indiqué que la Conférence de Cancún aurait lieu dans trois mois et que le Groupe ACP était préoccupé par le fait que les progrès concernant la mise en œuvre de certains éléments majeurs du programme de travail de Doha demeuraient limités. La lenteur des progrès sur certains dossiers ainsi que le non-respect d'une série de délais risquaient de surcharger le programme de travail à Cancún et d'aggraver encore plus les difficultés des petites délégations du fait de leurs capacités limitées, que ce soit pendant la Conférence ministérielle ou au cours des négociations qui suivraient Cancún. Eu égard à cette situation difficile, le Groupe ACP appelait toutes les délégations à faire tous les efforts possibles dans les jours à venir afin de progresser sur le plus grand nombre de questions en suspens possible, en particulier sur le traitement spécial et différencié, les questions de mise en œuvre, l'agriculture, les services, les règles, le commerce et l'environnement, les petites économies et l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, questions importantes pour les pays en développement d'une manière générale.

338. Le Groupe ACP a invité les autres Membres de l'OMC à veiller à ce que la question de l'Accord sur les ADPIC et de la santé publique soit traitée de manière satisfaisante avant la Conférence ministérielle de Cancún. Il avait souligné à plusieurs occasions l'importance pour les délégations de cette question, qui avait une grave incidence liée à la perte d'un grand nombre de vies humaines. Le Groupe ACP était prêt à poursuivre les discussions en vue de trouver une solution multilatérale durable, contraignante d'un point de vue juridique, et qui ne restreindrait en aucune manière la flexibilité et la portée de la Déclaration de Doha.

339. Le Groupe ACP partageait la déception exprimée par d'autres Membres du fait que la Session extraordinaire de l'ORD ne soit pas parvenue à un consensus sur les propositions d'amélioration et de clarification du Mémoire d'accord sur le règlement des différends avant l'échéance de mai 2003 fixée au paragraphe 30 de la Déclaration de Doha. La Session extraordinaire avait commencé à enregistrer quelques progrès et, pour ne pas perdre l'élan imprimé à ses travaux, le Groupe recommandait de poursuivre les négociations sur la base du texte du Président. Ce dossier préoccupait particulièrement le Groupe dans la mesure où un grand nombre des propositions portaient sur les améliorations qui devaient être apportées au Mémoire d'accord sur le règlement des différends en vue de rendre le mécanisme de règlement des différends plus accessible aux pays en développement et plus efficace d'une manière générale. Le Groupe partageait le point de vue du Président du CNC selon lequel le mandat de la Session extraordinaire devrait être prolongé pour faciliter l'achèvement des travaux importants qu'elle avait entamés.

340. Les discussions sur les questions de Singapour confirmaient que chacune de ces questions présentait des aspects et des difficultés qui lui étaient propres, et le Groupe ACP devait encore se convaincre du bien-fondé de l'élaboration de disciplines multilatérales dans ces domaines à ce stade. L'intérêt particulier que portait le Groupe ACP au développement l'incitait à évoquer par ailleurs les activités menées par le Groupe de travail sur le commerce et le transfert de technologie. Il était essentiel que ces activités se poursuivent eu égard à l'importance de la technologie pour le développement à long terme de pays tels que ceux qui faisaient partie du Groupe. Le Groupe était favorable à un examen, entre autres choses, des problèmes qui entravaient le transfert de technologie ainsi que de la question des droits de douane élevés qui frappaient les produits de la technologie.

341. Le Groupe était déçu que le délai fixé dans la Déclaration de Doha pour l'adoption de modalités concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles n'ait pas pu être respecté. Le projet de modalités examiné actuellement ne répondait pas de manière appropriée aux besoins du

Groupe ACP et d'autres pays en développement. Le Groupe craignait en particulier qu'il ne tienne pas compte des effets possibles de la libéralisation sur les pays en développement qui bénéficiaient actuellement de préférences. Des réductions importantes et rapides des droits de douane auraient une incidence négative significative sur les politiques industrielles de ces pays, ainsi que sur les recettes publiques. Pour pouvoir faire l'objet d'un consensus, ce projet de modalités devrait tenir compte de ces paramètres, ainsi que d'autres questions importantes pour les pays en développement. Le Groupe espérait que le Président de la Session extraordinaire poursuivrait ses consultations afin de trouver une solution qui conviendrait à tous les Membres.

342. Enfin, l'oratrice souhaitait souligner le ferme engagement du Groupe ACP en faveur du processus de négociation et sa volonté de coopérer avec les autres Membres de l'OMC afin de parvenir à des résultats solides avant Cancún. Ce processus préparatoire devrait être transparent, équilibré et ouvert afin de garantir le succès de la prochaine Conférence ministérielle. Il était essentiel que l'engagement de l'OMC en faveur des aspects liés au développement du programme de travail de Doha se traduise de manière tangible.

343. La représentante du Kenya a fait observer que, malgré les efforts déployés activement par un grand nombre des groupes de négociation, les progrès ne répondaient pas aux attentes. Sa délégation relevait avec préoccupation que le projet d'éléments des modalités établi par le Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés ne tenait pas compte des préoccupations légitimes et des questions de fond soulevées par la plupart des pays en développement. La formule proposée ne permettrait pas de réaliser l'objectif d'une réciprocité qui ne soit pas totale et son application aurait des effets désastreux pour les économies de ces pays.

344. Même si le travail consistant à affiner et à ajuster les éléments de base promettait d'être considérable eu égard à la divergence des vues exprimées par les Membres, la délégation kényenne souhaitait que les modalités contiennent des dispositions efficaces en matière de traitement spécial et différencié. L'approche fondée sur une formule devrait englober le principe de la réciprocité qui ne soit pas totale, et les dispositions devraient prévoir des mécanismes visant à pallier la suppression de préférences découlant de la libéralisation des droits de douane envisagée. Le problème des obstacles non tarifaires devrait également être abordé efficacement, et l'élargissement de la portée de la consolidation concernant les positions non consolidées devrait être traité comme une concession et, en tant que telle, ne pas être assujettie à d'autres disciplines.

345. S'agissant des services, la délégation kényenne a pris note du rapport du Président de la Session extraordinaire, ainsi que du nombre restreint de Membres qui avaient, jusqu'à présent, soumis des offres initiales. Le nombre peu élevé des offres soumises tenait en partie aux difficultés que des pays en développement tels que le Kenya rencontraient pour débloquer des ressources suffisantes en vue d'évaluer les demandes en matière d'accès aux marchés et d'élaborer des offres, ainsi qu'au fait que les négociations étaient en retard dans d'autres domaines fondamentaux, des délais importants ayant été manqués. Par ailleurs, l'examen de certaines offres initiales avait révélé un déséquilibre considérable par rapport aux exigences imposées aux pays en développement. Les offres diffusées jusqu'à présent prévoyaient des engagements insuffisants en matière d'accès aux marchés, en particulier dans les domaines présentant un intérêt pour les pays en développement, et se limitaient à consolider le statu quo au lieu de proposer une véritable libéralisation.

346. Le lien existant entre les négociations sur l'accès aux marchés dans le domaine des services et les négociations actuellement en cours sur les règles de l'AGCS et les réglementations nationales était important. Ces dernières devraient être terminées avant les négociations sur les engagements spécifiques, comme le préoyaient les lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services. La lenteur des progrès, en particulier sur les sauvegardes et les subventions, devait être débattue par les Ministres à Cancún afin qu'un cadre soit mis en place pour un examen le plus rapide possible de ces questions.

347. En ce qui concerne l'agriculture, le fait que le Président de la Session extraordinaire ait déclaré que des progrès avaient été accomplis sur un certain nombre de questions techniques lors des consultations était encourageant. La délégation kényenne craignait cependant que les positions des Membres restent encore très éloignées les unes des autres et pensait qu'il était impératif d'aplanir le plus rapidement possible ces divergences compte tenu de l'imminence de la Conférence ministérielle de Cancún. Tous les Membres, en particulier les Membres développés, devraient faire preuve de souplesse et consentir des sacrifices. Les négociations devraient tenir compte des besoins et intérêts spéciaux des pays en développement et préserver et renforcer les dispositions en matière de traitement spécial et différencié déjà identifiées dans le document révisé sur les modalités. Le Kenya considérait qu'un élan politique majeur serait indispensable pour réduire le clivage qui persistait dans ce domaine.

348. Pour ce qui était du commerce et de l'environnement, le Kenya a noté que les négociations convergeaient vers les obligations commerciales spécifiques prévues dans un certain nombre d'AEM, ce qui était une bonne chose dans la mesure où cela permettrait aux Membres de se concentrer sur la corrélation entre les règles de l'OMC en vigueur et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les AEM, conformément au paragraphe 31 i) de la Déclaration de Doha. En ce qui concerne les biens environnementaux, même si les listes de l'OCDE et de l'APEC étaient de bons points de départ, il convenait de définir ou d'établir une liste des produits dont l'exportation présentait un intérêt pour les pays en développement. Le Kenya espérait que les biens environnementaux définis par la Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement seraient assujettis aux mêmes règles que celles que contenait le paragraphe 16 de la Déclaration de Doha.

349. En ce qui concerne les questions de Singapour, des discussions de fond avaient eu lieu au sein des groupes de travail respectifs; néanmoins, les progrès étaient variables. Le Kenya souhaitait que chaque sujet soit traité séparément, conformément aux différents mandats respectifs. La convergence sur certaines questions était toujours insuffisante, de sorte que les travaux techniques devaient se poursuivre. Pour le Kenya, le niveau de convergence sur ces questions devrait déterminer le type de modalités que les Membres devraient adopter sur chacun des sujets. S'agissant du mandat régissant ces questions, il convenait de parvenir préalablement à un consensus très clair sur les modalités pour que les négociations puissent commencer. Enfin, les questions liées au développement étaient fondamentales dans le programme de travail de Doha et le Kenya partageait un grand nombre des vues exprimées par la Colombie au nom de plusieurs pays en développement.

350. Le représentant d'El Salvador s'est rallié à la déclaration faite par la Colombie pour présenter le document conjoint auquel son pays s'était associé. À 12 semaines seulement de la Conférence ministérielle, il souhaitait présenter la position de son pays. El Salvador pensait qu'il était nécessaire de rappeler l'engagement sérieux pris par tous les gouvernements Membres lorsqu'ils avaient adopté la Déclaration de Doha. Il était d'accord avec la déclaration faite par les Etats-Unis à la dernière réunion du CNC selon laquelle il importait que le niveau d'ambition permette une conclusion des négociations dans les délais fixés. Pour ce faire, il était indispensable, selon El Salvador, de tenir compte de ce qui avait été convenu par les Ministres à Doha en ce qui concerne le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des PMA. Le système commercial multilatéral ne devrait pas être conçu en termes théoriques, mais plutôt comme un outil de développement, qui permettrait de garantir le bien-être et la dignité de chaque être humain dans chaque pays Membre. Hong Kong, Chine avait utilisé la métaphore d'une boîte à outils; bien que cette image soit pertinente, il convenait de faire preuve de prudence quant au type d'outils que contiendrait finalement cette boîte; il fallait aussi réfléchir aux nouveaux outils qu'il conviendrait d'y ajouter pour que les Membres puissent s'acquitter plus efficacement de leur tâche.

351. Pour El Salvador, la politique commerciale jouait un rôle important dans la croissance; l'intervenant était fermement convaincu qu'un accroissement des échanges conduirait à un accroissement de l'emploi, élément indispensable au développement d'un pays prospère et d'une bonne société. El Salvador était persuadé que, pour un petit pays, le commerce international représentait le

vecteur de croissance, de développement et d'intégration dans le commerce mondial le plus puissant. Dans le même temps, toutefois, il était conscient que certaines couches de sa population n'avaient pas toujours bénéficié des avantages qui en découlaient. C'est la raison pour laquelle il importait que les Membres puissent compter sur l'OMC et sur des outils de développement qui permettraient d'accroître la dignité et le bien-être de leurs populations, garanties d'une démocratie durable. C'est aussi pourquoi le système devait être plus ouvert et aussi participatif que possible.

352. À l'approche de la Conférence de Cancún, El Salvador souhaitait faire part de sa préoccupation face à l'absence de progrès des négociations découlant du mandat confié par les Ministres à Doha, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, du traitement spécial et différencié, et des questions liées aux ADPIC, et surtout à la santé publique. Ces préoccupations n'empêcheraient cependant pas El Salvador d'œuvrer fermement en faveur d'une conclusion des négociations conforme aux paramètres et aux lignes directrices énoncés par les Ministres. S'il était nécessaire de repousser dans une certaine mesure les échéances pour parvenir à de meilleurs résultats dans des domaines sensibles, il ne fallait alors pas hésiter à le faire.

353. En ce qui concerne la propriété intellectuelle, El Salvador avait considérablement progressé et prenait très au sérieux les engagements qu'il avait contractés; néanmoins, il n'était pas en mesure d'accepter de nouvelles obligations, surtout si celles-ci n'étaient pas prévues dans le mandat de négociation défini par les Ministres ou dans les accords régissant ces questions.

354. El Salvador, à l'instar de nombreux autres pays d'Amérique latine, était tributaire de ses exportations de produits agricoles, qui constituaient la principale source de devises, de revenus et d'emplois. Plus des deux tiers de la population du pays vivaient dans des régions rurales et leur forte dépendance par rapport aux prix des produits de base avait été aggravée par la baisse des cours internationaux du café, qui avait pesé sur la balance commerciale.

355. El Salvador participait aux négociations actuelles car il était convaincu qu'il fallait poursuivre le processus de réforme, qui aboutirait à une réduction, voire à une suppression, des droits de douane. Il était résolu à travailler au sein de cette organisation en vue de l'instauration d'un système commercial multilatéral équitable, qui garantirait des flux d'échanges efficaces et équitables, ainsi que des politiques nationales favorisant les secteurs ruraux de sa région. Il espérait que des modalités seraient établies avant Cancún et qu'elles tiendraient compte des intérêts de pays comme le sien, ainsi que des sacrifices importants que ces pays avaient déjà consentis pour accéder au GATT et, par la suite, à l'OMC. El Salvador souhaitait rappeler que la Déclaration de Doha contenait des instructions spécifiques en vue d'améliorer l'accès aux marchés, de réduire les subventions à l'exportation et d'intégrer le principe du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans tous les éléments des négociations.

356. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, El Salvador évaluait actuellement l'incidence de la formule présentée par le Président du Groupe de négociation, ainsi que les autres éléments contenus dans son document, espérant que le principe du traitement spécial et différencié équitable pour les pays en développement serait pris en considération. Beaucoup de points devaient encore être éclaircis dans l'approche du Président, notamment la nécessité d'une approche sectorielle et la question de savoir comment garantir le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale.

357. En ce qui concerne les négociations sur le règlement des différends, El Salvador espérait que les améliorations qui seraient apportées au Mémoire d'accord sur le règlement des différends garantiraient un équilibre adéquat entre les droits et les obligations des pays en développement et des pays développés. C'est pour cette raison, et malgré l'échéance de mai, qu'El Salvador appuyait la proposition du Président du CNC visant à poursuivre les travaux, ainsi que les déclarations faites par d'autres pays selon lesquelles cette question ne faisait pas partie de l'engagement unique. El Salvador

était prêt à accepter de nouveaux délais dans la mesure où les résultats auxquels parviendraient finalement les Membres seraient avantageux pour tous, en particulier pour les pays en développement et les PMA; à cet égard, l'échéance de 2004 était acceptable.

358. Pour ce qui est des négociations sur les services, El Salvador analysait les demandes soumises par certains Membres et espérait pouvoir y réagir bientôt. Il souhaitait souligner à nouveau que nombre des engagements finaux contractés dans ce domaine dépendraient des progrès accomplis sur les questions horizontales liées aux règles de l'AGCS.

359. Le représentant du Bangladesh, intervenant au nom des pays les moins avancés, a indiqué qu'il souhaitait appeler l'attention des délégations sur la deuxième réunion des Ministres du commerce des PMA, qui avait eu lieu récemment à Dhaka, du 31 mai au 2 juin. Cette réunion avait pour objet de procéder à un échange de vues sur les négociations en cours et la cinquième session de la Conférence ministérielle. À la suite de cet échange, les Ministres avaient adopté à l'unanimité la Déclaration de Dhaka, qui mettait en exergue les principales préoccupations des PMA et leurs positions dans certains domaines de négociation. L'intervenant invitait instamment l'ensemble des Membres à appuyer pleinement la Déclaration de Dhaka, ainsi que l'appel lancé par les ministres des PMA.

360. S'agissant des négociations sur les services, il a dit que les PMA avaient soumis un texte de projet de modalités qui serait applicable à ce groupe de pays et que, à la suite des discussions qui avaient eu lieu et des observations formulées, le Groupe avait révisé ce projet de modalités et avait soumis une nouvelle communication. Comme l'avait expliqué le Président de la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services, une première série de discussions avait eu lieu sur les modalités révisées, et un grand nombre de Membres avaient appuyé pleinement les propositions des PMA, ce dont ceux-ci se félicitaient. Certaines questions avaient été soulevées, auxquelles il avait été immédiatement répondu. Plusieurs délégations avaient demandé plus de temps pour étudier le texte et formuler des observations; l'orateur escomptait engager à nouveau des discussions sur le projet de texte à la suite de la présente réunion.

361. Les PMA accordaient une grande importance à ces modalités, qui devraient établir le cadre du traitement spécial pour les PMA dans les négociations sur les services, sur la base de la non-réciprocité. L'intervenant entendait souligner que les PMA ne souhaitaient pas obtenir une dérogation totale aux disciplines de l'OMC, mais plutôt un certain degré de souplesse dans les engagements qu'ils contracteraient, ainsi que le traitement spécial, afin de pouvoir participer efficacement au commerce des services. Eu égard à la nature et au niveau de développement des PMA, les Membres de l'OMC ne devraient pas avoir de mal à accéder à ces demandes.

362. Quelques Membres avaient émis l'opinion selon laquelle les résultats ne devraient pas être prédéterminés, ce sur quoi les PMA étaient d'accord. Cependant, l'expérience des négociations passées leur avait montré que les résultats pouvaient être incertains si la formulation n'était pas précise et si les objectifs n'étaient pas clairement définis. Or, les PMA ne pouvaient pas se permettre une telle incertitude car c'était leur seule chance de négocier les modalités. Les Membres devaient être aussi précis que possible à ce stade et ne pas remettre à plus tard l'interprétation de certaines questions; l'orateur espérait que l'ensemble des Membres comprendraient les préoccupations du Groupe.

363. De nombreuses études avaient mis en lumière le vaste potentiel de libéralisation qui existait dans le domaine du mouvement des personnes physiques selon le mode 4, tout particulièrement en ce qui concerne le mouvement temporaire des personnes non qualifiées et semi-qualifiées. D'après les estimations, les avantages latents pour les États d'accueil et les États d'origine seraient beaucoup plus importants que ceux qui découleraient d'une libéralisation complète du commerce des marchandises. Les pays industrialisés et développés s'attachaient à leurs propres intérêts dans le domaine des services, et les PMA, en soumettant leurs propositions, recherchaient leur soutien, d'autant plus que

ces propositions allaient dans l'intérêt de tous. Les PMA estimaient qu'aucun autre domaine n'avait autant à offrir à l'ensemble des Membres. Le Groupe demandait donc à l'ensemble des Membres d'adopter les modalités avant la Conférence ministérielle de Cancún. Enfin, il s'associait pleinement à la déclaration faite par la Colombie.

364. Le représentant du Panama a indiqué que sa capitale étudiait toujours les aspects spécifiques de la proposition présentée par la Colombie au nom d'un certain nombre de pays en développement. La délégation panaméenne entendait exprimer son respect pour cette initiative, à laquelle s'associaient des pays de toutes les régions du monde. Considérant que les aspects pertinents de cette proposition guideraient les Membres vers un consensus, elle a proposé que tous l'étudient soigneusement. Les Membres ne devraient pas perdre de vue le message positif qu'il était si important d'émettre pour l'avenir de l'Organisation.

365. Le représentant du Paraguay a déclaré que la délégation de son pays pensait que le texte présenté par le Président de la Session extraordinaire de l'ORD constituait une base de travail, mais que certains éléments de fond devaient néanmoins être étudiés, par exemple l'amélioration de l'accès des pays en développement au système de règlement des différends. La délégation paraguayenne avait soumis une proposition en décembre 2002, qui devait être analysée en profondeur lors de la Session extraordinaire. L'intervenant souhaitait réitérer l'engagement du Paraguay en faveur du respect des délais fixés par les Ministres à Doha, ainsi que son appui en faveur de la transparence dans ce processus. Mais ce qui l'intéressait le plus, c'était un mécanisme de règlement des différends qui soit équilibré au niveau des droits et des obligations; il était donc prêt à poursuivre les travaux sur la base de toutes les propositions qui avaient été soumises.

366. Abordant la question de l'accès aux marchés, l'orateur a dit que ce domaine était hautement prioritaire pour le Paraguay car il représentait pour lui une chance de s'intégrer dans le système commercial multilatéral. C'est pour cette raison que le Paraguay envisageait de manière globale l'équilibre entre l'accès aux marchés pour les produits agricoles, pour les produits non agricoles et les services, domaines liés entre eux de manière positive selon lui, son niveau d'ambition étant le même pour ces trois catégories.

367. Dans ce contexte, l'agriculture était au cœur des négociations pour le Paraguay. Dans la déclaration qu'il avait faite au titre du point 2 a) de l'ordre du jour, l'intervenant avait présenté la situation de l'agriculture dans son pays. Il était essentiel à cet égard d'enregistrer des progrès sur les trois piliers. La délégation de son pays a remercié le Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture des efforts qu'il avait déployés dans le cadre des travaux techniques; néanmoins, il importait de garder à l'esprit les ambitions énoncées dans le mandat confié par les Ministres à Doha et d'établir les modalités aussi rapidement que possible. Cet élément de fond était indispensable pour faire progresser les négociations et garantir la crédibilité du système de l'OMC.

368. Le Paraguay participait activement aux négociations sur les services. Il avait soumis ses demandes initiales, bien qu'il ne soit pas exportateur, ainsi que ses offres initiales, dans les délais. Il avait accepté de relever les défis qui se posaient et avait engagé des réformes afin de contribuer à la mise en place d'un système de commerce juste et équitable, offrant des possibilités réelles à tous. Tel était, de l'avis du Paraguay, le dénominateur commun positif dans ces négociations. S'agissant des services, il était préoccupé face à l'absence de progrès sur les règles horizontales, en particulier sur les mesures de sauvegarde d'urgence et les subventions, où l'absence de mécanismes clairement définis et transparents entravait le libre-échange.

369. Dans le domaine des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la délégation paraguayenne se félicitait des éléments proposés par le Président pour les modalités. Sa capitale évaluerait la formule proposée; c'est la raison pour laquelle la délégation de son pays n'exprimerait pas d'opinion à ce stade. S'agissant du taux de base, elle convenait que les critères de

réduction pour les pays en développement et les PMA ne devraient pas être les mêmes que pour les pays développés, compte tenu de ce que stipulait le paragraphe 16 de la Déclaration de Doha. De la même façon, elle pensait qu'il était raisonnable d'utiliser comme base le niveau des taux consolidés. S'agissant des positions non consolidées, elle considérait qu'il serait approprié, comme dans d'autres domaines de négociation, de faire des efforts pour parvenir à un taux consolidé de 100 pour cent pour tous les droits de douane pour pouvoir démarrer les négociations. Les Membres éviteraient ainsi un traitement différencié qui compromettrait de bons résultats dans ce processus de négociation et pénaliserait surtout les Membres qui avaient effectivement engagé et mené à bien l'exercice de consolidation. Le Paraguay avait procédé ainsi pour 100 pour cent de ses droits de douane et, comme d'autres pays, il entendait demander aux Membres qui avaient des droits non consolidés d'entreprendre les efforts nécessaires pour les consolider, de sorte que tous soient sur un pied d'égalité.

370. S'agissant des taux non consolidés, le double du taux NPF appliqué aux pays développés pourrait être utilisé pour les pays en développement et les PMA. La délégation paraguayenne n'était pas d'accord pour élever le taux NPF à 5 pour cent lorsque le niveau des droits de douane appliqués était de zéro pour cent au début des négociations. Elle était d'accord en revanche pour utiliser 2001 comme année de base pour les taux de droits NPF appliqués, ainsi qu'avec l'utilisation exclusive des équivalents *ad valorem*, en lesquels tous les autres droits devraient être convertis. De la même manière, elle était favorable à ce que les négociations soient engagées sur la base du système harmonisé (SH) de 1996 afin de simplifier l'utilisation des statistiques commerciales pour 1999-2001 et adapter ensuite les résultats à la nomenclature du SH de 2002.

371. La délégation paraguayenne avait d'autres observations à faire mais, pour gagner du temps, elle se contenterait d'ajouter que les régimes tarifaires préférentiels existants étaient discriminatoires et préjudiciables pour un certain nombre de pays en développement qui en étaient exclus, dans la mesure où une partie de l'accès aux marchés obtenue par les bénéficiaires de ces régimes l'était au détriment des autres pays en développement. La libéralisation du commerce multilatéral dans le domaine des produits non agricoles recherchée dans le cadre de ces négociations pouvait effectivement réduire les marges de préférence pour certains bénéficiaires, mais elle pouvait aussi améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour un grand nombre d'autres pays en développement, actuellement exclus de ces régimes préférentiels. La majorité des pays en développement pourrait être concernée car cet accès aux marchés serait permanent et sans condition. La délégation paraguayenne reconnaissait qu'il était nécessaire de trouver une solution équilibrée à ce problème, en tenant compte des préoccupations de tous les pays en développement.

372. Enfin, la délégation paraguayenne appuyait la déclaration faite par la Colombie pour présenter la communication conjointe, dont le Paraguay était l'un des coauteurs. Ce document montrait qu'il était possible de parvenir à un consensus dans le système multilatéral car il était présenté conjointement par des Membres venant de tous les continents et toutes les régions géographiques du monde.

373. La représentante d'Israël a indiqué que sa délégation avait alloué une partie importante de ses ressources aux négociations sur le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et qu'elle était déçue que le délai fixé par les Ministres à Doha n'ait pas été respecté. Elle aurait préféré que les négociations soient conclues pour pouvoir affecter le peu de ressources dont elle disposait à d'autres questions tout aussi importantes; néanmoins, elle était toujours disposée à accorder une dernière chance au Comité afin d'achever les travaux qui, jusqu'à présent, avaient bien progressé.

374. Israël se félicitait de la proposition faite par le Président du CNC de demander au Président du Conseil général de mener des consultations sur une prolongation du mandat. Ces travaux devraient se poursuivre dans le cadre du mandat existant, le document JOB(03)/91/Rev.1 constituant une bonne base à cet égard. Ces travaux devraient être assortis d'un délai précis, le 31 décembre étant l'échéance qu'Israël préconisait. Israël partageait le point de vue de l'Uruguay, du Brésil, de la Norvège et

d'autres pays sur l'approche à suivre pour mener à bien ces négociations. S'agissant de la proposition du Président concernant la tenue d'une réunion technique en juillet, Israël pensait que tant qu'une décision sur les délais et la portée ne serait pas prise, une telle réunion serait inutile; il était néanmoins suffisamment flexible pour se rallier à cette suggestion si les Membres en décidaient ainsi.

375. En ce qui concerne l'agriculture, Israël espérait que les Membres seraient suffisamment souples pour tenir compte des considérations légitimes autres que d'ordre commercial de tous les Membres. Pour ce qui est de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, Israël espérait que les préoccupations spécifiques de tous les Membres, en particulier celles des pays en développement, seraient abordées de manière plus flexible. En ce qui concerne les services, Israël avait soumis son offre initiale et se félicitait de celles que 25 autres Membres avaient soumises à ce jour. Ces négociations revêtaient une grande importance pour le marché israélien et la délégation israélienne attendait avec impatience que d'autres offres soient faites dès que possible.

376. Enfin, la délégation israélienne se félicitait tout particulièrement de la communication contenue dans le document TN/C/W/13, présentée par la Colombie au nom d'un grand nombre de pays en développement. Israël partageait un grand nombre des avis et préoccupations exprimés dans ce document, qu'il considérait comme un pas dans la bonne direction pour parvenir à des résultats fructueux et équitables dans le cadre du cycle actuel de négociation. Il se réjouissait de continuer d'œuvrer avec ces Membres en vue de réaliser cet objectif, en mettant en particulier l'accent sur la dimension développement du Cycle.

377. Le représentant de l'Indonésie a remercié au nom de sa délégation le groupe de pays qui avait soumis la communication conjointe présentée par la Colombie. L'Indonésie se félicitait de l'initiative exposée de manière systématique et exhaustive dans le document, considérant que l'idée sur laquelle elle reposait était importante pour fixer les objectifs de la Conférence ministérielle de Cancún. L'un des éléments les plus importants de ce document était la vision commune qu'avaient ces pays des questions liées au développement. La communication insistait sur le fait qu'il était essentiel de répondre aux questions et préoccupations liées à la mise en œuvre et de s'occuper du renforcement du traitement spécial et différencié avant Cancún au lieu de remettre en cause les principes fondamentaux qui les sous-tendaient. Des résultats concrets sur les questions de développement accroîtraient la confiance des pays en développement dans le processus et auraient donc un effet positif sur les travaux menés dans les autres domaines de la négociation. L'Indonésie appuyait par conséquent ce document et insistait pour que tous les éléments qu'il contenait soient examinés comme il se doit pendant la Conférence.

378. Le représentant des Philippines a dit que, lorsque les Membres avaient qualifié l'ensemble des résultats du Cycle de Doha de Cycle du développement, ils étaient conscients de l'immense défi que cela représentait, en particulier pour les pays développés. L'OMC risquait de perdre sa crédibilité si les Membres ne réussissaient pas à tenir cette promesse et à relever ce défi. Le risque de surcharger la Conférence ministérielle de Cancún ainsi que les négociations vers la fin de 2004 demeurait réel.

379. La délégation philippine saluait la communication présentée par la Colombie et 26 autres pays en développement, qui rappelait les grands principes et objectifs convenus dans le cadre de ces négociations. Le document tendait à un équilibre général et cherchait à tirer parti des engagements et des contributions de tous les Membres en vue d'assurer le succès des négociations. La délégation philippine était encouragée par la participation et la contribution des Communautés européennes, notamment leurs engagements en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités qui, d'une certaine manière, avaient permis au processus d'avancer. Cependant, le silence persistant des Communautés européennes sur l'une des questions de développement les plus importantes - l'agriculture - demeurait un obstacle aux progrès.

380. La délégation philippine appuyait la description que la Thaïlande avait faite de la situation actuelle; quant à la déclaration du Président du Burkina Faso, elle avait permis de prendre connaissance de la réalité dans un secteur particulier. Il était néanmoins d'autres secteurs, tels que les cultures vivrières de base, la pêche, le bétail et la volaille, dans lesquels la pauvreté généralisée et le dénuement de la population rurale illustraient de manière frappante les effets dévastateurs des politiques de subventions élevées et de soutien. La délégation philippine espérait que les Communautés européennes tiendraient compte de cette situation lorsqu'elles se pencheraient sur leur politique agricole commune.

381. S'agissant de la question de l'équilibre, la délégation philippine souhaitait souligner que la notion d'équilibre général représentait un critère extrêmement trompeur. Tout reposait sur des inégalités et des déséquilibres issus d'un héritage historique découlant de plusieurs décennies de structures de négociation inégales, opposant un grand nombre de pays développés à un nombre très restreint d'économies en développement naissantes. Cependant, dans la mesure où les trois quarts des Membres actuels de l'OMC étaient des pays en développement, il convenait de remédier à ces déséquilibres historiques, l'équilibre général devant tenir compte des préoccupations et des priorités des pays en développement. Tous les éléments des négociations devaient reposer sur le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale et du traitement spécial et différencié.

382. Les Philippines continueraient à œuvrer, dans les jours décisifs qui restaient jusqu'à Cancún, en vue de parvenir à un consensus sur les modalités dans les principaux secteurs qui suscitaient des préoccupations, en particulier l'accès aux marchés dans les domaines de l'agriculture, des services et des produits non agricoles, domaines qui relevaient tous de la compétence première de l'OMC. S'agissant des questions de Singapour, la délégation philippine se ralliait à l'Inde, à la Chine, aux pays Membres de l'ANASE, ainsi qu'aux pays d'Afrique et des Caraïbes. Ces questions étaient certainement distinctes des impératifs liés au développement des négociations, elles ne faisaient pas partie de l'engagement unique et ne devraient pas être mises en corrélation avec d'autres questions fondamentales de développement. Cependant, si un consensus se dégagait sur les modalités applicables à ces questions, les Philippines pensaient que les Membres ne devraient pas être tenus pour autant d'engager des négociations après Cancún et de les terminer dans les mêmes délais que le Cycle. La délégation philippine était d'accord avec l'Inde et la Chine sur le fait que les questions de Singapour ne sauraient s'inscrire dans le cadre des impératifs de développement du Cycle.

383. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est félicité de la communication présentée par la Colombie, qui était à la fois positive et opportune. Elle établissait utilement un lien entre les règles et l'accès aux marchés, traitait de manière appropriée les questions de Singapour et contribuait à souligner l'importance pour le programme pour le développement d'une réforme du commerce agricole, mettant par ailleurs à juste titre l'accent sur le règlement du problème de l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. L'observation que faisaient les auteurs du document concernant le délicat équilibre global de l'ensemble de résultats mentionnés dans le mandat de Doha, référence importante pour les Membres dans les semaines à venir, revêtait une importance particulière.

384. Une question fondamentale était peut-être traitée un peu à la légère dans le document, à savoir la question de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, ce qui était d'autant plus surprenant que les produits industriels représentaient environ 90 pour cent de toutes les marchandises échangées. L'orateur a relevé le contraste existant entre cette section et le ton réformateur adopté dans une autre partie du document en ce qui concerne l'agriculture. La réponse résidait peut-être dans une observation faite par le Président du Groupe de négociation de l'accès aux marchés, selon laquelle le niveau d'ambition concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles était loin d'être clair. Les discussions qui avaient eu lieu à la dernière réunion du Groupe de négociation et, dans une certaine mesure, à la présente réunion donnaient à penser que les Membres avaient des conceptions très divergentes de ce qu'impliquait le mandat en termes d'ambition générale et de contribution et de participation des différents groupes de pays. Un certain nombre de pays en développement avaient

souligné la nécessité d'introduire des dispositions multiples concernant une réciprocité qui ne soit pas totale dans les engagements de réduction, de faire preuve de souplesse sur les consolidations et de traiter les secteurs sensibles. L'idée d'une élimination sectorielle obligatoire suscitait une certaine résistance. Les pays développés participants mettaient en revanche généralement l'accent sur la nécessité de garantir des gains en matière d'accès aux marchés, sans exclure les principaux marchés des pays en développement, avec un niveau général d'ambition élevé. Cette approche reflétait en fait ce qui se passait dans la réalité, puisque l'on assistait à une élimination généralisée des droits de douane dans le cadre des accords commerciaux régionaux, qui se multipliaient actuellement.

385. L'intervenant avait mis en exergue la question de l'ambition dans le cadre des négociations sur les produits non agricoles car les Membres devraient bientôt y faire face, comme à la question du degré de participation. Ces questions seraient au cœur même des choix politiques que les Ministres devraient faire à Cancún, et la Nouvelle-Zélande pensait que le mandat, non seulement le paragraphe 16 de la Déclaration, mais aussi le paragraphe 1, exigeait de l'ambition. Ces deux paragraphes envisageaient en effet une réforme et une libéralisation du commerce et non, comme on l'avait entendu, des réductions unilatérales opérées par les pays développés. C'était justement de réforme qu'il était question dans cette organisation et dans ces négociations.

386. En tout état de cause, il n'était pas réaliste d'un point de vue politique de s'attendre à ce que les pays développés acceptent un résultat équivalant à une libéralisation unilatérale, notamment dans les secteurs sensibles. Les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles devraient donc aboutir à des résultats qui conduiraient à une réduction significative des taux appliqués sur les marchés des principaux pays en développement participants. Pour y parvenir, le document complexe élaboré par le Président du Groupe de négociation pouvait être modifié de diverses manières; la Nouvelle-Zélande étudierait avec d'autres délégations et avec le Président les possibilités en la matière dans les prochains mois. L'intervenant souhaitait souligner la nécessité de définir des orientations sur le niveau général d'ambition, ce qui impliquait certains choix politiques difficiles. Selon lui, les négociateurs à Genève ne réaliseraient que des progrès limités tant que leurs Ministres n'auraient pas reconnu qu'il était nécessaire de consentir certains sacrifices politiques douloureux dans ce domaine pouvant avoir une incidence sur le calendrier applicable aux modalités.

387. L'intervenant s'était concentré sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles parce qu'il jugeait ce dossier prioritaire dans les deux mois à venir. Néanmoins, il ne s'agissait pas de toute évidence d'une question isolée. Les Membres n'obtiendraient pas les résultats souhaités sur d'autres questions liées à l'accès aux marchés, en particulier dans le domaine de l'agriculture, s'ils ne parvenaient pas à des résultats importants sur ce front. Il en allait de même des questions liées aux règles, qui avaient été utilement mises en lumière par l'Inde. Malgré la réserve relative affichée par les pays en développement dans leur document sur ce point, une véritable libéralisation du commerce en matière d'accès aux marchés était primordiale dans le programme pour le développement, ce que les Membres ne devraient pas perdre de vue.

388. Le représentant du Pakistan a indiqué que sa délégation pouvait appuyer une nouvelle prolongation du délai prévu pour les négociations sur le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends mais que, compte tenu de ses ressources limitées, elle proposait de repousser la poursuite des travaux après Cancún. En ce qui concerne l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, sa délégation était d'accord avec les Communautés européennes sur le fait que le projet de texte du Président du Groupe de négociation était assez novateur et qu'il y avait au moins une grande communauté de vues sur les éléments techniques. S'agissant de la question fondamentale des réductions des droits de douane, la formule proposée représentait un compromis raisonnable et, conjuguée avec une réduction tarifaire adaptée secteur par secteur, elle permettrait de bien progresser, en tenant compte du traitement spécial et différencié. En ce qui concerne les règles, la délégation pakistanaise souhaiterait que la question du renforcement des disciplines dans le domaine de la lutte antidumping progresse rapidement.

389. L'exposé fait à la présente réunion sur les subventions dans le secteur du coton aurait dû convaincre les Membres des effets négatifs des subventions sur les pays pauvres. On avait laissé entendre aux Membres que, d'ici à juin, des progrès substantiels auraient été accomplis dans les trois domaines de la réforme agricole, mais maintenant que juin était là, il n'y avait pas grand progrès à constater. S'agissant de l'Accord sur les ADPIC et la santé publique également, on avait dit aux Membres qu'une solution était en vue et que le problème serait résolu avant Cancún. Or, il ne restait pas beaucoup de temps, de sorte que les Membres devaient redoubler d'efforts dans ce domaine. Enfin, le Pakistan appuyait pleinement les éléments et recommandations figurant dans le document présenté par la Colombie et espérait qu'ils seraient pris en considération à l'approche de la Conférence de Cancún.

390. La représentante de la Barbade s'est ralliée à la déclaration faite par le Botswana au nom du Groupe ACP et a appuyé fermement un grand nombre des éléments que contenait la communication présentée par la Colombie, tels que l'accent mis sur la dimension développement et la priorité qui devrait être accordée à la transparence et à la participation au processus de prise de décisions. En ce qui concerne l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, la Barbade était d'accord avec ceux qui avaient exhorté les Membres à redoubler d'efforts pour parvenir à une solution en vue de donner effet au paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. Cette mesure visant à faciliter l'accès aux médicaments à des prix plus abordables revêtait une importance critique pour la Barbade et ses partenaires régionaux dans la mesure où les Caraïbes étaient la deuxième région de la planète la plus touchée par le VIH/SIDA, après l'Afrique subsaharienne. Le paragraphe 6 devrait répondre aux besoins de tous les pays en développement ayant des capacités de fabrication insuffisantes ou n'en disposant pas et leur permettre de recourir de manière effective aux licences obligatoires dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC pour tous les domaines pertinents de la santé publique.

391. En ce qui concerne l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la délégation de la Barbade partageait les sentiments exprimés par ceux qui avaient indiqué que pour parvenir à un consensus, les modalités finales devraient prévoir entre autres des mesures visant à réduire les effets de l'érosion des préférences et à traiter plus en profondeur le concept de réciprocité qui ne soit pas totale et le traitement spécial et différencié. Pour ce qui est des questions de Singapour, la Barbade, à l'instar d'autres Membres du Groupe ACP, n'était pas persuadée que le moment soit venu d'instaurer des disciplines multilatérales dans ce domaine. Bien que sa délégation ait connaissance des termes du mandat de Doha à cet égard, ainsi que des éclaircissements apportés par le Président, elle considérait que l'importance de la divergence des vues appelait incontestablement d'autres éclaircissements et analyses. La Barbade souscrivait pleinement aux arguments avancés dans la communication de la Colombie en ce qui concerne ces questions.

392. La représentante de la Jamaïque a dit que la délégation de son pays considérait que le document présenté par la Colombie contribuait utilement à la préparation de la Conférence de Cancún car il identifiait avec précision certaines des questions fondamentales qui touchaient les pays en développement et qui exigeaient une solution satisfaisante. Ces questions devaient être pleinement prises en considération pour que Cancún soit le succès que tous les Membres appelaient de leurs vœux. Elles portaient sur le traitement spécial et différencié, les questions liées à la mise en œuvre, l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, les services, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et le traitement approprié des questions de Singapour. La Jamaïque pouvait appuyer l'initiative présentée dans le document visant à favoriser une convergence de vues entre les Membres de l'OMC. Elle reconnaissait que ce document ne traitait pas toutes les questions importantes pour tous les Membres et qu'il ne reflétait peut-être pas toujours certaines nuances dans les positions des Membres; néanmoins, elle l'appuyait pleinement car il ne préjugait pas de l'importance de ces questions pour les Membres. La Jamaïque se félicitait donc de cette communication qui, dans ce contexte, reflétait une communauté de vues importantes sur un certain nombre de questions clés, importantes pour un grand nombre de pays en développement.

393. Le Président a remercié toutes les délégations de leurs remarques approfondies, constructives et très utiles. Cette réunion avait été, selon lui, l'une des plus utiles du CNC. Il ressortait clairement des déclarations qu'il restait beaucoup de pain sur la planche, en particulier à Cancún, et que les Membres devaient être réalistes. Malgré tout le travail qui serait accompli dans les semaines à venir, les Membres devaient s'attendre à un programme de travail chargé et difficile à Cancún et se préparer à prendre des décisions difficiles. Il n'était cependant pas d'accord sur le fait que les Membres n'avaient pas progressé dans les négociations. Il maintenait que des progrès avaient été accomplis, mais qu'un certain nombre de décisions, il est vrai, n'avaient pas été prises dans des domaines fondamentaux. Les Membres s'attendaient désormais à ce que la Conférence ministérielle prenne ces décisions, mais il souhaitait pour sa part répéter que les délégations à Genève devaient faire de leur mieux pour préparer le terrain, de sorte que leurs Ministres comprennent pleinement les enjeux et qu'ils puissent prendre à Cancún les bonnes décisions, dans l'intérêt de tous.

394. À en juger par ce qui ressortait des différentes réunions qui avaient lieu dans le monde, le Président pensait que le Programme de Doha pour le développement bénéficiait d'un certain soutien. Le sommet du G-8 à Évian n'avait pas porté sur le commerce, mais les signaux émis par les dirigeants des pays du G-8 et ceux des pays en développement qu'ils avaient invités l'incitaient à être optimiste car ceux-ci s'étaient déclarés en faveur du Cycle et de résultats dans les domaines intéressant les pays en développement. Ils avaient explicitement mentionné la nécessité de parvenir à une solution multilatérale avant Cancún en vue de fournir des médicaments essentiels aux pays en développement qui avaient des capacités de fabrication insuffisantes avant Cancún. Ils avaient également mis en lumière la nécessité de réaliser des objectifs ambitieux dans les domaines de l'agriculture, des produits non agricoles et des services, et de renforcer les règles de l'OMC afin de garantir un certain degré d'équité pour tous.

395. D'après les déclarations faites à la présente réunion, le Président pouvait conclure que les Membres commençaient à concrétiser le Programme de travail de Doha. Les pays de la Quadrilatérale avaient énoncé clairement les éléments qu'ils considéraient comme essentiels et un grand nombre de délégations avaient mis l'accent sur les trois domaines d'accès aux marchés, les questions liées au développement, les règles et les questions de Singapour. Les Membres s'étaient félicités des efforts déployés par un groupe de 26 pays en développement pour présenter une communication conjointe. Bien que les vues puissent quelque peu diverger, le Président pensait que cette communication aiderait les Membres dans leurs efforts collectifs. Elle mettait fortement l'accent sur l'importance fondamentale des questions de développement, qui avaient été mentionnées également par les pays de la Quadrilatérale.

396. Le Président avait été encouragé, comme beaucoup de délégations, par la participation des PMA à la présente réunion, avec la présence du Président du Burkina Faso, qui avait présenté une proposition conjointe d'un groupe de PMA. Des pays appartenant à toutes les catégories de Membres, des plus avancés aux pays en développement et aux pays les moins avancés, avaient participé pleinement à la présente réunion. Tous avaient évoqué le même objectif fondamental, à savoir renforcer le commerce et faire en sorte, dans la mesure du possible, qu'il puisse contribuer à résoudre le problème de la pauvreté et certains des problèmes économiques fondamentaux qui touchaient leurs régions respectives. Le Président estimait que cela montrait que les Membres étaient unis dans leur objectif de mettre le commerce au service de la croissance économique et de réduire les problèmes dans ce domaine.

397. Le Président était reconnaissant aux délégations qui avaient appuyé sa proposition visant à recommander au Président du Conseil général d'entamer des consultations avec les Membres sur la procédure à suivre concernant le réexamen du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et de convoquer une réunion de la Session extraordinaire de l'ORD en juillet.

398. À la prochaine réunion du CNC, qui se tiendrait en juillet, le Président espérait que des progrès seraient accomplis dans un certain nombre de domaines. Premièrement, il convenait que les Membres fassent preuve d'une certaine flexibilité dans les négociations sur l'agriculture s'ils entendaient avoir une chance de réussite à Cancún. Deuxièmement, comme cela avait été mentionné souvent à la présente réunion, il espérait que la structure de base proposée par le Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés serait étoffée. Troisièmement, un grand nombre de délégations avaient invité instamment les Membres à soumettre plus d'offres initiales dans le cadre des négociations sur l'AGCS. Bien que ses attentes puissent se révéler ambitieuses, il escomptait entre 30 et 40 offres initiales d'ici à la réunion du CNC de juillet. Les Membres disposeraient ainsi d'une bonne base pour travailler à toutes les questions liées à l'accès aux marchés avant Cancún. Quatrièmement, les discussions sur le traitement spécial et différencié devaient sans aucun doute progresser davantage; il était persuadé par ailleurs que grâce aux engagements contractés par les grands pays, des progrès pourraient aussi être accomplis en vue d'un accord sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique.

399. Cinquièmement, le Président espérait que des progrès seraient réalisés dans les consultations sur les questions liées à la mise en œuvre. Il comptait convoquer prochainement une réunion des chefs de délégation à ce sujet. Enfin, les travaux devaient être plus concrets. Le Président espérait qu'à la prochaine réunion du CNC ils auraient progressé notablement dans tous les domaines, de sorte que les Membres soient tout à fait prêts pour Cancún.

400. Le Comité des négociations commerciales a pris note des déclarations.

401. Pour clore la réunion, le Président a indiqué que la prochaine réunion du CNC aurait lieu les 14 et 15 juillet 2003.

Annexe

Déclaration de S.E. M. Blaise Compaore, Président du Burkina Faso*

Communication sur l'initiative sur le coton présentée par les pays
d'Afrique de l'Ouest et du Centre au CNC

Directeur Général de l'OMC, Président du Comité des négociations commerciales, Mesdames et Messieurs les Ministres, Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Messieurs les Directeurs généraux adjoints de l'OMC, Mesdames et Messieurs, honorables représentants,

Les travaux du Comité des négociations commerciales de ce jour, 10 juin 2003, me donnent l'agréable occasion de m'adresser à votre auguste instance, pour évoquer les préoccupations des États de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, relatives aux négociations commerciales du Cycle de Doha, afin de solliciter plus de justice et d'équité pour des millions de producteurs et de productrices de nos pays.

Les règles du système commercial multilatéral, dont vous êtes les arbitres, ont été édictées en application des principes fondamentaux que sont la transparence dans les transactions commerciales, l'égalité de traitement entre les pays Membres, et partant la non-discrimination dans les relations commerciales.

Ces principes, faut-il le rappeler, ont été renforcés par le consensus de Washington dont les axes fondamentaux incluent, en plus des privatisations et de la libéralisation du marché des capitaux, des prix régulés uniquement par le marché et le libre-échange pour toutes les marchandises.

La mise en œuvre du mécanisme d'examen des politiques commerciales au sein de l'OMC a conduit nombre de pays Membres à adapter leurs politiques commerciales aux exigences des règles du système commercial multilatéral, et à renforcer leurs performances liées au commerce.

Nos pays, aux économies encore très fragiles, ont entrepris des ajustements pour être plus compétitifs et relever le niveau de leurs participations aux échanges commerciaux.

Ces réformes, conduites dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, ont permis l'assainissement des cadres macro-économiques et financiers, et créé des conditions internes favorables au développement des filières de production porteuses de croissance durable.

C'est dans ce sens que les États de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ont progressivement supprimé les mesures de soutien à leurs secteurs agricoles.

Mais l'impact de ces réformes sur le développement de nos pays a jusqu'ici pratiquement été anéanti par le maintien dans certains pays Membres de l'OMC de mesures de soutien multiformes à leur agriculture, ceci en contradiction totale avec les objectifs fondamentaux de l'OMC.

Ainsi, dans le cadre de leurs politiques agricoles et pour la seule année 2001, les pays riches ont accordé six fois plus de subventions à leurs agriculteurs qu'ils n'ont octroyé d'aide au développement, soit respectivement 311 et 55 milliards de dollars.

En guise d'illustration, un pays comme le Mali, pour la même année, a reçu au titre de l'aide 37 millions de dollars mais en a perdu 43 en raison de la baisse de ses recettes d'exportation, due aux

* Original français.

subventions.

Par ailleurs, les subventions allouées aux producteurs de coton dans certains pays Membres de l'OMC dépassent de plus de 60 pour cent le PIB total du Burkina.

Mesdames et Messieurs, il va sans dire que de telles pratiques donnent aux secteurs agricoles des pays nantis un avantage concurrentiel déloyal par rapport aux pays en développement comme les nôtres.

Nos agriculteurs qui produisent le kilogramme de coton 50 pour cent moins cher que leurs concurrents des pays développés, ce qui les place parmi les plus compétitifs au monde, subissent de plein fouet l'impact négatif des subventions au coton.

Ces subventions ont provoqué des chocs économiques et sociaux négatifs sur les pays producteurs africains.

Par ce fait, le Burkina a perdu en 2001 1 pour cent de son PIB et 12 pour cent de ses recettes d'exportation, le Mali 1,7 pour cent et 8 pour cent, le Bénin 1,4 pour cent et 9 pour cent.

Les niveaux très élevés de soutien octroyés aux producteurs de coton de certains pays Membres de l'OMC sont l'une des causes directes et majeures des problèmes rencontrés par l'activité cotonnière mondiale.

Ces soutiens gonflent artificiellement l'offre sur les marchés internationaux et dépriment les prix à l'exportation.

Mesdames et Messieurs, en 2001, la production de coton représentait au Bénin, au Burkina, au Mali et au Tchad 5 à 10 pour cent du produit intérieur brut et près de 30 pour cent des recettes d'exportation totales.

Plus de 10 millions de personnes des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre dépendent directement de la production cotonnière, et plusieurs autres millions de personnes sont affectées de manière indirecte par les distorsions sur les prix du marché mondial du fait des subventions à la production et à l'exportation de ce produit agricole.

Le coton occupe incontestablement une position stratégique dans les politiques de développement et programmes de réduction de la pauvreté de nos pays.

Alors que la production du coton ne représente qu'une part minime de l'activité économique des pays industrialisés, elle est pour l'ensemble de nos États un élément déterminant des politiques de réduction de la pauvreté et un facteur primordial de stabilité politique et sociale. La production cotonnière est un maillon essentiel du développement de nos pays par les effets induits sur la promotion des infrastructures, de l'éducation et des services de santé de base.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Ministres, Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, notre décision de soumettre conjointement à l'OMC le 30 avril 2003 une initiative sectorielle en faveur du coton est juste et se fonde sur les principes de l'OMC qui sont, entre autres, d'établir un système commercial équitable et axé sur le marché.

Je lance, du haut de cette tribune, un vibrant appel au nom de plusieurs millions de femmes et d'hommes qui vivent dans les pays les moins avancés, et dont le coton constitue la principale ressource de subsistance.

En leur nom, au nom des pays signataires de l'initiative sur le coton et au nom de tous ceux qui y adhèrent, je demande à l'OMC et aux États Membres de faire en sorte que ces populations victimes de l'impact négatif des subventions ne soient pas exclues du commerce mondial.

L'OMC, arbitre et garante des règles du commerce international, est l'enceinte multilatérale la plus appropriée pour traiter globalement du problème des subventions qui faussent la concurrence. Les négociations en cours sur le renouvellement de l'Accord sur l'agriculture, dans le cadre de l'Agenda de développement de Doha, devront impérativement aborder la question de la distorsion dans les échanges liés au secteur coton.

Mesdames et Messieurs, l'exemple du coton africain constitue une illustration éclatante des rares cas où la libéralisation des échanges et le respect des règles multilatérales édictées par l'OMC conduiraient à des avantages commerciaux substantiels et immédiats pour les pays africains qui sont parmi les plus pauvres du monde.

Les raisons pour établir des modalités sectorielles pour le coton sont claires:

Nos pays ne demandent pas la charité, ni un traitement préférentiel ou des aides additionnelles. Nous demandons seulement le respect de la loi du marché, conformément aux principes fondamentaux de l'OMC. Nos producteurs sont prêts à affronter la concurrence sur le marché mondial du coton, pour peu que celle-ci ne soit faussée par les subventions.

Les pays producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest et du Centre souhaitent vivement que les objectifs de l'Agenda de développement de Doha, à savoir un commerce équitable et axé sur le marché soient atteints.

Ils invitent plus particulièrement nos partenaires du Nord à une plus grande cohérence dans leurs politiques de coopération au développement pour ne pas détruire ce qu'ils ont eux-mêmes contribué à construire.

À titre d'exemple, la vingtaine de milliards de francs CFA dont bénéficie le Burkina Faso au titre de l'initiative PPTE est ainsi annihilée par l'impact des subventions sur le coton.

Les pays producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest et du Centre recommandent que le caractère stratégique du coton pour le développement et la lutte contre la pauvreté soit pleinement reconnu.

Ils proposent, lors de la Conférence ministérielle de l'OMC prévue du 10 au 14 septembre 2003 à Cancún au Mexique, la mise en place d'un système de réduction du soutien à la production cotonnière en vue de son élimination totale.

Ils préconisent enfin l'adoption d'un mécanisme d'indemnisation assurant aux pays producteurs de coton lésés une juste compensation pour le préjudice subi.

Mesdames et Messieurs, les pays africains considèrent que la résolution du problème lié au coton démontrera le sérieux des engagements pris à Doha, et constitue un élément incontournable du nouveau cycle de négociation.

C'est le lieu pour moi de remercier tous les acteurs qui soutiennent notre lutte pour plus d'équité et de justice dans le commerce international:

Il s'agit des organisations et associations professionnelles agricoles, des organisations non gouvernementales, des institutions de coopération bilatérale et multilatérale et des autorités politiques des pays nantis favorables à notre cause.

J'adresse également mes remerciements aux autorités de l'OMC pour l'accueil chaleureux qui m'a été réservé ainsi qu'à la délégation qui m'accompagne.

Je félicite et remercie les représentants de tous les pays qui nous soutiennent, en particulier les Ambassadeurs des pays membres de la CEDEAO, et les encourage à continuer à nous aider dans la défense de ce dossier.

À toutes et tous réunis ici, je souhaite plein succès dans vos travaux et vous remercie de votre attention.
